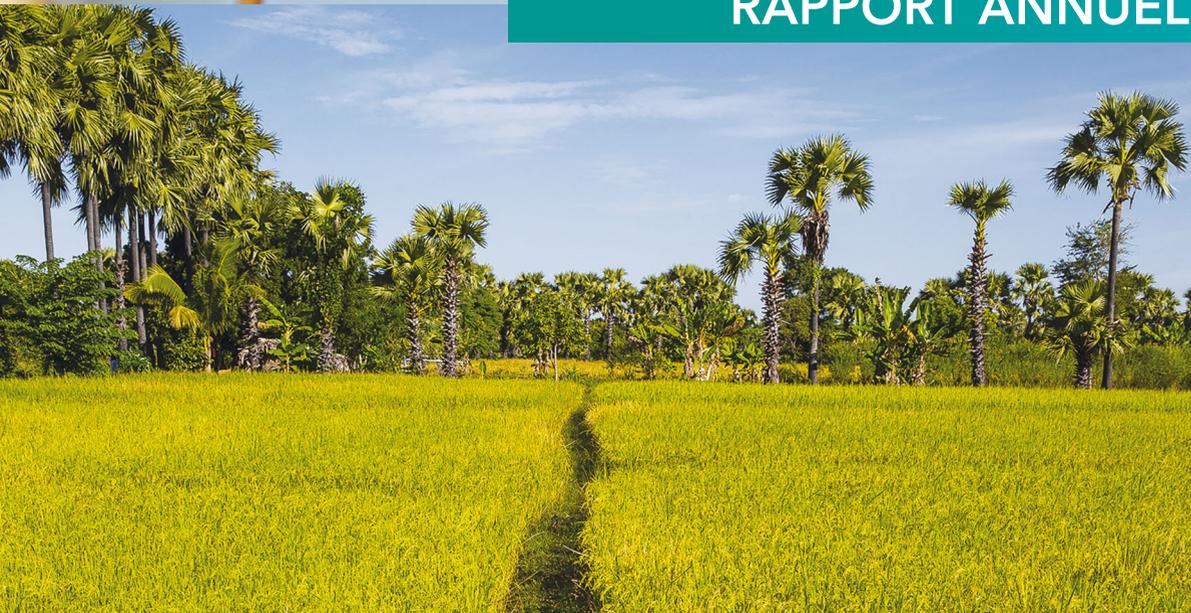


GRET



RAPPORT ANNUEL 2019





SOMMAIRE

- 3 Éditorial
 - 4 **GRET, PROFESSIONNELS DU DÉVELOPPEMENT SOLIDAIRE**
 - 4 Présentation
 - 5 Faits marquants
 - 6 Panorama du Gret en 2019
 - 8 **NOTRE CONTRIBUTION AUX ENJEUX COLLECTIFS**
 - 8 Les grands débats du développement
 - 10 Rechercher, capitaliser et partager
 - 12 Réseaux et alliances
 - 13 Plaidoyer et communication d'influence
 - 14 **NOTRE ORGANISATION**
 - 14 Gouvernance
 - 15 Une équipe internationale
 - 16 Budget
 - 18 **NOS THÉMATIQUES D'EXPERTISE**
 - 19 Agriculture : filières et politiques agricoles
 - 20 Citoyenneté et démocratie
 - 21 Eau potable, assainissement, déchets
 - 22 Finance inclusive et insertion professionnelle
 - 23 Gestion des ressources naturelles et énergie
 - 24 Santé : nutrition et protection sociale
 - 25 Villes pour tous et décentralisation
 - 26 **NOS PROJETS**
 - 26 Panorama des activités
 - 28 Zoom sur une sélection de projets : Burkina Faso | Cambodge | Congo | Haïti | Laos | Madagascar | Mali | Mauritanie | Myanmar | Niger | Sénégal | Togo | Vietnam | Autres pays | Multipays
 - 47 Le fonds d'appui du Gret
- Annexes :*
- 48 Synthèse des activités
 - 55 Liste des productions du Gret
 - 62 Liste des sigles
 - 64 Bureaux de représentation



Henry
de Cazotte
Président du Gret

ÉDITORIAL

Au moment où je rédige ce premier éditorial de notre rapport annuel 2019, la pandémie de Covid-19 vient bouleverser nos sociétés, un de ces nouveaux fléaux mondiaux avec de nombreux effets à venir sur les peuples de la terre. Nos partenaires plus pauvres – dont on parle peu – seront eux aussi touchés durablement dans leurs systèmes de santé, leurs économies, leurs projets, leurs sociétés.

Notre monde interconnecté doit réagir collectivement, tant pour les urgences de santé globale, que pour les autres priorités : changement climatique, biodiversité, sécurité alimentaire, lutte contre la pauvreté et les inégalités. Les efforts de gouvernance internationale instaurés en 2015 dans le cadre de l'agenda 2030 et des objectifs de développement durable (ODD) n'en sont que plus importants, tant le besoin de solidarité, de technologie et de compétences, de biens communs, de flux financiers sont nécessaires pour le partenariat global que nous cherchons à bâtir. Et l'ODD 16 – qui insiste sur l'importance de la paix, la justice et l'efficacité des institutions – nous rappelle que sans sécurité humaine à tous les niveaux, nous ne pouvons bâtir de développement.

C'est dans ce cadre exigeant que le Gret a poursuivi ses engagements en 2019. Le rapport ci-après met en valeur les nombreux chantiers, pro-

jets, thèmes de capitalisation auxquels les équipes au siège et dans les représentations pays se sont attelées. Avec l'arrivée d'une équipe de direction dirigée par Luc Arnaud, le Gret a entrepris une nouvelle étape qui s'annonce passionnante, bâtissant sur les acquis solides qu'Olivier Bruyeron a su coordonner en duo avec mon prédécesseur, Pierre Jacquemot.

Le Gret est engagé pleinement dans une nouvelle phase organisationnelle, fondée sur le collectif et la notion d'équipe, renforçant les représentations locales pour une vraie internationalisation du management. Nous voulons assurer simultanément l'intégration des exigences de gestion, d'audit interne, de sécurité sur nos terrains fragiles et incertains, de communication pour plus de redevabilité, et de contribution à la réflexion stratégique et sectorielle par l'action de sa nouvelle direction d'animation scientifique.

Ce projet collectif se caractérise aussi par la volonté de se projeter dans une contribution pertinente à la grande transformation écologique que nos sociétés et notre planète attendent. Comment faire en sorte que nos projets accompagnent les transitions, d'un monde prédateur à des sociétés en équilibre ? Comment proposer de nouveaux modèles économiques et techniques, agroécologiques, de services essentiels, de systèmes de gouvernance, qui soient adaptés à la lutte contre le changement climatique, à la préservation de la biodiversité, tout en réduisant la pauvreté

et les inégalités, et en promouvant la justice sociale ? Comment faire en sorte que les approches territoriales, urbaines et rurales, intègrent nos différents savoir-faire, s'appuient sur des communautés pleinement responsables, et fassent surgir des innovations que nous pourrions répliquer et diffuser ?

C'est ce projet global que le Gret a l'ambition de porter en France et à l'international aux côtés de ses nombreux partenaires, avec lesquels il souhaite bâtir une « communauté Gret » élargie, s'appuyant sur des valeurs similaires et sur des engagements réciproques. Il dispose pour cela de nombreux atouts : ses plus de 650 collaborateurs et collaboratrices, une longue histoire de présence (nous fêtons nos 25 ans en Haïti et au Myanmar en 2020 !), sa technicité et sa capacité à capitaliser, son fonds d'appui dont nous venons de renouveler le mandat pour mieux pérenniser les acteurs locaux de développement.

Conscient de ses responsabilités, le Gret a poursuivi son investissement avec la communauté du développement en France – Coordination Sud, le Groupe initiatives, et bien d'autres collectifs –, et au sein du Conseil de la solidarité internationale et du développement. Il a renforcé sa redevabilité vis-à-vis de ses bailleurs de fonds et de ses partenaires nationaux, et compte, à leurs côtés, pleinement contribuer à l'atteinte des objectifs de développement durable d'ici les dix prochaines années. ■

Avril 2020

Coordination : Claire Labat (Gret)
Conception graphique et réalisation : Hélène Gay (Gret)

Impression : ISIPRINT, novembre 2020.
Imprimé sur papier recyclé.

Photos : © Gret (sauf mention spéciale)

Photos de couverture :

UNE : Laos © Gret / CinePanorma.de, Sénégal © Kamikazz, Haïti © Gret, Myanmar © Cartier Philanthropy / Cyril Le Tourneur
DOS : Madagascar © Johary Ratefy, Myanmar © Gret, Myanmar © Cartier Philanthropy / Cyril Le Tourneur

GRET, PROFESSIONNEL·LE·S DU DÉVELOPPEMENT SOLIDAIRE

Créé en 1976, le Gret est une ONG internationale de développement qui s'est donnée pour mission d'améliorer les conditions de vie des populations et de promouvoir des sociétés plus équitables et solidaires.

Là où la pauvreté et les inégalités se sont installées, le Gret innove en valorisant les approches locales et en créant du lien entre les différents acteurs, sur des temps suffisamment longs pour avoir un impact significatif.

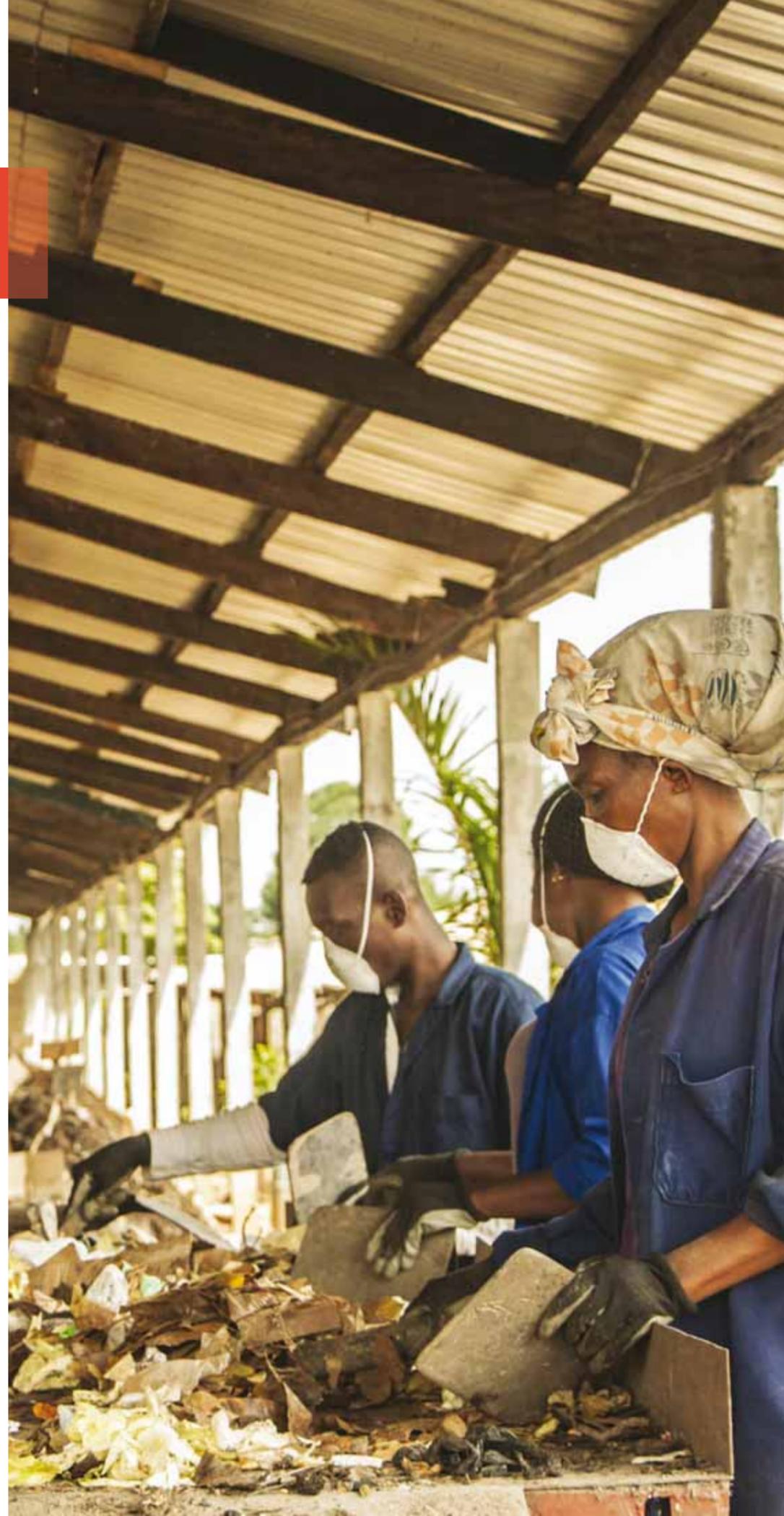
Ses 650 salarié·e·s – de diverses nationalités – agissent dans près d'une trentaine de pays en Afrique, en Asie et dans les Caraïbes, pour permettre aux personnes les plus vulnérables de reprendre le contrôle sur leur vie et leur environnement direct.

Dans ses interventions comme dans son fonctionnement interne, le Gret prône la participation démocratique et la co-construction. Il établit des alliances et bâtit des partenariats diversifiés et de long terme, en France et dans tous les pays dans lesquels il agit, avec des acteurs du monde associatif, économique, public ou de la recherche.

Ses actions se fondent tant localement – à l'écoute des communautés et à l'échelle des territoires – qu'internationalement, dans le plaidoyer et le partage de connaissances. Elles s'articulent autour de sept thématiques :

- Agriculture : filières et politiques agricoles
- Citoyenneté et démocratie
- Eau potable, assainissement et déchets
- Finance inclusive et insertion professionnelle
- Gestion des ressources naturelles et énergie
- Santé : nutrition et protection sociale
- Villes pour tous et décentralisation

Reconnu association d'intérêt général, le Gret détient par ailleurs le statut d'entreprise solidaire. En 2017, il a également été officiellement reconnu par le gouvernement américain comme étant un organisme de bienfaisance. ■



FAITS MARQUANTS 2019

Au cours de l'année 2019, les équipes du Gret ont mis en œuvre **plus de 200 projets, études et expertises dans 28 pays**, situés pour l'essentiel en Afrique et en Asie du Sud-Est. L'année fut dense, mais deux temps forts méritent particulièrement de retenir l'attention.

Pour commencer, **la concrétisation du rapprochement entre le Gret et Gevalor**, intervenue au printemps 2019. Gevalor, association créée en 2004 dans le but de promouvoir la valorisation des déchets ménagers dans de grandes villes d'Afrique, a cessé ses activités à cette même période et confié au Gret le soin de poursuivre les réalisations en cours au Togo et à Madagascar, mises en place avec des partenaires locaux.

« À travers ses interventions, Gevalor a pu montrer l'intérêt de la valorisation des déchets, à la fois pour réduire les coûts de collecte et d'enfouissement, mais aussi pour créer de l'emploi (plus de 150 emplois créés au total) et lutter contre le changement climatique », commentait alors Jocelyne Delarue, ancienne directrice de Gevalor.

Ce rapprochement entre les deux organisations, toutes deux membres du Groupe initiatives, s'est fait dans une logique de complémentarité des savoir-faire et des géographies d'intervention. L'intégration des ingénieurs de Gevalor au sein de l'équipe du Gret permet désormais d'offrir une expertise renforcée dans le domaine de la gestion et de la valorisation des déchets, l'un des défis majeurs auxquels sont désormais confrontées les grandes

villes des pays en développement, qui doivent faire face à des quantités croissantes de déchets avec des moyens financiers limités.

Le second sujet s'inscrit de façon plus transversale et marque un tournant dans l'engagement du Gret en faveur de **la lutte contre le réchauffement climatique et la protection de la biodiversité**.

La dynamique, engagée déjà depuis le début des années 2000 au travers de projets (d'atténuation et d'adaptation) ou par le biais d'actions de plaidoyer – notamment à travers une implication importante des équipes en 2015 à l'occasion de la COP 21 –, a trouvé un nouveau souffle en 2019, s'imposant très rapidement comme le thème central des « Tropics », nom donné au séminaire interne du Gret, qui réunit chaque année à Nogent-sur-Marne, en France, les personnels du siège et celles et ceux venu·e·s du terrain.

Après s'être mobilisées au printemps 2019, dans le cadre des grèves et des marches pour le climat en France, et sur le terrain par des journées de réflexion et d'action dédiées, les équipes du Gret ont ainsi pu échanger sur les enjeux de la transition écologique, en bénéficiant de l'éclairage donné par des invités extérieurs (du Cired et de l'AFD notamment), et participer à différents ateliers pour réfléchir collectivement aux réponses qu'elles pourraient apporter à travers les projets, ainsi qu'aux solutions à mettre en place pour réduire significativement l'impact et l'empreinte écologique de l'organisation. ■

← TRI DES DÉCHETS DANS UNE PLATEFORME DE COMPOSTAGE À LOMÉ, AU TOGO
© Enpro

Panorama du Gret en 2019

650 professionnel·le·s

Budget de **33,1** millions d'euros

202
interventions

dont **68**
nouveaux projets :

134 projets de terrain
(67 %)

**61 études, recherche
et capitalisation**
(30 %)

**7 activités d'animation
et de formation**
(3 %)



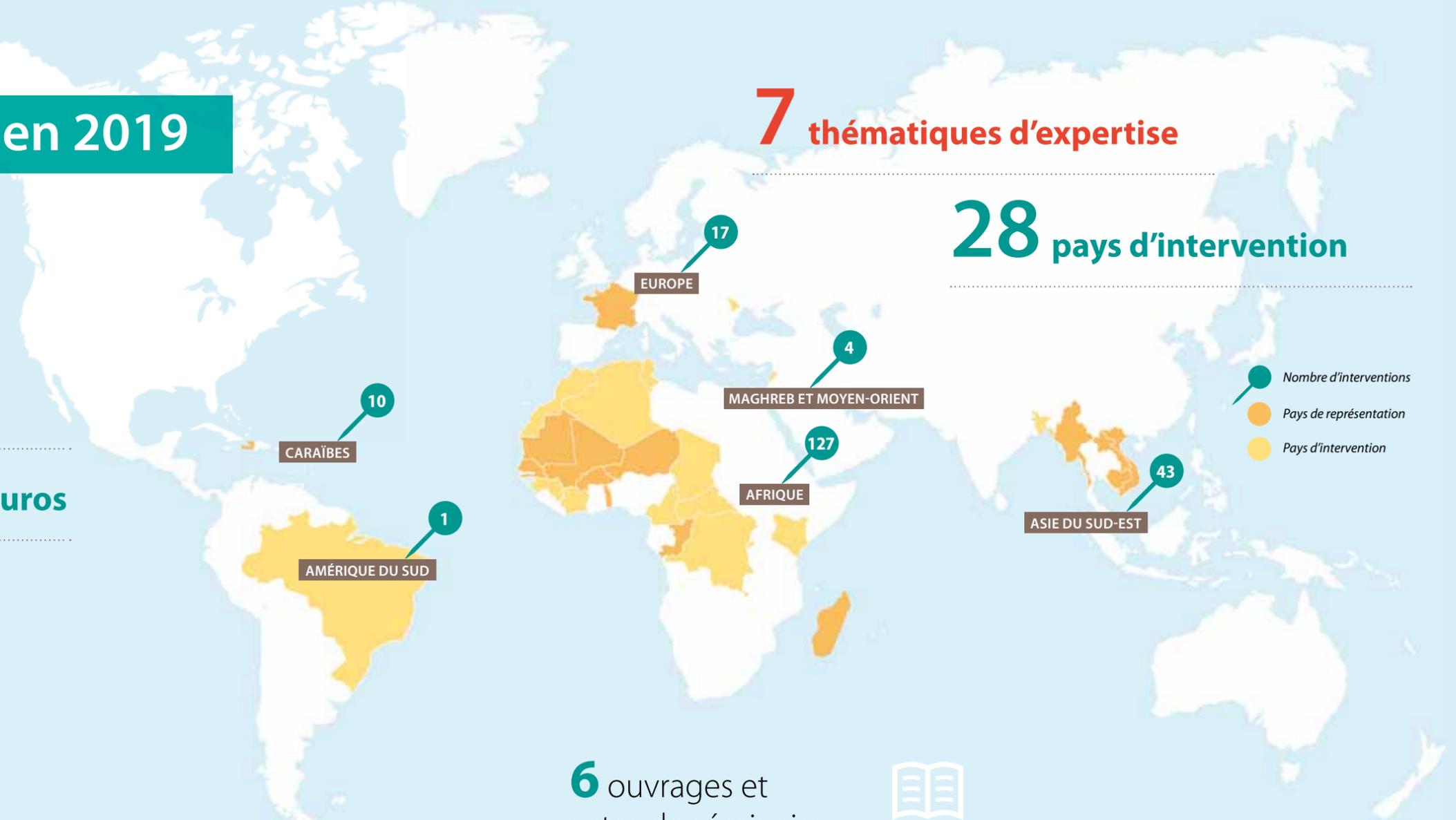
Des **actions en
partenariat** avec :

plus de **200**
partenaires opérationnels

plus de **100**
partenaires financiers

7 thématiques d'expertise

28 pays d'intervention



● Nombre d'interventions
● Pays de représentation
● Pays d'intervention

6 ouvrages et
actes de séminaire



9 rapports d'expertise
et documents techniques



7 films de
capitalisation



25 événements
(colloques, ateliers, etc.)



29 formations
académiques



441 000
pages vues sur www.gret.org



NOTRE CONTRIBUTION AUX ENJEUX COLLECTIFS

Le Gret contribue aux débats sur les politiques et pratiques de développement de différentes manières, notamment en réalisant des expertises pour les États, ou encore en renforçant des sociétés civiles dans leur contribution aux politiques.

Les grands débats du développement en 2019

APPROCHE PAR LES COMMUNS ET GOUVERNANCES PARTAGÉES

Un bien commun est constitué d'une ressource et d'un ensemble d'acteurs ayant des droits sur celle-ci ; il devient un commun lorsque les acteurs s'engagent dans une action collective pour définir le dispositif de gouvernance partagée permettant de le gérer durablement. Chaque commun est donc localement situé et prend une forme spécifique, dans son objet, ses acteurs et ses règles de gouvernance. Initialement théorisée autour des ressources naturelles, la notion s'est peu à peu élargie : un commun peut être matériel (une ressource naturelle, mais aussi un territoire, un service, etc.) ou immatériel (la connaissance partagée, un label, etc.).

Dans le cadre d'une convention programme établie en 2019 avec l'AFD, le Gret a créé un espace d'expérimentation opérationnelle et d'apprentissage collectif pour tester l'opérationnalisation de l'approche par les communs dans les politiques de développement.

Pour vérifier son hypothèse, selon laquelle une approche par les communs est pertinente pour mieux répondre aux enjeux de transition écologique et de justice sociale, le Gret s'appuie sur une douzaine de projets de terrain dédiés à la gestion de territoires, de services essentiels et de ressources naturelles en Afrique, en Asie du Sud-Est, à Madagascar et en Haïti.

Le programme a une double ambition. La première est d'ordre opérationnel, avec un objectif de **renforcement du rôle des citoyen-ne-s et usager-e-s dans le cadre de gouvernances partagées sur les ressources, services ou territoires**, pour favoriser une gestion plus durable, équitable et résiliente. La seconde ambition est d'ordre méthodologique : il s'agit de **produire et tester des outils et méthodes d'intégration de l'approche par les communs dans les projets**.

Pour enrichir la démarche expérimentale de recherche-action, des séances de travail ont été tenues avec des chercheurs et acteurs impliqués sur les communs, notamment avec l'équipe « Green » du Cirad, afin de confronter les lectures institutionnelles et d'affiner les stratégies de réflexion et d'action.

SITUATIONS DE CRISE ET RESPONSABILITÉ HUMANITAIRE

Le Gret et ses partenaires interviennent de plus en plus fréquemment dans des contextes difficiles, peu favorables à la mise en œuvre d'actions de développement. À la multiplication des crises et à leur gravité s'ajoute une absence de grille de lecture permettant de les classer et de les comprendre, de façon à identifier un nombre de dénominateurs communs qui les rendraient plus « lisibles ».

Ces situations se traduisent par des difficultés ou défis d'ordre divers qui impactent la mise en œuvre de nos actions (sécurité des équipes, accès aux populations, afflux ou présence d'opérateurs d'urgence, populations déplacées ou réfugiées, fragilité de l'État, violence sociale, etc.). Elles posent des questions d'ordre éthique, nous forcent à nous interroger sur la pertinence et le bien-fondé de nos actions, mais aussi sur notre capacité opérationnelle et nos modalités d'intervention.

Pour explorer ces problématiques et identifier des modes de réponses, tant en matière de positionnement qu'en termes opérationnels, le Gret a organisé en février 2019 une journée d'échanges avec plusieurs intervenants extérieurs représentant notamment Médecins sans frontières, le Groupe URD et AVSF. Le travail engagé est toujours en cours et devrait être progressivement élargi à d'autres acteurs directement concernés par la question (développeurs.euses, urgentistes, chercheur.e-s).

Le Gret a également recruté fin 2019 un référent sécurité pour renforcer le travail de structuration initié dans ce domaine et appuyer ses représentations pays afin d'assurer au mieux la sécurité de l'ensemble de ses collaborateurs.

HAÏTI TRAVERSÉE PAR UNE NOUVELLE CRISE SYSTÉMIQUE D'AMPLEUR EN 2019, LE PEYI LÒK

Barricades enflammées sur les principaux axes routiers, paralysie des secteurs économiques et sociaux du pays, pénurie d'approvisionnement de biens de première nécessité, violences insurrectionnelles... Haïti a renoué avec une instabilité chronique depuis la mi-2018. Plusieurs épisodes de *peyi lòk* (pays bloqué, en créole) se sont succédé, avec un paroxysme atteint en septembre-octobre 2019. S'inscrivant dans la lignée des précédents mouvements populaires haïtiens étudiés depuis la moitié du XIX^e siècle, cette crise se caractérise « à la fois par une intense mobilisation populaire et une brusque accélération de la détérioration des conditions de vie des classes laborieuses dans le cadre d'une profonde instabilité politique et d'extrême affaiblissement de l'État »*.

Malgré d'importantes contraintes opérationnelles et sécuritaires, le Gret en Haïti s'est efforcé de soutenir les populations les plus vulnérables qu'il appuie et renforce dans la durée. « Ces contraintes ont considérablement limité la capacité de nos équipes ainsi que celles des acteurs que nous accompagnons dans la réalisation des activités. Ainsi, au quotidien, nous avons dû trouver des stratégies d'adaptation et définir de nouvelles modalités de travail pour continuer à avancer », souligne Fanatis Saint-Sauveur, chef de projet Pascal-DT.

* Michel Hector, *Mouvements populaires et sortie de crise (XIX^e-XX^e siècles), Pouvoirs dans la Caraïbe*, 10, 1998).

jeunesse
participation citoyenne
sécurité valorisation des déchets
nexus humanitaire-développement
évaluation de l'agroécologie
finance inclusive Sahel
pépinière urbaine
urgence climatique

LES PRINCIPAUX SUJETS EN 2019

LES GRANDS ÉVÉNEMENTS

FÉVRIER

Colloque « Microfinance : quel rôle pour les organisations de solidarité internationale ? » (France)



FÉVRIER/MARS

4^e conférence « Hidden Hunger » (Allemagne)



OCTOBRE

46^e session du Comité alimentaire pour la sécurité alimentaire (Italie)



OCTOBRE

Conférence « Agroécologie et permaculture » (Cambodge)

NOVEMBRE

Conférence « Sustainable cities » (Ghana)



Rechercher, capitaliser et partager

Le Gret agit en « laboratoire de développement », où les pratiques de développement s'inscrivent fréquemment dans le cadre de recherches-actions. De façon réflexive, ses experts capitalisent leurs expériences sous forme de publications spécialisées, les partagent lors d'événements à caractère scientifique ou dans le cadre de formations académiques. Le Gret rassemble un catalogue de plus de 270 références accessibles en ligne gratuitement sur www.gret.org.

COLLABORER AVEC LA RECHERCHE

En 2019, le Gret a participé à des programmes de recherche appliquée au développement, notamment sur :

La gouvernance et la gestion de l'eau au Sénégal

Dans la région de Thiès, la mise en place d'instances locales de Gestion intégrée des ressources en eau (GIRE) a été expérimentée avec l'École doctorale « Eau, qualité et usages de l'eau » de l'université Cheikh Anta Diop et la Direction de la gestion et de la planification des ressources en eau

dans une logique de subsidiarité. Dans la région de Saint-Louis, l'université Gaston Berger (UGB), l'Agence régionale de développement (ARD) et la Fédération des usagers des réseaux d'eau ont conduit avec le Gret des études participatives sur l'évolution des dispositifs entre usagers et gestionnaires, s'inscrivant dans le processus de réforme de l'hydraulique rurale.

L'évaluation de l'agroécologie

Un mémento pour l'évaluation des conditions de développement de l'agroécologie et de ses effets agro-environnementaux et socio-économiques a été réalisé par le Groupe de travail sur les transitions agroécologiques (GTAE), constitué d'Agrisud International, d'AVSF, du Cari et du Gret. Il a été produit en partenariat avec l'UFR Agriculture comparée et développement agricole d'AgroParisTech, l'UR Agroécologie et intensification durable des cultures annuelles (AIDA) du Cirad, et l'UMR Écologie fonctionnelle et biogéochimie des sols et des agrosystèmes (Eco&Sols) de l'IRD.

L'efficacité biologique des farines infantiles

À Madagascar, le Gret collabore avec l'IRD et les services techniques des ministères de la Santé et du Commerce sur une étude d'efficacité biologique de la farine infantile fortifiée Koba Aina, pour l'adapter aux recommandations internationales en analysant et évaluant son efficacité à prévenir les différentes formes de malnutrition.



Représentation des usagers et dialogue multi-acteurs pour le suivi des services d'eau potable au Sénégal

David F. et Chiron P., Éditions du Gret, Cahier projet.



Mémento pour l'évaluation de l'agroécologie

Levard L., Mathieu B. et Masse P. (coordination), GTAE/AgroParisTech/Cirad/IRD.



Potabilisation des eaux de surface en Afrique de l'Ouest

David F. (dir.), Diop K. et al., Nogent-sur-Marne, Éditions du Gret, Versailles, Éditions Quæ.



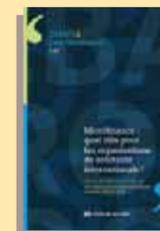
Accompagner la mise en place d'un service de gestion des déchets en milieu urbain

Trombert C. (réd.), Marchadour F. et al., Nogent-sur-Marne, Éditions du Gret, Cahier projet.



Guide du métier de collecteur laitier : démarrer et développer une activité de collecte de lait

Goudiaby M.-C., Broutin C. et al., Dakar, Gret, AVSF.



Microfinance : quel rôle pour les organisations de solidarité internationale ?

Gouillat E. (dir.), Nogent-sur-Marne, Éditions du Gret, Débats et controverses.

Dakar : les cultures urbaines comme processus d'implication des jeunes

Barrau É., Villes en développement, n° 112.

Une ONG de développement face à une urgence majeure en milieu urbain

Colombier R., Alternatives humanitaires, n° 10.

PRODUIRE ET PARTAGER DES SAVOIRS

Producteur de connaissances sur le développement, le Gret a publié en 2019 :

- 6 ouvrages et actes de séminaires
- 10 articles dans des ouvrages collectifs et revues professionnelles
- 5 communications de conférences ou rencontres internationales
- 9 rapports d'expertise et documents techniques
- 6 notes de synthèse
- 7 films de capitalisation
- 1 ouvrage collectif

Le Gret a également co-organisé et/ou participé à 25 colloques, conférences, ateliers et séminaires (voir l'ensemble des productions et activités p. 55).

ZOOM SUR UNE SÉLECTION D'INTERVENTIONS AUTOUR DE THÉMATIQUES ÉMERGENTES

Des techniques adaptées de gestion des déchets et de potabilisation de l'eau

Les questions de techniques adaptées aux contextes urbains et semi-urbains ont été approfondies, notamment sur la gestion des déchets ménagers, lors de la tenue d'ateliers à Madagascar avec le Réseau Ran'Eau et lors d'un colloque international au Vietnam, ainsi que dans une publication consacrée aux projets menés au Congo. Le Gret a également co-édité avec Quæ un guide

pratique sur les stations de potabilisation des eaux de surface en Afrique de l'Ouest.

La professionnalisation des filières agroalimentaires

Le Gret a publié des guides sur les bonnes pratiques de filières agroalimentaires, faisant un focus sur la fabrication du maïs moulu en Haïti avec le ministère de l'Agriculture, des Ressources naturelles et du Développement rural, ainsi que sur la collecte laitière au Sénégal, avec AVSF et le ministère de l'Élevage et des Productions animales. Ce dernier a été enrichi par des communications du Gret lors de la 3^e édition des rencontres internationales sur le lait à Dakar organisée par l'Isra, le Cirad et l'Inra, ainsi que par des films de capitalisation sur le projet Asstel.

L'évolution du secteur de la finance inclusive

Le Gret a organisé une journée de réflexion et d'échanges avec ses partenaires sur l'évolution du secteur de la finance inclusive et la façon dont les organisations de solidarité internationale (OSI) sont incitées à développer de nouvelles compétences et revoir leurs méthodes d'intervention.

L'implication des acteurs locaux dans la fabrique urbaine

Au travers de publications d'articles, le Gret partage ses réflexions sur ses expériences diverses de fabrique urbaine : comme à Dakar, où les cultures urbaines jouent un rôle moteur dans la mobilisation des jeunes ; ou encore à Port-au-Prince, en situation post-séisme, où les liens entre acteurs du développement et de l'humanitaire doivent mieux mobiliser et rendre visibles les acteurs locaux dans les actions d'urgence ou de post-urgence. ■

Réseaux et alliances

Le Gret agit au sein de collectifs d'organisations de la société civile, contribue à des réseaux sectoriels et à des espaces de concertation animés par les pouvoirs publics.

EXEMPLES D' ACTIONS EN RÉSEAU

Un comité pour produire de l'intelligence collective autour des forêts

Le Comité scientifique et technique Forêt, créé en 2019 par l'AFD et animé par le Gret, a pour vocation de valoriser l'expertise française dans le secteur forestier et d'appuyer la mise en œuvre de la stratégie nationale de lutte contre la déforestation importée (SNDI). Ce groupe de réflexion a été mandaté par trois ministères : celui de l'Europe et des Affaires étrangères, celui de la Transition écologique et solidaire, et celui de l'Agriculture et de l'Alimentation. Il est le produit d'une conviction : la nécessité de co-construire, collégialement, des connaissances et des références méthodologiques pour les politiques publiques.



l'eau potable et à l'assainissement pour tous, tout en préservant les ressources en eau. Outre ses activités de plaidoyer (droit à l'eau, ODD, etc.), la Coalition Eau a pour missions de représenter les ONG françaises du secteur, de développer les liens avec les réseaux de la société civile en France et à l'international, de proposer une expertise et de former ses membres et partenaires, et enfin, d'informer l'opinion publique.

Depuis fin 2019, le Gret est partenaire de la campagne « L'eau est un droit », lancée par la Coalition eau pour appeler les décideurs politiques à rendre effectif ce droit fondamental, en France et dans le monde. Plus d'infos sur leauestundroit.fr

Adhésion aux chartes éthiques du Groupe initiatives et de Coordination Sud

En 2019, deux collectifs au sein desquels le Gret joue un rôle actif ont réaffirmé leurs principes et leurs valeurs, à travers l'adoption de nouvelles chartes éthiques. Coordination Sud a soumis la sienne, intitulée « Une éthique partagée », à la signature de ses membres lors de son Assemblée générale de juin 2019. Elle s'articule autour de huit grands principes – la gouvernance et la vie associative, l'engagement citoyen, le respect des personnes, l'indépendance, les financements, le partenariat équitable, l'amélioration continue, la transparence et la redevabilité – et fédère autour d'une vision commune : agir pour « un monde où la participation de tous et de toutes est mobilisée pour promouvoir une humanité sans pauvreté, sans inégalités et sans injustices ; un monde de solidarité et d'égalité où les droits humains et l'environnement sont respectés ».



La nouvelle charte éthique du Groupe initiatives, « Des valeurs et des pratiques en partage », dévoilée elle aussi lors de son Assemblée générale de 2019, a été adoptée par ses organisations membres. Le Gret est bien entendu signataire de ces deux chartes. ■

Des liens resserrés avec la Coalition Eau

Collectif informel ne disposant pas de statut associatif propre, la Coalition Eau est hébergée par une ONG membre chef de file qui assure son portage administratif, organisationnel et financier. Le Gret – membre fondateur – a pris en janvier 2019 le relais d'Eau vive, qui a joué ce rôle durant 11 ans. Le secrétariat de la Coalition Eau est désormais hébergé dans les locaux du Gret, à Nogent-sur-Marne. Créée en 2007, la Coalition Eau est un collectif de 30 ONG françaises engagées pour promouvoir un accès durable à



Plaidoyer et communication d'influence

De manière transversale ou thématique, le Gret s'investit dans des campagnes de plaidoyer et d'opinion pour faire évoluer les politiques et pratiques de développement.

QUELQUES INITIATIVES MENÉES EN 2019

Alerter sur les effets néfastes de la PAC sur les paysanneries du Sud

2019 aura été marquée par un travail de fond réalisé sur les impacts de la politique agricole commune de l'Union européenne sur les paysanneries du Sud. En avril, le Gret organisait dans ses locaux, pour le compte de la Commission agriculture et alimentation (C2A) de Coordination Sud, un séminaire sur ce sujet. Quatre films réalisés lors de cette rencontre, à laquelle ont participé plusieurs candidat·e·s aux élections européennes, donnent à voir les principales menaces qui pèsent sur les marchés du Sud, et notamment la concurrence des produits agricoles européens bénéficiant de subventions, le rôle dramatique joué par la culture du soja. À l'automne était également diffusée une étude produite par le Gret pour Coordination Sud, intitulée « PAC : quelle cohérence avec le développement des agricultures paysannes du Sud ? ».

Encourager une meilleure reconnaissance des droits fonciers au Myanmar

En janvier, le Gret a organisé à Yangon, au Myanmar, une journée de lancement pour la parution du dernier rapport de recherche de la série « Of lives and land » documentant les problématiques foncières dans le pays. Après la parution en 2016 d'une première étude dédiée aux basses terres des régions birmanes de la Dry Zone et du Delta, cette nouvelle publication porte sur l'État Chin situé au nord-ouest du pays, à la frontière avec l'Inde. Elle aborde notamment les questions de foncier coutumier dans cette région montagneuse très largement rurale, où le Gret mène des projets depuis de nombreuses années. Cet événement a rencontré un grand succès, attirant des professionnels

du secteur humanitaire et du développement, des représentants de la société civile birmane et des académiques.

À travers le projet Mekong Region Land Governance (voir page 19), le Gret s'implique également au sein d'un mouvement de la société civile qui plaide pour la révocation de la loi sur les terres « inoccupées, en jachère et vierge », l'une des principales menaces pour la sécurité foncière de milliers d'agriculteurs qui accèdent à la terre sur la base du droit coutumier et sans reconnaissance formelle de l'État.

Diffuser de bonnes pratiques à travers « l'odyssée du typha »

Le typha, un roseau invasif, colonise les rives du fleuve Sénégal depuis plus de 30 ans. Pour lutter contre ce fléau, le Gret et l'Isset de Rosso ont développé une technologie permettant de transformer cette plante en biocombustible renouvelable. Une expérimentation illustrée en images, à travers une série de vidéos réalisées en Mauritanie qui retracent « l'odyssée du typha » et montrent l'évolution de la situation – depuis l'apparition de la plante invasive et ses conséquences, jusqu'à la semi-industrialisation du processus de production du biocombustible –, ses perspectives et ses limites. Pour accéder à l'ensemble des ressources sur le typha, rendez-vous sur typha.org ■

Rejoignez notre communauté

Toutes les actualités du Gret en temps réel sont sur notre site Internet gret.org et nos différents comptes de réseaux sociaux : Facebook, LinkedIn, Twitter, YouTube



Le Gret dispose également de pages Facebook nationales au Burkina Faso, au Cambodge, à Madagascar, au Mali et au Myanmar

Pour recevoir la newsletter envoyée chaque mois à nos abonné·e·s : webmaster@gret.org

NOTRE ORGANISATION

Gouvernance

Partie prenante de l'économie sociale et solidaire, le Gret se donne des exigences de transparence et de démocratie interne. Ses orientations sont définies par l'**Assemblée générale** qui se réunit deux fois par an. Le Gret accueille chaque année de nouveaux membres issus de ses pays d'intervention ou de représentation permanente.

En 2019, 253 personnes (153 hommes et 100 femmes) de 15 nationalités étaient membres du Gret. Étaient ainsi représentés : le Burkina Faso, le Cambodge, le Congo, les États-Unis, la France, la Guinée, Haïti, le Laos, Madagascar, le Mali, la Mauritanie, le Myanmar, le Niger, le Sénégal et le Vietnam.

Le **Conseil d'administration**, dont le ou la président-e est élu-e pour quatre ans renouvelables, est composé de représentant-e-s des salarié-e-s et de personnalités spécialistes des questions de développement. Le Gret est placé sous la responsabilité opérationnelle d'un directeur ou d'une directrice général-e élu-e pour un mandat de quatre ans, renouvelable une fois.

En 2019, **Henry de Cazotte** a succédé à Pierre Jacquemot à la présidence du Gret, et **Luc Arnaud** a succédé à

Olivier Bruyeron à la direction générale. Thierry Matthieussent et Serge Michailof ont quitté le Conseil d'administration du Gret, et Chantal Monvois l'a rejoint.

Les membres du Conseil issus du collège des salarié-e-s du Gret ont également été renouvelés : Pascale Le Roy et Tahirou Traoré ont été remplacé-e-s par Juliette Darlu, Iba Mar Faye et Sophie Lerouillois, tandis que le mandat de Damien Lagandré a été renouvelé.

Les équipes du Gret contribuent également à la gouvernance de structures partenaires :

- **administrateur de collectifs ou réseaux d'ONG**, où il exerce des fonctions d'administrateur : Coordination Sud, Groupe initiatives, Coalition Eau, CFSI, Ciedel, Cerise, Cicle, Cité du développement durable ;
- **sociétaire ou actionnaire dans des entreprises de l'économie sociale et solidaire** dont il partage les valeurs et dont il veut soutenir le développement : Nutri'zaza, CTAS et Diotontolo à Madagascar, Thitsar Ooyin au Myanmar, etc. ■

Composition du Conseil d'administration

Sous la présidence de **Henry de Cazotte**, ancien directeur à l'AFD :

Membres externes :
Xavier Benoist, ancien délégué général de la Fédération Pact-Arim, **Daniel Henrys**, consultant indépendant en Haïti en santé et développement communautaire, **Pierre Jacquemot**, ancien ambassadeur de France, **Jacques Lejeune**, ancien dirigeant de sociétés de tourisme et d'hôtellerie, **Chantal Monvois**, directrice des partenariats et directrice de la mission d'ouverture sociale à AgroParisTech, déléguée générale de la Fondation AgroParisTech, **Cécile Sportis**, ancienne chargée de mission égalité femmes-hommes au MEAE, **Iharizaka Rahaingoson**, chef d'entreprise dans le secteur de l'ingénierie informatique et la production de livres papiers et électroniques.

Membres représentants élus du personnel :
Juliette Darlu, responsable de projets Énergie, **Iba Mar Faye**, chargé de projets Agriculture, **Damien Lagandré**, chargé de projets Agriculture, **Sophie Lerouillois**, chargée de projets RH/Paie.

Observateurs :
Alain Billand, ancien directeur général du Cirad, **Benoît de Juvigny**, secrétaire général de l'Autorité des marchés financiers, **Louis Pautrizel**, chargé de projets Agriculture au Gret, **Bérangère Quincy**, diplomate, **Henri Rouillé d'Orfeuil**, ingénieur agronome, membre fondateur du Gret.

Répartition par pays au 31 décembre 2019

MADAGASCAR	116
FRANCE	87
MYANMAR	79
BURKINA FASO	71

MAURITANIE	51
HAÏTI	45
NIGER	44
CAMBODGE	43
SÉNÉGAL	43
MALI	22

LAOS	21
CONGO	8
RCA	8
VIETNAM	8
TOGO	2
RDC	2

Une équipe internationale

Au 31 décembre 2019, 650 professionnel-le-s déployaient leurs savoir-faire en conjuguant expertise technique (agronomie, urbanisme, hydraulique, économie, anthropologie, nutrition, sociologie, communication, etc.) et compétence en conduite de projet, animation et gestion, pour mener à bien les activités du Gret.

Ces professionnel-le-s se répartissaient ainsi :

- 523 salarié-e-s dans les pays, dont 34 expatrié-e-s ;
- 87 salarié-e-s au siège ;
- 6 volontaires de solidarité internationale. ■



3 DÉPARTEMENTS

- **Alimentation et économie rurale**
Aurore Mansion
- **Politiques sociales et citoyennetés**
Reiye Gandzounou Matombou
- **Services essentiels et ressources naturelles**
Mathieu Le Corre

14 BUREAUX DE REPRÉSENTATION

- **Brésil** Elektra Rocha
- **Burkina Faso** Tahirou Traoré
- **Cambodge** Terra Michaels
- **Congo et RDC**
Didas Kouakoua Kedjouani
- **Haïti** Hélène Mauduit
- **Laos** Arnaud Vontobel
- **Madagascar** Claire Kaboré
- **Mali** Samassa Nalla
- **Mauritanie**
Abderrahmane Ndongo
- **Myanmar** Phyo Min Swe
- **Niger** Moussa Hainikoye Issa
- **Sénégal** Émilie Barrau
- **Togo** Julien Garnier
- **Vietnam** Ninh Huu Nguyen



TÉMOIGNAGE DE CHANTAL MONVOIS

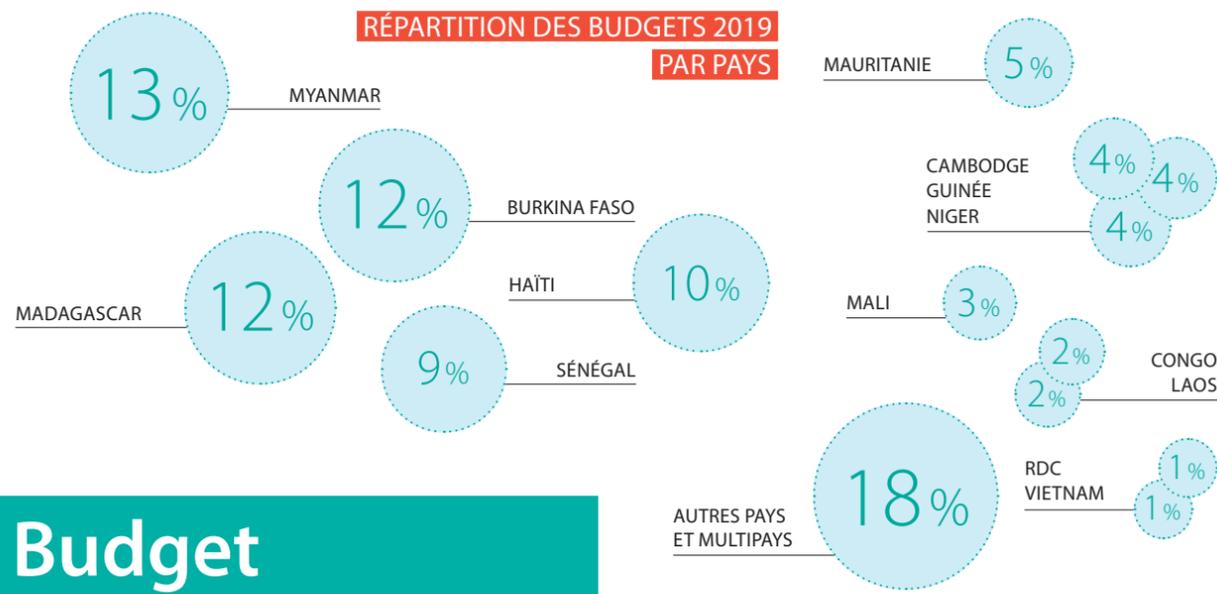
administratrice depuis 2019

» Approcher de près ou de loin le Gret, c'est entrer dans un monde en ébullition permanente de réflexion et d'action intelligente pour l'émergence de solutions concrètes face aux enjeux de développement.

« Lorsque j'ai découvert le Gret, il y a bientôt 30 ans, j'ai été fascinée par cet engagement collectif où le critère de succès n'est pas la réussite personnelle mais l'efficacité, juste l'efficacité. Convaincue par l'utilité d'une telle dynamique je suis "tombée dedans" pour

y rester dix ans et y apporter ma contribution. Dès lors, je n'ai jamais vraiment quitté le Gret, et je suis fière d'en être désormais administratrice.

Le monde change. Cette crise de la Covid-19 que nous vivons en 2020 ne démentira pas cette évidence : il faut agir autrement. Autrement ? Les expertises et les talents que le Gret contribue à faire émerger depuis plus de 40 ans sont certainement source d'inspiration pour toutes les générations, notamment celle qui reprend actuellement les rênes de notre petite planète. Formulons un vœu : que ces temps difficiles permettent de mettre en lumière l'efficacité des travaux du Gret et de ses partenaires, au service d'un monde plus résilient, plus équitable. Tout compte fait, un monde d'avenir ! »



Budget

Le Gret continue d'asseoir sa croissance, avec 4 % d'augmentation, passant de 31,7 millions d'euros en 2018 à 33,1 millions d'euros en 2019. Cet exercice se clôture avec un résultat et un excédent brut d'exploitation positifs, témoignant d'un pilotage adapté de son activité et de ses coûts de fonctionnement.

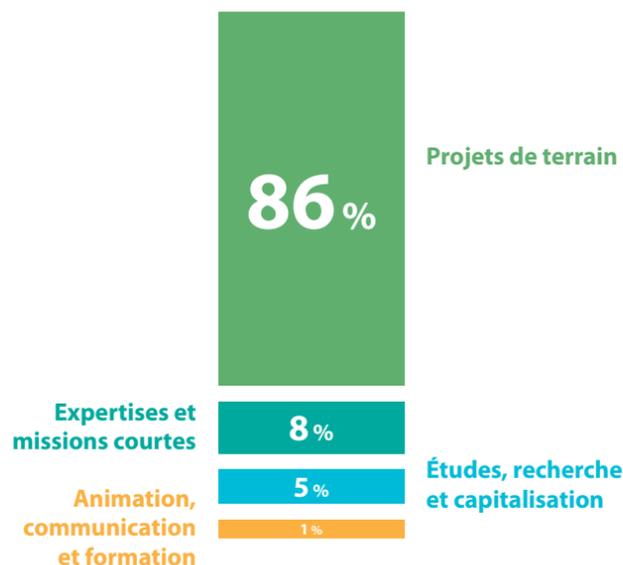
La production du Gret reste plurielle, brassant des projets de terrain, des expertises, mais aussi des travaux d'étude et de recherche. La part des projets de terrain reste néanmoins prépondérante (86 %).

D'un point de vue géographique, l'année 2019 met en évidence une forte augmentation de l'activité de certaines de nos représentations : c'est le cas pour le Burkina Faso (+ 122 %) et le Sénégal (+ 36 %). D'autres, comme le Congo ou encore Haïti, voient à l'inverse leur activité baisser significativement. De telles variations restent néanmoins à appréhender avec prudence et sont généralement le reflet d'un cycle de projet qui alterne phase d'exécution et phase de montage.

Comme chaque année, les comptes de notre organisation ont été vérifiés et certifiés par le cabinet de commissaires aux comptes Doucet, Beth & Associés. ■

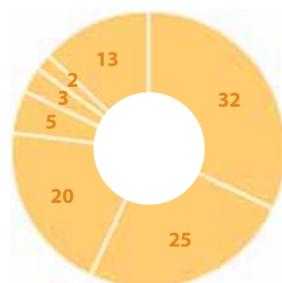
BUDGET 2019 33,1 millions d'euros

RÉPARTITION DES BUDGETS 2019 PAR ACTIVITÉ



ORIGINE DES FINANCEMENTS

sur le total du portefeuille actif en 2019



» Union européenne	32 %
» AFD	25 %
» Fonds privés	20 %
» Financements Sud	5 %
» MEAE et fonds publics français	3 %
» Coopération décentralisée	2 %
» Autres fonds	13 %

Compte de résultat 2019

EN MILLIERS D'EUROS

	2019	%	2018	%
Ventes de livres	1	0 %	1	0 %
Production de biens et de services	32 456	96,7 %	30 938	97 %
Production scientifique	735	2,2 %	735	2 %
Autres produits	366	1,1 %	302	1 %
Total production	33 559	100 %	31 977	100 %
Charges directes sur activités	-25 998	-77 %	-24 911	-78 %
Coût personnel direct sur activités	-4 935	-15 %	-4 615	-14 %
Coût personnel de support sur activités	-671	-2 %	-628	-2 %
Total consommation	-31 604	-94 %	-30 154	-94 %
Marge brute sur activité	1 955	6 %	1 823	6 %
Coût personnel indirect	-1 007	-3 %	-942	-3 %
Frais généraux siège	-876	-3 %	-691	-2 %
Total coût de structure	-1 884	-5,6 %	-1 634	-5,1 %
Excédent brut d'exploitation	71	0,2 %	189	0,6 %
Reprise sur risques et charges	448		1 092	
Provisions pour risques et charges	-412		-713	
Autres charges	-17		-43	
Résultat d'exploitation	91	0,3 %	524	1,6 %
Résultat financier	-90		11	
Résultat exceptionnel	29		-182	
Impôt sur les bénéfices	0		0	
Résultat net avant affectation	30	0,1 %	353	1,1 %
Fonds dédiés	0		0	
RÉSULTAT NET	30	0,1 %	353	1,1 %

Bilan 2019

EN MILLIERS D'EUROS

ACTIF	2019	2018
Immobilisations corporelles et incorporelles	37	53
Immobilisations financières	2	2
Participations	1 433	1 433
Total immobilisations	1 472	1 488
Encours de production	62 236	56 488
Clients et autres créances	8 177	6 467
Avances versées sur projets	1 679	761
Actif circulant	72 092	63 716
Disponibilités	15 442	17 496
Charges constatées d'avance	42	29
Écart de conversion actif	1	0
TOTAL ACTIF	89 048	82 730

PASSIF	2019	2018
Fonds associatifs et réserves	5 858	5 505
Résultat	30	353
Fonds dédiés	0	0
Total fonds propres	5 888	5 858
Provisions	831	980
Dettes à long terme	0	0
Capitaux permanents	6 719	6 838
Fournisseurs et autres dettes	6 599	6 604
Dettes fiscales et sociales	1 573	1 753
Passif circulant	8 172	8 356
Produits constatés d'avance	74 157	67 535
Écart de conversion passif	0	0
TOTAL PASSIF	89 048	82 730



NOS THÉMATIQUES D'EXPERTISE



AGRICULTURE : FILIÈRES ET POLITIQUES AGRICOLES
55 activités en cours en 2019 dans 17 pays



CITOYENNETÉS ET DÉMOCRATIE
6 activités en cours en 2019 dans 6 pays



EAU POTABLE, ASSAINISSEMENT, DÉCHETS
74 activités en cours en 2019 dans 17 pays



FINANCE INCLUSIVE ET INSERTION PROFESSIONNELLE
13 activités en cours en 2019 dans 7 pays



GESTION DES RESSOURCES NATURELLES ET ÉNERGIE
30 activités en cours en 2019 dans 14 pays



SANTÉ : NUTRITION ET PROTECTION SOCIALE
36 activités en cours en 2019 dans 15 pays



VILLES POUR TOUS ET DÉCENTRALISATION
10 activités en cours en 2019 dans 5 pays

← REMISE DU CERTIFICAT PROFESSIONNEL DE SPÉCIALITÉ EN TRANSFORMATION DES CÉRÉALES, FRUITS ET LÉGUMES À UNE JEUNE APPRENTIE AU SÉNÉGAL



Agriculture : filières et politiques agricoles

↑ MARAÎCHAGE DANS LE DISTRICT DE SOTR NIKUM AU CAMBODGE © Germain Priour

17 PAYS D'INTERVENTION Burkina Faso | Cambodge | Cameroun | France | Guinée | Haïti | Laos | Madagascar | Mali | Maroc | Mauritanie | Myanmar | Niger | RDC | Sénégal | Tunisie | Vietnam

Les 55 activités menées par le Gret en 2019 ont permis de contribuer aux ODD



Depuis sa création, le Gret promeut le développement économique et social en milieu rural via l'appui à l'agriculture familiale et aux filières agroalimentaires. Il contribue à l'autonomie et à la résilience des populations rurales, par la mise en œuvre de projets de terrain, l'appui à des partenaires, la conduite de travaux d'expertise, l'animation de réseaux et la production de connaissances. Son approche se fonde sur une intégration des dimensions foncière, productive, économique, commerciale, institutionnelle et politique.

Le Gret :

- soutient la mise en place d'une gouvernance foncière inclusive qui sécurise l'accès à la terre et aux ressources des agricultures familiales, via l'appui aux démarches alternatives de formalisation des droits, la création d'espaces de débat et de réseaux, et la diffusion d'une information de qualité à destination des acteurs des réformes sur les dynamiques foncières ;
- accompagne l'amélioration des capacités et des moyens de production des paysan-ne-s, en privilégiant des pratiques agroécologiques

giques qui facilitent leur résilience face aux différents chocs, leur sécurité alimentaire et nutritionnelle, et la création de services ;

- appuie la structuration des filières et l'approvisionnement alimentaire des villes et des marchés pour une alimentation saine et diversifiée des populations rurales et urbaines, en appuyant le développement de petites entreprises de transformation, les opportunités d'emplois pour les femmes et les jeunes, et en soutenant la commer-

cialisation et la valorisation de produits de qualité ;

- renforce les capacités des organisations de producteurs et professionnelles à offrir de nouveaux services à leurs membres, à s'insérer dans les espaces de concertation et de décision au sein des filières et des territoires, et à influencer sur les politiques publiques ;
- aide à la diversification des activités économiques et à la gouvernance des territoires ruraux, par la mise à disposition de fonds souples d'appui au développement d'initiatives citoyennes et économiques locales. ■

www.gret.org/themes/agriculture

FAIRE RECONNAÎTRE LES DROITS COUTUMIERS DANS LA RÉGION DU MÉKONG



» Depuis 2014, le projet *Mekong Region Land Governance* (MRLG) mis en œuvre par le Gret en partenariat avec Land Equity International a développé un réseau d'une centaine d'organisations partenaires à la fois de la société civile et gouvernementales pour participer à l'amélioration de la gouvernance foncière dans quatre pays : Cambodge, Laos, Myanmar et Vietnam. En 2019, dans le cadre de la deuxième phase du projet, une série d'activités ont été initiées sur la reconnaissance des droits coutumiers en zone forestière. « Une grande part de l'intérêt du projet MRLG réside dans son approche innovante de mise en réseau d'acteurs, qui définissent un plan d'action stratégique commun afin de s'assurer de la pertinence des actions en fonction de l'agenda politique et des opportunités d'influence qu'il offre. Ce travail de réflexion stratégique prend du temps, mais il permet à chacun de mieux appréhender comment lier son travail auprès des communautés rurales avec la sphère du politique, ce qui est difficile pour beaucoup d'organisations ancrées localement », explique Antoine Deligne, chef de projet adjoint du MRLG. Plus d'information sur www.mrlg.org



Citoyennetés et démocratie

↑ RENCONTRE SUR LA CITOYENNETÉ ORGANISÉE PAR L'ASSOCIATION FUK N KUK, QUARTIER DALIFORT À DAKAR, DANS LE CADRE DU PROJET SUNU GOX © Y en a marre

6 PAYS D'INTERVENTION

Algérie | Congo | France | Rwanda | Sénégal | Vietnam

Les 6 activités menées par le Gret en 2019 ont permis de contribuer aux ODD



Exercer une citoyenneté active ne se résume pas à faire usage de son droit de vote.

La gouvernance représentative a montré ses limites pour faire face aux enjeux de pauvreté et d'inégalité. Pour que chaque personne puisse être en mesure de faire reconnaître ses droits, être représentée dans les instances décisionnelles et contribuer au débat public sur des choix de société, il est urgent de lier les formes économiques et politiques de l'action

citoyenne, et de réinventer des pratiques citoyennes plus légitimes et plus représentatives. Le Gret soutient ces démarches, en veillant à l'inclusion des plus vulnérables au sein de ses projets, et plus largement au sein de la société. Ses actions portent sur :

- **l'autonomisation des personnes et communautés vulnérables**, pour que chaque individu acquière la capacité de penser et d'agir librement, de participer activement aux questions relatives aux moyens de

subsistance et à la défense de ses droits, et de réaliser son propre potentiel ;

- **l'accompagnement d'acteurs associatifs, communautaires et sociaux**, dans un souci d'institutionnaliser la participation de ces acteurs aux processus décisionnels ;
- **le renforcement d'acteurs institutionnels**, pour des politiques plus inclusives et construites sur la base d'un dialogue avec les acteurs de la société civile ;
- **l'amélioration du cadre institutionnel, politique et social** pour lever les barrières à la citoyenneté active de tous (accès à l'information et aux connaissances, transparence des processus, etc.).

En 2019, le Gret a poursuivi ses activités au Vietnam pour l'amélioration des conditions de vie et de travail des femmes ouvrières et migrantes, au Sénégal pour la promotion de la solidarité urbaine et de la citoyenneté dans les banlieues de Dakar, et au Rwanda pour renforcer l'accès à la santé de communautés vulnérables. Il a aussi conduit une étude sur le principe de participation contenu dans les approches fondées sur les droits humains (voir encadré). ■

www.gret.org/themes/citoyennetes-et-democratie

ALIMENTER LES RÉFLEXIONS SUR LA PARTICIPATION À TRAVERS UNE APPROCHE FONDÉE SUR LES DROITS HUMAINS

» En 2018, la France s'est engagée à inscrire sa coopération au développement dans une approche fondée sur les droits humains (AFDH). La participation des populations est un pilier central de cette approche. Pourtant, peu de travaux ont été conduits sur les implications de lier les droits et la participation des populations. Sous commande du ministère européen de l'Europe et des Affaires étrangères, le Gret, en partenariat avec le Ciedel, a conduit une étude pour identifier le rôle de la participation au sein de l'AFDH, ainsi que les méthodes et outils en lien avec les démarches d'intégration. Les résultats de l'étude ont permis d'identifier les bonnes pratiques développées par les autres coopérations ayant intégré une AFDH, et ainsi d'alimenter le plan d'action pluriannuel développé par la coopération française pour mener à bien l'intégration de cette approche de manière transversale au sein de l'ensemble de ses programmes et projets.



Eau potable, assainissement, déchets

↑ BORNE FONTAINE COLLECTIVE DANS UN VILLAGE RURAL DE LA PROVINCE DE LUANG PRABANG AU LAOS

17 PAYS D'INTERVENTION

Burkina Faso | Cambodge | Cameroun | Congo | France | Guinée | Haïti | Laos | Madagascar | Mauritanie | Moldavie | Myanmar | RDC | Sénégal | Tchad | Togo | Vietnam

Les 74 activités menées par le Gret en 2019 ont permis de contribuer aux ODD



Les objectifs de développement durable incitent à adopter des approches centrées sur les services, qui se doivent d'être universels, équitables et pérennes. Malgré les progrès significatifs observés, d'importants besoins subsistent.

Le Gret agit pour accompagner l'accès équitable, durable et de qualité aux services essentiels que sont l'approvisionnement en eau potable, l'assainissement, la gestion des déchets et la gestion des eaux pluviales dans les pays du Sud. Quels que soient les schémas techniques et de gouvernance proposés, le Gret considère ces trois domaines selon un point de vue technique mais aussi social, afin de proposer des solutions adaptées aux problématiques spécifiques de chaque géographie.

Cette approche des services essentiels est fondée sur trois principes corrélés : le renforcement des acteurs, privés comme publics, dans leurs capacités à mener leurs missions (maîtrise d'ouvrage, gestion et régulation des services) ; l'organisation de modes de gouvernance inclusifs pour ces ser-

vices ; et enfin, le développement de solutions techniques cohérentes avec le contexte local.

Les équipes du Gret font appel à des savoir-faire variés, de l'ingénierie technique à l'intermédiation sociale, en passant par l'appui aux entreprises ou l'animation de processus de contractualisation. Ces compétences étendues leurs permettent d'accompagner les acteurs

de l'approvisionnement en eau potable, de l'assainissement, de la gestion des déchets et de la gestion des eaux pluviales dans leurs missions – de la planification stratégique à la régulation des services, en passant par la défense des usagers ou la gestion. Les moyens mobilisés allient des projets pluri-annuels, des études et expertises, la participation à des réseaux et la production de connaissances. ■

www.gret.org/themes/eau-potable-assainissement-dechets

LUTTER CONTRE LES INONDATIONS AU SUD DU TCHAD

» Avec près de 200 000 habitants, Moundou est la deuxième ville du Tchad. Cette ville attenante au fleuve Logone est régulièrement en proie à des inondations sur la moitié de sa superficie. Ces dernières années, de nombreux projets ont permis de constituer un réseau de drainage de près de 100 km. Cependant, en raison d'un manque de gestion de son curage et de rejets de déchets par la population, ce réseau est dysfonctionnel.

Le Gret assure une assistance technique auprès de la commune de Moundou et d'Initiative développement, afin de mettre en place une gestion pérenne du curage des drains et de la filière de collecte des déchets, tout en incitant les populations à modifier favorablement leurs comportements. L'ambition, à terme, est d'améliorer les services d'assainissement pluvial et de gestion des déchets à travers le renforcement de la commune, en charge de ces services.



Finance inclusive et insertion professionnelle

7 PAYS D'INTERVENTION Burkina Faso | Congo | France | Mali | Mauritanie | Myanmar | Sénégal

Les 13 activités menées par le Gret en 2019 ont permis de contribuer à l'ODD



Finance inclusive

La microfinance, depuis sa création, s'est imposée comme un instrument de lutte contre la pauvreté et comme une source de création de revenus pour les plus démunis.

Le Gret œuvre en faveur de l'inclusion financière depuis plus de 30 ans. Il intervient aussi bien en tant que créateur d'institutions de microfi-

nance (IMF) qu'en assistance technique à des institutions existantes, autant en mise en œuvre de projets qu'en expertises ponctuelles et animation de réseaux. Les compétences en finance inclusive du Gret sont aussi mobilisées au service de ses autres thématiques, et notamment dans le cadre des projets d'accès aux services de base (eau, assainissement, énergie), au développement agricole et à la promotion de l'auto-emploi.

Le Gret porte une attention particulière à renforcer les capacités de ses partenaires pour qu'ils puissent mener dans la durée leur mission d'inclusion financière des populations défavorisées. La qualité de la gouvernance des institutions et leur adaptation au contexte socio-économique des zones d'intervention sont primordiales. De même, le Gret est attaché à la préservation des performances sociales des IMF.

Formation et insertion professionnelles, service d'appui aux entreprises

Depuis plus de 30 ans, le Gret contribue à l'inclusion économique des populations du Sud, tout particulièrement en Afrique subsaharienne. Dans

↑ COMMERÇANTE AYANT EMPRUNTÉ AUPRÈS DE THITSAR OYIN POUR DÉVELOPPER SON ACTIVITÉ, MYANMAR

cette région du monde, la population des 15-35 ans devrait en effet doubler d'ici à 2050, entraînant une arrivée massive de jeunes sur le marché du travail. Les former et les accompagner dans leur insertion professionnelle constituent ainsi des enjeux majeurs, afin de permettre à un nombre croissant d'entre eux de s'insérer dans le marché de l'emploi tout en répondant aux besoins de compétences du secteur productif.

S'inscrivant dans une logique de *continuum* orientation-formation-insertion, les interventions du Gret reposent sur l'expérimentation de dispositifs innovants en zones rurales et périurbaines pour dispenser une formation professionnelle et un accompagnement à l'insertion impliquant la société civile et les acteurs économiques des territoires. La formation par apprentissage, tutoré ou dual, permet de former des jeunes non scolarisé-e-s ou déscolarisé-e-s sur des métiers porteurs dans des zones où peu d'opportunités de formation existent. Le Gret expérimente également des dispositifs d'insertion vers l'emploi salarié ou l'auto-emploi/création d'entreprises et accompagne la structuration de filières économiques et d'organisations professionnelles. ■

www.gret.org/themes/microfinance-et-insertion-professionnelle



Gestion des ressources naturelles et énergie

14 PAYS D'INTERVENTION Bangladesh | Brésil | Burkina Faso | Cambodge | Côte d'Ivoire | France | Haïti | Laos | Madagascar | Mali | Mauritanie | Myanmar | RDC | Sénégal

Les 30 activités menées par le Gret en 2019 ont permis de contribuer aux ODD



La gestion des ressources naturelles et l'accès à l'énergie pour tous sont des enjeux majeurs pour le développement et la lutte contre le changement climatique. Le Gret défend et promeut des trajectoires de développement résilientes, adaptées aux défis de l'accès à l'énergie durable, de la dégradation des terres et de l'érosion de la biodiversité. Ses projets mettent en œuvre des approches participatives et intégrées visant l'amélioration de la gouvernance, l'équité dans les chaînes de valeur et la préservation des écosystèmes, au service de la résilience des populations et des territoires.

Gestion des ressources naturelles

L'érosion de la biodiversité, tout comme l'aggravation des étiages et des inondations, est bien souvent la conséquence d'une exploitation inadaptée des milieux et de comportements prédateurs à l'encontre des ressources naturelles. À ces menaces s'ajoute celle du changement climatique.

Le Gret agit pour une gouvernance locale des ressources naturelles,

↑ CULTIVATEUR DE VANILLE À SAINTE-MARIE, MADAGASCAR

principalement en Afrique subsaharienne, n'ont toujours pas accès à l'électricité.

Le Gret facilite l'accès à l'électricité et à la production et utilisation de bioénergies, par le développement de solutions techniques et organisationnelles adaptées : foyers améliorés en Mauritanie, mini-réseaux hydroélectriques ruraux à Madagascar, etc. Il favorise les énergies renouvelables, encourage la mise en place d'un dispositif de gouvernance équilibrée et la création de valeur ajoutée locale. Il accompagne le développement d'activités économiques, la formation professionnelle et la création d'entreprises en lien avec les métiers de l'énergie. ■

Énergie

Actuellement, trois milliards de personnes dépendent de la biomasse (bois de feu et autres combustibles issus du vivant) pour leurs besoins vitaux. Un milliard de personnes,

www.gret.org/themes/ressources-naturelles-et-energie

FAVORISER LES ÉCHANGES ENTRE PAIRS SUR L'ÉNERGIE EN ASIE

Le Gret, l'ambassade de France au Myanmar et le gouvernement régional de Mandalay ont organisé fin décembre 2019 un séminaire sur l'énergie, focalisé sur les défis liés à l'électrification en zones urbaines. Après une première journée ouverte au grand public, deux jours d'ateliers ont rassemblé les responsables opérationnels des entreprises de distribution de l'électricité de vingt villes de tous les États et régions du Myanmar, ainsi que des experts birmanais, cambodgiens, thaïlandais et français. L'organisation de ce séminaire s'inscrivait dans le cadre du programme d'amélioration des performances des services urbains environnementaux, lancé début 2016 et qui a déjà donné lieu à l'organisation de trois séminaires – respectivement consacrés à la gestion de l'eau (2016), à la gestion des déchets (2017) et à l'assainissement en milieu urbain (2018).



Santé : nutrition et protection sociale

↑ SÉANCE DE SENSIBILISATION DE MÈRES AU BURKINA FASO

15 PAYS D'INTERVENTION Burkina Faso | Cambodge | Côte d'Ivoire | Guinée | Haïti | Laos | Liban | Madagascar | Mali | Mauritanie | Myanmar | Niger | Sénégal | Tchad | Vietnam

Les 36 activités menées par le Gret en 2019 ont permis de contribuer aux ODD



Cent millions de personnes basculent chaque année sous le seuil de pauvreté pour cause de maladie. La malnutrition est responsable de la moitié de la mortalité infantile et laisse des séquelles à l'âge adulte pour un enfant sur deux. Elle est à la fois cause et conséquence de la pauvreté et du sous-développement.

Afin de briser ce cercle vicieux malnutrition-maladie-pauvreté, le Gret agit pour améliorer la santé des populations vulnérables sur six piliers : la mise à disposition d'aliments locaux fortifiés de qualité produits en partenariat avec le secteur privé local ; la sensibilisation aux pratiques adaptées en termes d'alimentation, de soins materno-infantiles et de planification familiale ; l'amélioration de la qualité des services de santé par le renforcement des systèmes de santé communautaire ; le développement de dispositifs de protection sociale santé ; l'appui à l'élaboration et la mise en œuvre des politiques publiques nationales en matière de nutrition, santé communautaire et protection sociale santé ; et l'appui à la mise en œuvre d'activités sensibles à la nutrition.

Le Gret intervient depuis 25 ans dans le domaine de la santé, particulièrement en santé materno-infantile. Avec le programme **Nutridev** (www.nutridev.org), développé avec l'Institut de recherche pour le développement depuis 1994, il agit pour prévenir durablement la malnutrition en améliorant les pratiques d'alimentation, d'hygiène et de soins, principalement chez les femmes en âge de procréer et les enfants de moins de deux ans.

Depuis 1997, il déploie également des dispositifs de protection sociale santé pour protéger les personnes à faibles revenus contre le risque de dépenses de santé, véritable trappe à pauvreté. En s'insérant dans les politiques de couverture universelle santé, l'objectif est de favoriser et d'étendre la protection sociale santé aux populations non couvertes par les dispositifs classiques et aux populations vulnérables du secteur formel.

Le Gret mène des actions de terrain favorisant notamment le lien entre la communauté et les structures de santé de base. ■

www.gret.org/themes/sante-nutrition

UN PAS SUPPLÉMENTAIRE VERS LA COUVERTURE MALADIE UNIVERSELLE AU CAMBODGE

» Le Gret poursuit son accompagnement de l'organisme de sécurité sociale du Cambodge, le NSSF, pour l'aider à étendre la couverture de l'assurance maladie aux travailleurs du secteur informel. Le projet Spin a démarré fin 2018 dans le but de tester, à Phnom Penh, cette extension à deux populations dites difficiles à couvrir. « Le défi tient aux spécificités de ces populations que sont les chauffeurs de tuk-tuk, représentant la catégorie des travailleurs indépendant, et des personnels de maison caractérisés par des contrats de travail parfois de courte durée, à temps partiel et avec de multiples employeurs et non des entreprises », explique Camille Vautier, chef de projet. Avec le soutien financier de l'AFD et de la fondation Weave our future, le Gret et son partenaire local, Social Health Protection Association, travaillent avec le NSSF pour proposer et tester des solutions innovantes. Avec l'appui d'expert-e-s du Bureau international du travail, ils se penchent également sur les implications politiques des innovations proposées.



Villes pour tous et décentralisation

↑ AMÉNAGEMENT PARTICIPATIF D'ESPACES PUBLICS LE LONG DES BERGES DE LA RIVIÈRE DES ORANGERS À JACMEL, EN HAÏTI

5 PAYS D'INTERVENTION Burkina Faso | France (Mayotte) | Haïti | Maroc | République centrafricaine

Les 10 activités menées par le Gret en 2019 ont permis de contribuer aux ODD



Plus de la moitié de la population mondiale vit aujourd'hui dans des zones urbaines. ONU-Habitat estime même qu'environ un milliard de personnes peuplent actuellement les quartiers précaires des pays en développement, ce qui représente 30 % de la population urbaine dans ces zones.

Convaincu du rôle majeur des villes dans le développement et des besoins d'appui liés à l'urbanisation, le Gret agit depuis sa création dans la coopération au développement urbain. Il soutient les processus de décentralisation afin d'améliorer la gouvernance des territoires. Il travaille avec les acteurs locaux et nationaux dans les quartiers précaires centraux ou périurbains, dans des villes capitales moyennes. Le Gret est guidé par une finalité : **assurer un droit à la ville pour toutes et tous** en promouvant des modes de développement viables.

Dans les pays émergents, les inégalités s'aggravent. La priorité est de reconnaître la place des habitants pauvres dans la ville et d'augmenter les investissements publics dans les quartiers précaires. Dans les pays

URBANISME DURABLE POUR TOUS : L'EXEMPLE DE LA MAÎTRISE D'OUVRAGE COMMUNAUTAIRE EN HAÏTI



» « La maîtrise d'ouvrage communautaire, que l'on appelle familièrement la MOC, permet de rassembler les différents acteurs concernés autour d'une vision partagée de leur territoire, pour un développement plus durable. Nous avons adopté cette approche en Haïti, où 37 organisations de la société civile à Port-au-Prince et 13 à Jacmel ont été renforcées dans leur capacité à dialoguer, planifier, co-concevoir et aménager des espaces publics avec les autorités locales, et notamment la mairie de Jacmel et le conseil d'administration de la section communale de Turgeau, à Port-au-Prince », témoigne Fanatis Saint-Sauveur, chef de projet du Gret.

les moins avancés et dans les villes petites et moyennes, il s'agit surtout d'accompagner la croissance urbaine et l'exode rural, et d'améliorer l'accès aux services.

Le Gret met en place des projets qui intègrent des actions de planification, de désenclavement des quartiers et d'aménagement des espaces publics, de sécurisation foncière et d'amélioration de l'habitat, d'accès aux services et de développement économique. Il appuie les associations, opérateurs

techniques et autorités locales et leurs capacités de coopération. Il combine des solutions techniques adaptées, des mécanismes de financement originaux et des dispositifs institutionnels de gestion pluri-acteurs afin d'inscrire les biens et services créés dans la durée. ■

www.gret.org/themes/villes

NOS PROJETS

Panorama des activités en 2019

» Les données statistiques concernent uniquement les pays dans lesquels le Gret dispose de bureaux de représentation en 2019. Une activité peut concerner plusieurs pays.

AMÉRIQUE LATINE, CARAÏBES

BRÉSIL depuis 1988
1 projet en 2019



HAÏTI depuis 1995
45 salarié-e-s
9 projets et 1 étude/expertise en 2019



- AGRICULTURE : FILIÈRES ET POLITIQUES AGRICOLES
- FINANCE INCLUSIVE ET INSERTION PROFESSIONNELLE
- CITOYENNETÉS ET DÉMOCRATIE
- SANTÉ : NUTRITION ET PROTECTION SOCIALE
- EAU POTABLE, ASSAINISSEMENT, DÉCHETS
- VILLES POUR TOUS ET DÉCENTRALISATION
- GESTION DES RESSOURCES NATURELLES ET ÉNERGIE

EUROPE

FRANCE depuis 1976
87 salarié-e-s
2 projets, 10 études/expertises et 4 animations/formations en 2019



MAGHREB & MOYEN-ORIENT

AFRIQUE, OCÉAN INDIEN

BURKINA FASO depuis 2003
71 salarié-e-s
17 projets et 10 études/expertises en 2019



CONGO depuis 2002
8 salarié-e-s
4 projets, 1 étude/expertise et 1 animation/formation en 2019



MADAGASCAR depuis 1988
116 salarié-e-s
21 projets et 6 études/expertises en 2019



ASIE DU SUD-EST

CAMBODGE depuis 1988
43 salarié-e-s
9 projets et 7 études/expertises en 2019



LAOS depuis 2004
21 salarié-e-s
9 projets et 2 études/expertises en 2019



MYANMAR depuis 1995
79 salarié-e-s
14 projets et 4 études/expertises en 2019



VIETNAM depuis 1988
8 salarié-e-s
4 projets en 2019



MALI depuis 2016
22 salarié-e-s
13 projets, 9 études/expertises et 1 animation/formation en 2019



MAURITANIE depuis 1991
51 salarié-e-s
11 projets, 6 études/expertises et 1 animation/formation en 2019



NIGER depuis 2006
44 salarié-e-s
6 projets et 1 étude/expertise en 2019



SÉNÉGAL depuis 1989
43 salarié-e-s
26 projets et 6 études/expertises en 2019



TOGO représentation ouverte en 2020
2 salarié-e-s
1 projet en 2019



← FINANCE INCLUSIVE AU MYANMAR : ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU VILLAGE D'OKE HPO, DANS LE CANTON DE BUDALIN



Zoom sur une sélection de projets

BURKINA FASO



Des produits et services d'assainissement à un prix accessible

2019-2024 | **Budget** : 6 M€ | **Financement** : AFD | **Partenaires** : communes bénéficiaires, ministère de l'Eau et de l'Assainissement.

Au Burkina Faso, le taux d'accès aux services élémentaires d'assainissement est très faible. Dans les régions Est et Ouest du pays, il n'atteint même pas 10 %.

Pour répondre à cette problématique dans les zones les plus affectées, le Gret a initié le projet Ohangu afin d'améliorer durablement les conditions de vie des populations. Il s'agit

d'accroître l'accès aux services élémentaires d'assainissement et d'hygiène à travers la sensibilisation, le renforcement de la gouvernance et des capacités des institutions locales, et la proposition d'une approche innovante : le marketing de l'assainissement.

Le diagnostic initial réalisé en 2019 montre une forte demande, avec 66 % de ménages utilisant des latrines traditionnelle et 34 % pratiquant toujours la défécation à l'air libre.

« Cette mise à l'échelle de l'approche par le marché de l'assainissement consiste à mettre en place des sanimarchés, chargés de produire et vendre des produits et services d'assainissement aux familles à un coût relativement accessible », explique Namousbougba Lankoande, le chef de projet.

Une étude sur les déterminants des crises et conflits dans la région de l'Est

2019 | **Budget** : 106 k€ | **Financement** : AFD | **Partenaires** : Tin Tua, Réseau de communication sur le pastoralisme.

Le Gret, en partenariat avec l'association Tin Tua et le Réseau de communication sur le pastoralisme, a conduit une étude visant à comprendre la crise politico-sécuritaire que tra-

verse actuellement l'Est du Burkina Faso pour aider les décideurs et les partenaires techniques et financiers à formuler des engagements et actions adaptées.

En mobilisant une équipe de chercheur-e-s et expert-e-s spécialistes reconnu-e-s de la région, l'étude a produit une connaissance de terrain originale et inédite dans le contexte actuel. Elle propose une analyse des dynamiques socio-politiques antérieures à la crise et des reconfigurations observées depuis, ainsi qu'une

analyse des perceptions des populations en matière de gouvernance et de développement.

Elle formule sur cette base un ensemble de recommandations pour l'action publique, avec pour objectif global la renégociation du contrat social entre les différentes composantes des sociétés locales d'une part, et entre l'État et les citoyen-ne-s d'autre part. ■

www.gret.org/les-pays/afrique-ocean-indien/burkina-faso



CAMBODGE



Connexions rurales

2018-2020 | **Budget** : 38 k€ | **Financement** : CFI Développement Médias | **Partenaires** : Mediaseeds, Thmey Thmey, Khmer Youth Association.

Un système d'assainissement à l'échelle du bassin de Tonle

2017-2019 | **Budget** : 1 M€ | **Financement** : Asian Development Bank | **Partenaires** : SCE, Groupe Huit.

Le projet Tonle Sap 2 prête main-forte au gouvernement du Cambodge pour améliorer les services urbains et renforcer la résilience climatique des villes du bassin du Tonle Sap. Avec le ministère des Travaux publics et des

Au Cambodge, bien que la grande majorité de la population dépende de la production agricole, le sujet est couvert par un nombre limité de médias. Le projet Connexions rurales vise à enrichir le contenu des médias destinés aux populations rurales, en particulier aux jeunes, en mettant en avant des initiatives positives.

En 2019, six journées de sensibilisation ont été organisées sur le terrain, auxquelles ont participé une quarantaine de journalistes, sur des sujets tels que les pratiques agricoles durables, l'adaptation au changement climatique, l'utilisation des pesticides chimiques dans le pays et la conservation des abeilles. Le projet a permis aux journalistes de rencontrer une diversité d'acteurs et d'amé-

ATELIER DE SENSIBILISATION À L'AGROÉCOLOGIE À L'ATTENTION DE JOURNALISTES CAMBODGIENS
© Germain Priour / Mediaseeds

CHANTIER PARTICIPATIF DE LA PÉPINIÈRE URBAINE DE OUAGADOUGOU EN CONCERTATION AVEC LES HABITANTS DU QUARTIER, AU BURKINA FASO

liorer leur compréhension des questions agricoles et du contexte rural du Cambodge.

Ce projet national sera étendu au niveau régional en 2020. « Avec un budget limité, ce projet innovant a eu un grand impact en montrant à la société civile la problématique des écosystèmes et les initiatives durables au Cambodge », explique Germain Priour, président de Mediaseeds, partenaire du projet.

Encourager le tri à la source des déchets plastiques et organiques

2018-2019 | Budget : 52 k€ | Financement : GGGI.

L'objectif de cette étude était de comprendre toute la chaîne de valeur des déchets dans la ville de Battambang, afin de développer un plan de gestion des déchets plus inclusif et plus efficace. L'étude a donc inclus une analyse commerciale et financière de deux installations de recyclage – l'une pour le compost et l'autre pour les sacs en plastique.

Outre l'accent mis sur ces deux entreprises, le résultat final comprenait des recommandations détaillées et une évaluation des coûts pour l'amélioration des services de gestion des déchets solides et des campagnes de tri des déchets, ainsi que des idées pour favoriser l'interaction entre les parties prenantes, les outils et le marketing.

« L'analyse de la situation et les recommandations du Gret ont permis à la municipalité de lancer le tri à la source des plastiques et des matières organiques dans certaines écoles et sur certains marchés », constate Jerome Fakhry, responsable du programme de gestion des déchets de GGGI. ■

www.gret.org/les-pays/asia-du-sud-est/cambodge

CONGO



Des services à destination des très petites entreprises

2015-2019 | Budget : 1,5 M€ | Financement : AFD, UE | Partenaire : Giac.

De 2015 à 2019, le Gret a accompagné le Groupement interprofessionnel des artisans du Congo (Giac) pour qu'il renforce ses capacités et améliore l'efficacité des services offerts à ses organisations membres et à leurs adhérents.

Le projet a été structuré autour de trois axes : le renforcement institutionnel de la structure, le développement des services, et une démarche de plaidoyer pour réduire les contraintes administratives et fiscales liées à l'exercice de leur activité. À l'issue du projet, le groupement est composé de 18 organisations professionnelles membres et de 501 très petites entreprises (TPE) artisanales.

Dans un souci de développement économique des TPE, le Gret a accompagné le Giac à mettre en place plusieurs services, et notamment une formation en éducation financière, des groupes d'entraînement et de réflexion au management des entreprises, des cours d'alphabétisation fonctionnelle pour les jeunes apprentis-e-s, la mise en place d'un fonds de garantie, de la centrale d'achat et d'une facilité de caisse.



Valorisation des déchets et maraîchage urbain à Dolisie

2019-2020 | Budget : 120 k€ | Financement : AFD, fonds d'appui du Gret | Partenaire : mairie de Dolisie.

De 2012 à 2018, le Gret a accompagné les acteurs de la ville de Dolisie afin de mettre en place une filière de gestion et valorisation des déchets pour plus de 60 000 habitants. Au terme de cet accompagnement, le service est fonctionnel, autonome et piloté par la mairie de Dolisie.

Une unité de compostage a été mise en place à partir de 2019, liant ainsi la gestion des déchets au maraîchage urbain. Huit tonnes de compost ont déjà été produites, utilisées par plusieurs dizaines de maraîchers.

Le prix de vente du compost reste cependant une question qui freine le bon fonctionnement de l'unité de compostage. Cet enjeu de gouvernance est au cœur de ce nouveau projet, qui vise à renforcer la pérennité du service en développant une approche par les communs (voir p. 8). « Celle-ci offre l'opportunité aux acteurs impliqués dans le service de collecte et de valorisation des déchets de reconstruire une vision commune qui mette en avant la complémentarité des rôles et responsabilités de chaque groupe dans un processus d'apprentissage collectif », explique Giglah Bikouya, le chef de projet. ■

www.gret.org/les-pays/afrique-ocean-indien/congo

← OPÉRATEURS DE PRÉ-COLLECTE DES DÉCHETS FORMÉS ET ÉQUIPÉS PAR LE GRET À BRAZZAVILLE, CONGO © Germain Priour

HAÏTI



Une approche intégrée dans le bassin versant Trois-Rivières

2018-2022 | Budget : 7,8 M€ | Financement : UE | Partenaires : ACF, AOG, Odrino, Protos – Join For Water.

Le bassin versant Trois-Rivières est un vaste territoire rural au Nord d'Haïti où 70 % de la population est touchée par l'insécurité alimentaire. Le projet Pasan-Apros intervient dans quatre communes en renforçant la gouvernance de la sécurité alimentaire, le développement durable de la production et des filières agricoles, ainsi que la sécurisation des ressources naturelles des bassins versants. Il favorise aussi l'accès à un dispositif de protection sociale durable valorisant la production agricole locale.

En 2019, six zones prioritaires ont été sélectionnées. Une cartographie du bassin versant a été réalisée ainsi qu'un pré-diagnostic des filières agricoles et d'élevage. Le dispositif de protection sociale a été conçu et sera déployé en 2020. « Le démarrage du projet a demandé un important investissement de l'équipe pour affiner la stratégie intégrée et les critères de ciblage. Cela a été fait sur la base de diagnostics et en mobilisant les ministères, les collectivités locales, les différents partenaires et les acteurs locaux », souligne Laetitia Morlat, coordinatrice du consortium.

Un meilleur accès aux soins materno-infantiles

2016-2019 | **Budget** : 8 M€ | **Financement** : AFD | **Partenaires** : Acted, EMI, ID, MDM France, ministère haïtien de la Santé publique et de la population, SOFA, SOE.

Les défis du système de soins de santé en Haïti sont nombreux, notamment en termes d'accès aux soins maternels. Selon l'OMS, le taux de décès maternels en 2015 était de 350 sur 100 000 naissances vivantes. Le projet Timama avait pour objectif d'améliorer l'accès et la qualité des soins en santé sexuelle et reproductive via le renforcement des capacités de l'ensemble des acteurs de la pyramide sanitaire dans trois départements.

Le Gret a appuyé la mise en œuvre des activités de santé communautaire et d'un dispositif de transfert monétaire conditionné pour les femmes enceintes, dans un des trois départements concernés par l'action. « Le projet a permis d'augmenter la fréquentation des femmes pour les consultations prénatales, les accouchements et les consultations post-natales. Avant, nous faisons un à deux accouchements par mois ; maintenant, on en réalise en moyenne 26 par mois », explique Miss Perline, infirmière au Centre de santé de Cavaillon. ■

www.gret.org/les-pays/amerique-latine-caraibe/haïti



LAOS



Bambou et rotin, des filières d'avenir

2017-2020 | **Budget** : 1,4 M€ | **Financement** : AFD et SDC | **Partenaires** : administration provinciale de Houaphanh, bureau provincial de l'Agriculture et des Forêts de Houaphanh, BNDA, GCDA, ministère laotien de l'Agriculture et des Forêts.

Le Gret appuie la mise en œuvre de la stratégie 2016-2020 dans la province de Houaphanh. Fin 2019, l'association locale BNDA, qui accompagne ce processus, était proche de son enregistrement officiel. Ce sera la première de ce type dans la province. La BNDA a renforcé ses capacités pour pouvoir accompagner efficacement les villageois-e-s et pour trouver de nouveaux financements. Phantong Phetxaysomphanh, le vice-gouverneur de la province de Houaphanh,



s'est exprimé sur le sujet lors d'un événement de promotion de l'artisanat en bambou organisé par l'ambassadeur de France : « Nous valorisons l'importance du bambou dans la lutte contre la pauvreté, car il permet à des familles modestes d'augmenter leurs revenus tout en gérant de façon durable les forêts de bambou. » Le travail au niveau des filières a en effet permis de garantir un revenu complémentaire annuel équivalant à 304 € à 2 924 familles.

Au niveau national, l'équipe du projet a réalisé une étude du secteur bambou et rotin qui alimentera la définition d'une stratégie nationale courant 2020.

Du thé pour lutter contre la pauvreté

2019-2022 | **Budget** : 1,5 M€ | **Financement** : AFD | **Partenaires** : AVSF, LCG, ministère laotien de l'Agriculture et des Forêts.

Les forêts des montagnes du Nord Laos, où vivent de nombreuses minorités ethniques, sont des zones endémiques de théiers (*camelia sinensis*). Comme ce thé est cultivé par des petits producteurs et de manière extensive, appuyer la filière permet de lutter durablement contre la pauvreté. Ce potentiel est cependant sous-exploité car 85 % de la production est exportée, sans transformation et de manière illicite vers la province chinoise du Yunnan.

Afin d'augmenter la valeur ajoutée et les revenus des producteurs-rices, l'AFD soutient un projet de structuration de la filière, mis en œuvre par le ministère laotien de l'Agriculture et des Forêts, avec l'assistance tech-

↳ M^{me} VONEPHET PARTICIPE À UN SUIVI DES FORÊTS À BAN MUANGNA (DISTRICT DE VIENGXAY) AU LAOS © Gret / Photos by CinePanorama.de

← SESSION DANS LE CADRE DES ACTIVITÉS DE CONSEIL AUX EXPLOITATIONS EN HAÏTI

nique d'AVSF, du Gret et de LCG. Le projet vise à augmenter la production de thé de 630 familles et, *in fine*, à permettre le développement d'une filière de commerce équitable du thé Laos. La place des femmes dans les groupements de producteurs devra également être renforcée. Enfin, les plantations de théiers seront gérées de manière durable suite à l'élaboration de plans de gestion concertés. ■

www.gret.org/les-pays/asia-du-sud-est/laos

MADAGASCAR



Un accès durable aux aliments fortifiés

2017-2020 | **Budget** : 3,6 M€ | **Financement** : UE, AFD, Gouvernement de la Principauté de Monaco | **Partenaires** : Nutri'zaza, UMR Nutripass IRD, Office national de nutrition.

À Madagascar, 47 % des enfants de moins de 5 ans souffrent de malnutrition chronique. Face à cette situation, le projet PFOA contribue à améliorer le statut nutritionnel des populations vulnérables en renforçant leur accès durable aux aliments fortifiés. Outre le renforcement des actions auprès des jeunes enfants (déploiement de

la farine infantile fortifiée Koba Aina et sensibilisation de 240 000 ménages sur les bonnes pratiques alimentaires), l'année 2019 a été marquée par le lancement de la barre de céréale fortifiée PoBary Aina destinée aux enfants âgés de plus de trois ans dans les réseaux de Nutri'zaza.

Le Gret a également œuvré au renforcement du cadre national sur la fortification alimentaire : conception et vulgarisation d'une norme nationale sur les farines infantiles et redynamisation de l'Alliance nationale pour la fortification alimentaire. Enfin, il a mené une étude sur l'efficacité d'une stratégie intégrée basée sur l'alimentation interactive et la consommation d'une farine infantile fortifiée.

Protéger la biodiversité de l'île Sainte-Marie

2019-2021 | Budget : 243 k€ | Financement : AFD, Fondation Maisons du Monde | Partenaires : Cirad, CUSM, Directions régionales de l'environnement, de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche d'Analanjirifo, PCADDISM.

L'île Sainte-Marie abrite une diversité remarquable d'habitats naturels. Depuis 2015, le Gret y accompagne la mise en place d'une gestion intégrée des zones côtières aux côtés d'une association, la PCADDISM, qui fédère l'ensemble de la population saint-marienne. La dépendance des acteurs locaux aux services rendus par les écosystèmes côtiers marins est très marquée et la dégradation de ceux-ci compromet leurs moyens d'existence. Cette nouvelle phase d'intervention du Gret vise la montée en puissance de la PCADDISM dans la préservation des ressources naturelles, notamment à travers la création d'une aire protégée marine et terrestre plébiscitée par la population.

Le projet s'attache à construire les conditions d'une gouvernance locale de la future aire protégée en mobili-

sant une approche par les communs (voir p. 8).

L'année 2019 a été consacrée prioritairement à la préservation de la forêt de Kalalao par les communautés. Comme le souligne Jackie Moro, coordonnateur de la PCADDISM : « *Maintenant, à Sainte-Marie, tout le monde se soucie de l'environnement.* »

Un meilleur accès à l'eau et à l'assainissement dans la baie d'Antsiraka

2012-2020 | Budget : 980 k€ | Financement : AESN, Sedif | Partenaires : communes de Sainte-Marie et de Soanierana Ivongo, ministère malgache de l'Eau, de l'Assainissement et de l'Hygiène.

À Madagascar, le taux d'accès à une source d'eau améliorée est de 52 %... et de seulement 7 % par un branchement à domicile. Le taux d'accès à l'assainissement est quant à lui de 30 %. Face à cette situation, le Gret met en œuvre un projet qui vise à réhabiliter deux réseaux potables gérés par l'entreprise d'État Jirama dans les chefs-lieux des communes urbaines de Sainte-Marie et de Soanierana Ivongo, à y implanter des sanimarchés Diotontolo, puis à étendre les interventions sur l'eau potable dans les sites ruraux de Sainte-Marie ainsi qu'à Fénériver-Est.

Grâce aux actions entreprises, la production d'eau potable a doublé à Sainte-Marie. 300 nouveaux clients à Sainte-Marie et 280 à Soanierana Ivongo ont été dénombrés et 700 toilettes hygiéniques vendues.

« *Ce projet est un grand défi pour l'équipe. Nouer un partenariat avec la Jirama est une stratégie gagnante* », déclare avec enthousiasme Mami-soa Andriamihaja, chef de projet. ■

www.gret.org/les-pays/afrique-ocean-indien/madagascar



MALI



nous a demandé beaucoup d'investissements en termes d'animation et de dialogue», témoigne Charles Bakyono, le chef de projet.

Évaluation de l'action de l'AFD sur un projet d'électricité

2019-2020 | Budget : 219 k€ pour l'intégralité des évaluations | Financement : AFD.

De nouveaux centres de ressources et de formation professionnelle

2016-2021 | Budget : 9 M€ | Financement : AFD | Partenaires : conseils régionaux de Ségou et de Sikasso, Foranim, ministère malien de l'Emploi et de la Formation professionnelle.

Au Mali, l'offre de formation professionnelle est très inégalement répartie sur le territoire et la qualité n'est pas toujours au rendez-vous. Pour y remédier, plusieurs actions ont été menées en 2019 dans le cadre du projet Acefor, destiné à améliorer l'employabilité des jeunes et à renforcer la compétitivité des entreprises. Plus de 100 formateurs et formatrices affilié-e-s à des centres publics ont été formé-e-s à Bamako, tout comme une centaine de cadres du ministère et des conseils régionaux.

À noter également, la mise en place d'un centre régional de ressources dans la région de Ségou et le démarrage des travaux de construction des centres de formation de Markala et de Sikasso.

« *Le Gret et ses partenaires ont mis en place une démarche structurante pour la réalisation de projets de construction de centres de formation professionnelle. Je souhaite que nous capitalisons les résultats de ce processus, qui*

Dans le cadre d'un accord cadre pour l'évaluation des projets financés par l'AFD au Sahel, le Gret a réalisé l'évaluation du projet « Urgence électricité Mopti » mis en œuvre à la suite de la crise sécuritaire et humanitaire qui a touché le Mali en 2012. Ce projet consistait à réhabiliter et renforcer la production et la distribution d'électricité dans les villes affectées par le conflit, notamment Mopti et Sévaré, afin d'améliorer la qualité du service d'électricité et la satisfaction de la clientèle, et de réaliser des extensions de réseaux pour raccorder de nouveaux clients.

Lors de l'évaluation, le Gret a pu rencontrer les acteurs clés – et notamment Électricité du Mali, qui jouait le rôle de maîtrise d'œuvre et de maîtrise d'ouvrage – afin de tirer des recommandations.

Une contrainte liée au contexte : les zones étant inaccessibles pour des raisons sécuritaires, le Gret s'est alors appuyé sur le Geres, membre du Groupe initiatives et partenaire du Gret, pour collecter des informations de terrain. ■

www.gret.org/les-pays/afrique-ocean-indien/mali

← REBOISEMENT DE LA FORÊT DE KALALAO PAR LES COMMUNAUTÉS SUR L'ÎLE SAINTE-MARIE À MADAGASCAR

MAURITANIE



Une vision partagée du territoire pour favoriser la gestion concertée et équitable des ressources naturelles

2018-2021 | Budget : 174 k€ | Financement : AFD | Partenaires : GRDR, Tenmiya.

Le projet de renforcement de la sécurité alimentaire et de prévention des conflits face au changement climatique est mené depuis 2018 dans six bassins versants du Gorgol et du Guidimakha. Il œuvre à la restauration de la fertilité des terres pluviales et de décrue, ainsi qu'à la gestion concertée des ressources naturelles, et s'inscrit en complément des actions de développement de l'agriculture irriguée conduites par la Société nationale pour le développement rural (Sonader).

Au sein d'un consortium formé avec le GRDR et Tenmiya, le Gret a la responsabilité d'identifier les aménagements, de négocier les ententes foncières et d'accompagner la définition de règles de gestion concertées autour des ressources naturelles. La production et la mise en discussion des connaissances d'une part, et le temps donné aux concertations d'autre part, sont au cœur de sa démarche, pour maximiser la participation des populations et l'engagement des autorités autour d'une vision partagée des ressources du territoire et des contraintes spécifiques des groupes vulnérables.

Les communes en première ligne pour développer l'hydraulique et l'assainissement

2016-2019 | Budget : 1,5 M€ | Financement : Apaus, EGMA, communes mauritaniennes, Sedif, Ville de Paris | Partenaires : autorité de régulation, communes, Directions de l'assainissement et de l'hydraulique, Onser, opérateurs privés.

L'accès à des services durables d'eau et d'assainissement reste un défi majeur en Mauritanie. En milieu rural et semi-urbain, les taux sont respectivement de 50 % et 19 %. Depuis 2009, le programme Aicha Rim a permis à six communes de relever ces défis en apportant un nouvel accès à l'eau potable pour 62 000 personnes, un accès à l'assainissement amélioré auprès de 36 institutions publiques, et en renforçant les acteurs de ces différents services. La troisième phase s'est focalisée sur deux aspects : le renforcement de la maîtrise d'ouvrage et la professionnalisation des acteurs de l'eau (exploitants, structures chargées du suivi et de la régulation).

« Les communes savent aujourd'hui quelles sont les priorités et combien cela leur coûte. Elles deviennent de plus en plus dynamiques dans le financement et la mise en œuvre des projets », commente le chef de projet, Mamadou Isma Kane. Au regard des enjeux que représente l'atteinte des objectifs de développement durable, une nouvelle phase est actuellement en cours de préparation.

Des actions en faveur d'une insertion socio-professionnelle durable

2018-2023 | Budget : 3 M€ | Financement : UE | Partenaire : Caritas Mauritanie.

Dans le cadre du programme Safire (Sécurité alimentaire, formation, insertion, résilience, emploi) mis en œuvre en Mauritanie par 14 ONG nationales et internationales, le consor-



MYANMAR



Entre humanitaire et développement...

2016-2019 | Budget : 5 M€ | Financement : UE | Partenaire : Triangle génération humanitaire.

Le projet NRSC s'efforce d'améliorer les conditions de vie des ménages vulnérables et la résilience des communautés dans deux townships de l'État de Chin, Paletwa et Matupi, et dans un township de l'État du Rakhine, Kyauktaw. Une approche multisectorielle a été privilégiée, avec la mise en œuvre d'activités dans les secteurs de l'agriculture, de l'eau et de l'assainissement, de la gestion des ressources

tium composé du Gret et de Caritas est plus particulièrement en charge du volet consacré à l'inclusion économique et sociale pour la stabilité et l'emploi des jeunes. Les activités s'articulent autour de quatre thématiques principales : l'agriculture et la gestion des ressources naturelles, l'énergie et le développement durable, la nutrition et la promotion d'aliments fortifiés, la formation et l'insertion professionnelle.

Au cours de la première année, 150 jeunes ont été formé-e-s en apprentissage à Nouakchott dans six filières classiques (électricité-bâtiment, menuiserie métallique, couture, coiffure, pâtisserie et mécanique automobile). 11 groupements d'agropasteurs de la région du Brakna – soit 553 personnes au total, dont une grande majorité de femmes (98 %) – ont également pu bénéficier d'un appui en matière de conseil agricole. ■

www.gret.org/les-pays/afrique-ocean-indien/mauritanie

- ← BRANCHEMENT PARTICULIER D'EAU POTABLE À TIGUENT, EN MAURITANIE
- ↓ ÉQUIPEMENT AGRICOLE DISTRIBUÉ ET GÉRÉ COLLECTIVEMENT POUR SOUTENIR LA PRODUCTION RIZICOLE ET MARAÎCHÈRE AU MYANMAR



naturelles, de la microfinance, de la promotion de la cohésion sociale et du dialogue de paix entre les différents groupes ethniques. Depuis le début du projet, la zone d'intervention a été le théâtre de deux urgences humanitaires.

Afin de faire face à la dégradation progressive du contexte et à la difficulté d'accès au terrain, le Gret a progressivement revu la méthodologie du projet, en s'appuyant sur des partenariats avec les organisations de la société civile locale pour la mise en œuvre des activités, et en combinant les activités d'urgence pour répondre aux besoins immédiats des populations sans interrompre les actions de développement.

De petites subventions pour dynamiser la société civile

2016-2019 | Budget : 1,9 M€ | Financement : Lift.

Le projet Delta CSO a été conçu pour renforcer la société civile dans huit cantons de la région de l'Ayeyarwaddy. Il contribue au renforcement des capacités des organisations locales de la société civile grâce à un guichet spécial de petites subventions destinées à améliorer les revenus et la résilience des plus vulnérables, et à influencer les politiques en leur faveur.

Le projet encourage également une meilleure coordination entre la société civile, le gouvernement et le secteur privé. « Nous avons réussi à mettre en réseau et à soutenir 102 organisations de la société civile. Parmi elles, 69 ont pu bénéficier de petites subventions », témoigne Daw Moe Moe Khine, coordinatrice principale de ce fonds développé par le Gret.

Les différents projets financés ont prouvé que les organisations étaient tout à fait en capacité de déterminer les priorités locales et de déve-

lopper des interventions adaptées à leur contexte et à leurs modalités respectives. Reste un défi important à relever : celui de la durabilité du réseau régional et du système de financement.

Diversification agricole et intégration économique dans le Nord de l'État Chin

2016-2020 | Budget : 1,8 M€ | Financement : Lift | Partenaire : Corad.

L'évolution économique récente de l'État Chin a encouragé les producteurs à développer les cultures de rente, augmentant ainsi leurs revenus mais induisant aussi une réduction des cultures vivrières et à valeur nutritionnelle. Pour répondre à ces nouveaux enjeux, Corad et le Gret ont appuyé plus de 3 300 familles dans 110 villages à diversifier et intensifier leur production (variétés nutritives et techniques agroécologiques), développer l'interprofessionnalisation des filières, améliorer les pratiques nutritionnelles et promouvoir un accès plus équitable aux ressources productives.

« Pionniers dans l'appui aux filières dans le Chin, Corad et le Gret ont initié des changements conséquents pour les producteurs qui, en améliorant leurs connaissances des filières, ont augmenté leur accès aux marchés, amélioré leurs techniques et développé leur pouvoir collectif de négociation », constate le directeur de Corad, D^r Peter Lian. « Ces changements seront renforcés dans une nouvelle phase de trois ans visant à consolider les acquis. » ■

www.gret.org/les-pays/asia-du-sud-est/myanmar



NIGER



Des avancées en matière de fortification alimentaire

2017-2022 | Budget : 4,8 M€ | Financement : Gouvernement de la Principauté de Monaco, UE | Partenaires : ACF, Concern Worldwide, IRD (UMR Nutripass), Misola.

Le projet Pafan s'applique à améliorer le statut nutritionnel des populations vulnérables en renforçant l'accès durable aux aliments fortifiés et leur consommation. Le résultat recherché est le renforcement de la production locale, de la diffusion et de la promotion d'aliments fortifiés locaux destinés aux femmes et aux jeunes enfants, le tout dans un cadre législatif national favorable.

En 2019, dix unités de production ont été appuyées, dont trois nouvellement construites. Près de 260 000 personnes ont été sensibilisées aux bonnes pratiques alimentaires et aux soins, et 38 165 démonstrations culinaires réalisées, tandis qu'à Niamey, un dispositif innovant de distribution de bouillie fortifiée a été initié. Un nouveau produit fortifié de prévention pour les femmes est en phase de mise au point et sera lancé sur le marché en 2020.

← VENDEUSE DE RUE DE BOUILLIE FORTIFIÉE PRÊTE À CONSOMMER « KOKO VITA » À NIAMEY, AU NIGER

Autre fait notable : la farine infantile fortifiée Garin Yara a par ailleurs reçu le Grand prix spécial du Festimil, le festival du mil au Niger.

Un bilan des performances du Fonds commun santé

2019-2020 | Budget : 219 k€ | Financement : AFD | Partenaires : Espélia, Genre&Ville.

En groupement avec Espélia et Genre&Ville, le Gret conduit une série d'évaluations de projets, sur des thématiques diverses, dans les pays du Sahel pour le compte de l'AFD.

La première évaluation a consisté à évaluer le Fonds commun santé du Niger. Celui-ci a pour objectif de contribuer à l'amélioration de l'état de santé de la population en canalisant les ressources des partenaires techniques et financiers sur les priorités, lignes et procédures du ministère de la Santé publique via son Plan de développement sanitaire. L'équipe du Gret, avec l'appui d'un consultant international et d'une experte locale, a adopté une méthodologie participative pour établir un bilan partagé des performances du fonds au cours des cinq dernières années, et co-construire avec les acteurs clés du ministère de la Santé et des partenaires une série de recommandations pour la prochaine période de financement.

Ces évaluations accordent une attention à la problématique du genre et contribuent à la réflexion sur les modes d'intervention en contexte de crise sécuritaire. ■

www.gret.org/les-pays/afrique-ocean-indien/niger

SÉNÉGAL


Une transformation durable des systèmes d'élevage

2019-2022 | **Budget** : 900 k€ | **Financement** : DCI (cooperation monégasque), AFD, Fondation Raja, CFSI-FdF, Fonds de dotation Compagnie fruitière | **Partenaires** : Apess, ARD de Saint-Louis, Conseil départemental de Dagana, CPLD, Plateforme d'innovation lait de Dagana.

Le projet Asstel se déroule dans le département de Dagana, au nord du Sénégal, où l'élevage est la principale source de revenus. Il a vocation à améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle, ainsi que la résilience de 1 500 exploitations familiales d'élevage en facilitant l'accès à des services pour développer et sécuriser les revenus laitiers, et en appuyant les initiatives économiques des femmes pour diversifier les sources de revenus.

Le projet appuie également la concertation interprofessionnelle au sein de la filière lait et le dialogue multi-acteurs pour la définition et la mise en œuvre des politiques.

La troisième phase du projet se veut une phase de consolidation et de transfert de compétences aux organisations locales, afin d'assurer la pérennisation des dynamiques engagées. Aussi, l'analyse de la situation nutritionnelle a amené à intro-

duire des actions pour renforcer les connaissances des organisations et la sensibilisation des communautés. Le travail enclenché pour une meilleure prise en compte du genre, dans le projet et par les partenaires, sera également poursuivi.

Citoyenneté, environnement et solidarité

2016-2019 | **Budget** : 473 k€ | **Financement** : UE | **Partenaire** : Mouvement Y en a marre.

Sunu Gox signifie à la fois « notre localité » et « notre communauté » en wolof. C'est aussi le nom et le slogan du projet mis en œuvre par le Gret et le mouvement Y en marre de 2016 à mi-2019. Il visait à renforcer l'implication des jeunes de la banlieue de Dakar, dans l'action publique (« la communauté »), à travers leur mobilisation dans la « localité ».

19 projets d'aménagement d'espaces publics ou de sensibilisation à l'environnement et à la citoyenneté, portés par des associations de jeunes, ont ainsi été identifiés, sélectionnés et accompagnés dans leur réalisation. Un travail de mise en réseau de ces 19 associations a été mené en parallèle, renforçant les échanges entre pairs, l'apprentissage mutuel, la diffusion des messages de plaidoyer pour une meilleure prise en compte des problématiques environnementales et citoyennes, aux niveaux national et international.

La mobilisation des jeunes s'est faite à travers leurs modes d'expression favorisés (web, réseaux sociaux, cultures urbaines), dans l'objectif de donner à voir l'implication de la jeunesse dans la cité.

TRAITE MATINALE DANS LE VILLAGE DE PATHÉ →
BADIO DEMBA THIADJI AU NORD DU SÉNÉGAL
© Sébastien Darrasse - DCI


Un projet innovant de gestion intégrée des risques d'inondation dans la banlieue de Dakar

2019-2020 | **Budget** : 843 k€ | **Financement** : AFD | **Partenaires** : urbaSEN, urbaMonde, Fédération sénégalaise des habitants.

Dans la banlieue de Dakar, les inondations se sont accrues au cours des dernières décennies. Le projet Pikine irrégulier Nord Guédiawaye – Gestion intégrée des risques d'inondation (Ping-Giri), doit permettre d'améliorer la résilience aux risques d'inondation des quartiers ciblés. Pour cela, il prévoit la mise en place d'un fonds de rénovation urbaine pour l'adaptation de l'habitat – dont le fonctionnement sera élargi à de petits aménagements publics – et de techniques dites « douces », alternatives au « tout tuyau ». Plus de 17 chantiers individuels de réhabilitation de l'habitat sont en cours cette première année.

Les activités du projet s'articulent autour de trois axes :

- anticiper et prévenir, grâce la planification participative, des sensibilisations et la mise en place de systèmes d'alertes ;
- adapter son environnement, à travers la réalisation d'infrastructures individuelles et collectives, financées par un fonds de roulement ;
- et enfin, assurer la pérennité des aménagements, par la mise en place de modalités de gouvernance durable. ■■

www.gret.org/les-pays/afrique-ocean-indien/senegal

TOGO

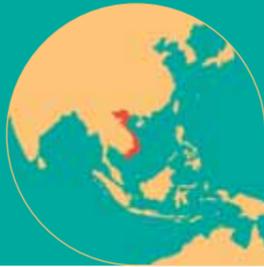

Enpro, un acteur-clé de la valorisation des déchets

2017-2020 | **Budget** : 637 k€ | **Financement** : AFD | **Partenaires** : Enpro, Ville de Lomé.

Le projet Africompost 2 Lomé a plusieurs ambitions : améliorer le service de collecte des déchets, mais aussi le comportement des usagers, et pérenniser la valorisation de déchets en consolidant les activités de son partenaire Enpro dans une démarche entrepreneuriale. En 2019, Enpro a traité 4 200 tonnes de déchets à partir desquelles il a produit et commercialisé 330 tonnes de compost. Enpro appuie également les acteurs privés et publics sur la collecte et le compostage des déchets en Afrique de l'Ouest. Une nouvelle phase d'accompagnement lui permettrait de dupliquer la plateforme de compostage, et ainsi de développer des activités de valorisation innovantes. « Africompost 2 Lomé, c'est un objectif : l'intégration de la valorisation dans le système de gestion des déchets. Mais c'est aussi l'expérimentation de solutions innovantes et une approche participative qui sont inscrites au cœur même du projet », témoigne Adrien Monteil, le chef de projet. ■■

<https://www.gret.org/les-pays/afrique-ocean-indien/togo/>

VIETNAM


Des améliorations notables dans la gestion des déchets ménagers

2016-2019 | **Budget** : 1 M€ | **Financement** : AFD, Alliance des coopératives, Syctom, Ville de Paris | **Partenaires** : Centre Song Hong, Institut de l'eau et de l'environnement, SDPE.

Après trois années de mise en œuvre, le projet Pro 3 est parvenu à atteindre la majeure partie de ses objectifs et a contribué à améliorer durablement les services de gestion des déchets ménagers dans la province de Vinh Phuc. Plusieurs unités de recyclage et de compostage des déchets ont pu voir le jour, les conditions de travail des opérateurs de gestion des déchets se sont améliorées et leurs revenus ont augmenté, notamment grâce à un meilleur recouvrement des redevances et grâce à la révision du système de rémunération. Malgré ces progrès tangibles, il reste de nombreux défis à relever, dont celui de la mise en œuvre de la nouvelle stratégie nationale en matière de gestion des déchets.

Fort du succès de cette première phase, le Gret a été sollicité par le Sous-Département de protection de l'environnement pour accompagner la province dans la mise en œuvre de cette nouvelle stratégie.

De meilleures conditions de travail pour les ouvrières

2017-2020 | **Budget** : 124 k€ | **Financement** : AFD, Fondation Abbé Pierre, MEAE, Oxfam, Weave Our Future (Groupe Auchan) | **Partenaires** : Batik International, CDI.

L'expansion des zones industrielles dans la province de Vinh Phuc et de Hai Duong attire toujours beaucoup de jeunes migrant-e-s des zones rurales, et plus particulièrement des femmes, bien souvent vulnérables à différents égards. L'objectif de la seconde phase du projet Phu-Nu est d'améliorer les conditions de vie et de travail de ces ouvrières.

En 2019, 100 réunions de clubs ont ainsi été organisées sur des thèmes aussi variés que l'environnement, le droit du travail, la santé, etc. Cinq cours de formation sur le droit, les soins de santé, ou encore le genre ont également été dispensés, tandis qu'une réunion multipartite sur l'eau potable et l'électricité a rassemblé plusieurs participant-e-s.

L'équipe du projet a coopéré activement avec trois entreprises, ce qui a permis d'instaurer un meilleur dialogue entre les travailleuses et les sociétés. ■

www.gret.org/les-pays/asia-du-sud-est/vietnam

GESTION DES DÉCHETS MÉNAGERS PAR UNE COOPÉRATIVE D'ENVIRONNEMENT DANS LA PROVINCE DE VINH PHUC AU VIETNAM →



AUTRES PAYS


GUINÉE : expertise sur la gestion des déchets à Conakry

2019-2023 | **Budget** : 200 k€ | **Financement** : Enabel, UE.

Le Programme de développement urbain et d'assainissement en Guinée (Sanita), porté par la coopération belge, vise à améliorer la salubrité des villes de Conakry et de Kindia, notamment en appliquant la stratégie de professionnalisation de la gestion des déchets du Grand Conakry. Dans le cadre de ce programme, Enabel fait appel au Gret au travers d'un contrat cadre pour une prestation d'expertise perlée. Fin 2019, deux experts du Gret ont effectué leur première mission à Conakry. Ils ont proposé une note méthodologique, un plan d'action et ont réalisé deux notes d'opportunité sur la finance carbone et la fraction des déchets organiques. « L'opérationnalisation de la filière déchets à Conakry revêt de multiples enjeux, à la fois techniques, territoriaux, organisationnels et financiers. La mobilisation d'experts du Gret permet d'aborder les défis à travers un regard extérieur et une analyse systémique pour répondre à l'ensemble des défis », témoigne Julien Garnier, expert Déchets et représentant du Gret au Togo. ■

www.gret.org/les-pays/afrique-ocean-indien/guinee

RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE : une mission d'accompagnement social à Bangui

2018-2021 | **Budget** : 400 k€ | **Financement** : Agence d'exécution des travaux d'intérêt public en Centrafrique | **Partenaire** : Nourrir.

Le Projet de reconstruction économique et social en milieu urbain (Presu), financé par le fonds Bêkou à hauteur de 11,6 millions d'euros, a pour objectif d'améliorer le cadre de vie et la reconstruction économique des ménages centrafricains, en appuyant l'action publique dans des quartiers précaires de Bangui particulièrement marqués par les fractures socio-spatiales générées par les crises ethnico-religieuses de 2012-2015. Le Gret, chargé de la maîtrise d'œuvre urbaine et sociale du projet, facilite son déploiement en informant les populations, en assurant la gestion des conflits et en accompagnant les entreprises dans le recrutement de la main-d'œuvre locale (270 bénéficiaires en 2019, dont 27 % de femmes).

« De par son travail de proximité et la redistribution de dividendes aux groupes vulnérables, la maîtrise d'œuvre urbaine et sociale contribue à réduire les violences communautaires et à assurer la reconstruction économique des ménages », note la cheffe de projet Yolande Ngbodo. ■

www.gret.org/les-pays/afrique-ocean-indien/rca

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO : agroforesterie dans le Haut-Katanga

2019-21 | **Budget** : 300 k€ | **Financement** : UE | **Partenaire** : Capak.

Dans la continuité du projet Afodek (2012-2017), le projet Agroforesterie dans le Haut-Katanga appuie la

Centrale des associations du périmètre agroforestier de Kipushi (Capak) dans la consolidation de la gestion et de la gouvernance de cette zone située en périphérie de la ville de Lubumbashi.

D'une durée de trois ans, le projet appuie la viabilisation du périmètre, tant au niveau de la sécurisation foncière, que de l'accès à l'eau, et aide à la sédentarisation des familles. Il accompagne la consolidation des itinéraires techniques vivriers et agroforestiers, mais aussi l'élaboration des plans d'affaires des associations et des 150 ménages membres. Il soutient également la mise en place d'une filière de charbon de bois durable, et participe au renforcement des capacités de suivi-évaluation de la Capak. L'appui au renforcement de la gouvernance du périmètre est quant à lui réalisé dans le cadre d'un financement complémentaire de l'AFD, obtenu dans le cadre de la convention programme sur les Communs (voir p. 8). ■

www.gret.org/les-pays/afrique-ocean-indien/rdc



MULTIPAYS



AFRIQUE DE L'OUEST : intégrer davantage la nutrition dans les projets d'agriculture

2018-2021 | Budget : 3,5 M€ | Financement : AFD, UE, Gouvernement de la Principauté de Monaco | Partenaires : Apess, APME2A, Fiab, MGE, Oxfam, TFK, TFL, Roppa (entre autres).

Mis en œuvre dans cinq pays – au Burkina Faso, en Guinée, en Mauritanie, au Niger et au Sénégal –, le programme d'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle en Afrique de l'Ouest (Asanao) permet le renforcement d'actions à finalités sectorielles et le développement accru de passerelles entre agriculture et nutrition. « Grâce à ce programme, le Gret a pu développer des formations sur le renforcement des liens entre agriculture et nutrition, à destination de ses cadres nationaux, afin d'améliorer l'efficacité de ses projets de terrain », explique Damien Lagandré, chargé de projets agriculture au Gret. « De même, en se basant sur des capitalisations croisées, les enseignements des projets passés – notamment sur le rôle des organisations paysannes dans la prise en compte de la nutrition – permettent d'orienter les projets en cours. »

- ← AGROFORESTERIE DANS LE HAUT-KATANGA, RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO
- DÉMONSTRATION CULINAIRE DU LAKHOU THIAKHANE, UN PLAT SAIN ET RICHE SUR LE PLAN NUTRITIONNEL, DEVANT LES FEMMES DU PÉRIMÈTRE MARAÎCHER DE NDIIOUFFÈNE MBAKHANE AU SÉNÉGAL



AFRIQUE DE L'OUEST ET DU CENTRE : des indications géographiques pour une meilleure valorisation des produits locaux

2017-2019 | Budget : 56 k€ | Financement : AFD | Partenaires : Adecia, Cirad, Ecocert, OAPI.

Les indications géographiques constituent un outil permettant de protéger les noms des spécialités traditionnelles des communautés rurales. Les producteurs ruraux peuvent ainsi mieux valoriser leurs produits sur les marchés.

Le projet Pampig 2, conduit par l'Organisation africaine de la propriété intellectuelle, s'efforce de diffuser le concept d'indication géographique et d'appuyer l'émergence de capacités nationales dans ses pays membres. Il cherche aussi à consolider les trois indications géographiques pilotes déjà enregistrées (poivre de Penja et miel d'Okou au Cameroun, café Ziama Macenta en Guinée) et à soutenir l'identification, l'enregistrement et le développement de six nouvelles au Bénin, au Cameroun, en Côte d'Ivoire et en Guinée. Le Gret a été associé à ce choix en Guinée et au Cameroun, où il a étudié différents produits. Il a aussi apporté un appui à la structuration des autres organisations et a notamment réalisé une mission d'appui à l'indication géographique café Ziama Macenta, pour son développement futur.

SAHEL : appuyer le développement socio-économique et renforcer la cohésion sociale dans le Liptako-Gourma

2019-2022 | Budget : 5,1 M€ | Financement : AFD | Partenaires : Apess, AVSE, Ciedel, FNGN, Iram, Crus.

Le programme vise à appuyer le développement des territoires de la zone frontalière du Burkina Faso, Mali et

Niger, dite du Liptako-Gourma, en proie à une grave crise politico-sécuritaire. Le Gret est en charge de la coordination et de la mise en œuvre des activités au Burkina Faso dans 24 communes frontalières des régions du Nord et du Sahel. Il travaille en partenariat avec trois organisations paysannes présentes sur les territoires ciblés, afin d'améliorer les revenus des habitant-e-s et de favoriser une gestion concertée des ressources naturelles. Il appuie par ailleurs le Fonds permanent des collectivités locales et les communes dans l'identification et la mise en œuvre des investissements prioritaires.

Le Gret et ses partenaires développent une approche « sensible aux conflits » qui part de la compréhension des dynamiques locales pour contribuer à prévenir et réguler les conflits locaux et à créer les conditions d'une plus grande inclusivité et redevabilité des institutions de gouvernance.

SAHEL : des réponses innovantes et à large échelle contre la malnutrition

2018-2021 | Budget : 14,2 M€ | Financement : AFD, Bill & Melinda Gates Foundation | Partenaires : Hystra, IRD, Iram, ICI, ThinkPlace, Ogilvy.

Les capitales du Burkina Faso, du Mali et du Niger sont particulièrement touchées par différentes formes de malnutrition. À Niamey, la sous-nutrition chronique affecte près de 20 % des enfants de moins de 5 ans. À Bamako, 46 % des femmes sont anémiées et 39 % en surpoids.

L'objectif du projet Meriem est de tester des solutions commerciales durables et innovantes contribuant à lutter contre ces différentes formes de malnutrition au Sahel. Des entreprises locales partenaires ont été identifiées et sont accompagnées selon leur besoins dans la formulation, la production, la promotion et la distri-

bution d'aliments fortifiés de bonne qualité à prix abordable, destinés aux enfants de 6 à 24 mois et aux femmes en âge de procréer.

« En 2019, les études réalisées sur l'offre et la demande nous ont permis de développer et tester les premiers aliments fortifiés auprès des consommateurs ciblés. Leur lancement à grande échelle sur le marché est prévu en 2020 », explique Martial Pouret, directeur du projet.

Pour plus d'informations, rendez-vous sur : meriem-nutrition.org

MULTIPAYS : une étude de capitalisation sur les projets d'accès à l'énergie hors réseau

2018-2019 | Budget : 42 k€ | Financement : AFD | Partenaires : Burgeap, Nodalis, Enea Consulting.

Le document de synthèse, issu de l'étude réalisée pour le compte de l'AFD sur les projets d'accès à l'énergie hors réseau, dresse un état des lieux des stratégies nationales de sept pays (Burkina Faso, Cambodge, Kenya, Mauritanie, Madagascar, Maroc, Sénégal), en s'intéressant principalement à deux grands types de dispositifs : les mini-réseaux et les kits solaires individuels. Il formule des recommandations structurées autour de l'ambition d'universalisation de l'accès à l'électricité en 2030 visée par l'objectif de développement durable 7 : « Garantir l'accès de tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes, à un coût abordable ».

Pour faciliter l'analyse du nombre important de données et de sujets à traiter, le Gret a proposé une méthodologie basée sur la formulation initiale d'hypothèses issues des expériences des membres du consortium, qui ont ensuite été validées et/ou nuancées au cours de l'étude. En complément des questions méthodologiques, le Gret a plus particulièrement travaillé sur les enjeux environnementaux, sociétaux et de gouvernance.

MULTIPAYS : l'appui aux politiques foncières du Comité technique « Foncier & développement »

2019-2023 | Budget : 800 k€ | Financement : AFD, MEAE.

L'animation du secrétariat scientifique et technique du Comité technique « Foncier & développement » (CTFD), assurée par le Gret depuis plusieurs années, a été renouvelée pour quatre ans en 2019.

Les activités mises en place dans le cadre de ce réseau visent à appuyer des réformes foncières plus inclusives et équitables, axées autour de quatre composantes :

- la production, l'échange et la valorisation de connaissances sur le foncier via l'organisation de journées de réflexion pays ou thématiques ;
- l'animation de chantiers thématiques (zones économiques spéciales, conversion de l'usage des sols, pastoralisme, etc.), la publication de documents de référence et l'animation d'un portail dédié : foncier-developpement.fr ;
- l'appui à des initiatives de contribution au dialogue politique sur le foncier en Afrique de l'Ouest et à Madagascar, l'échange d'expériences au niveau régional ;
- et enfin, l'appui aux processus de réformes nationales et régionales dans d'autres régions du monde (Asie du Sud-Est). ■



VENTE DE FOURNEAUX FAYDA, PRODUITS LOCALEMENT PAR DES ARTISANS FORMÉS PAR LE PROJET FARIM EN MAURITANIE →



Le fonds d'appui du Gret

Créé en 2011, le fonds d'appui du Gret a pour mission de promouvoir l'accès des populations aux services essentiels et de contribuer à la préservation de l'environnement. Autour de ces deux enjeux, le fonds accompagne en particulier la création et le développement de structures locales autonomes, grâce à un soutien financier issu de ses ressources propres ou de donations de partenaires, et à l'appui humain et technique du Gret. En 2019, le fonds a soutenu cinq projets :

- **Énergie – Mauritanie** : des foyers améliorés pour lutter contre la précarité énergétique et la déforestation, avec Engie.
- **Eau et assainissement – Mauritanie** : amélioration durable

de l'accès à l'eau, l'hygiène et l'assainissement des habitant-es de la commune de Rosso, avec la Fondation Suez.

- **Assainissement – Madagascar** : création d'une franchise sociale de sanimarchés, avec la Fondation Suez.
- **Agriculture – Cambodge** : appui à une agriculture intensive et peu consommatrice d'intrants.
- **Gestion des déchets et agriculture – Congo** : expérimentation d'une activité liant la gestion des déchets au maraîchage urbain.

Fin 2019, le fonds d'appui du Gret a également lancé un appel à manifestation d'intérêt, afin de soutenir deux nouveaux projets pour un montant total de 100 000 euros. ■

DES FOYERS DE CUISSON PERFORMANTS POUR LUTTER CONTRE LA DÉFORESTATION ET LA PRÉCARITÉ ÉNERGÉTIQUE

» En Mauritanie, le bois et le charbon de bois sont la principale source d'énergie domestique pour plus de 50 % des familles. L'utilisation quotidienne de charbon de bois pour cuire les aliments représente jusqu'à 25 % du budget familial quotidien. C'est aussi un facteur important de déforestation et d'émission de gaz à effet de serre.

Avec le soutien de son fonds d'appui et d'Engie, le Gret, en partenariat avec l'Iset de Rosso, a conçu un foyer de cuisson performant, adapté au contexte mauritanien : le fourneau Fayda. Le modèle développé et la mise en place d'un réseau de distribution appuyé sur des organisations locales principalement féminines contribuent à atteindre plusieurs objectifs de développement durable, en matière de santé publique, de réduction de la pauvreté, de sauvegarde du milieu naturel, de

limitation des gaz à effet de serre, d'égalité entre les sexes et de création d'emplois décents. Au fil du projet, plusieurs modèles de foyers ont été développés pour répondre aux besoins des familles (foyer pour le thé, foyer mixte bois et charbon, foyer pour la restauration ou les événements). Un partenariat avec le centre Caritas a également permis de former plusieurs jeunes au métier de soudeur-chaudronnier.

Depuis le début du projet, 1 300 foyers améliorés ont été produits et commercialisés. Pour répondre à la demande croissante, le Gret ambitionne d'accroître les capacités de production de l'atelier existant, d'accompagner la création de nouveaux ateliers dans d'autres régions du pays et d'élargir le réseau de distribution en appuyant de nouveaux points de vente.

Pour en savoir plus : facebook.com/faayida

PAYS	ANNÉES	NOM DU PROJET	THÈMES	FINANCEMENT	PARTENAIRES	BUDGET EN K€ sur la durée du projet
ALGÉRIE	2017-19	Appui au programme concerté pluriacteurs		CFSI		23
	2012-19	Aménagement forestier en Amapa		FEEM		1 536
BRÉSIL	2017-20	Promouvoir la résilience auprès des ménages ruraux africains (Relax)		Fondation Agropolis	Cirad	22
	2017-22	Gouvernance des chaînes de valeur et inclusion des filières niébé, lait et produits forestiers non ligneux (Go-In)		UE, Gouvernement de la Principauté de Monaco, AFD	Apess, APMEZA, Fert, Fiab, TFL, Roppa	5 813
BURKINA FASO	2019-20	Étude de faisabilité du projet SécurAgri		AFD	Corade, Tero	200
	2019-20	Étude sur les déterminants des crises et conflits dans l'Est		AFD		106
	2019-22	Le bocage sahélien en partage		Cedeao	AZN, Eco&Sol, La Trame, Terre Verte	864
	2017-19	Projet multisectoriel intégré de résilience des ménages pauvres et très pauvres face à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle dans les provinces septentrionales de la Boule du Mouhoun (Promitiam) – Trust Fund TDH		UE	TDH Suisse	168
	2017-20	Projet de résilience des ménages pauvres et très pauvres face à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle – Trust Fund ACF		UE	ACF	447
	2017-20	Projet de résilience des ménages pauvres et très pauvres face à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle – Trust Fund Oxfam		AFD, UE	Oxfam	299
	2018-19	Construction d'un modèle d'entrepreneuriat social de vente d'aliments fortifiés locaux en milieu urbain		CFSI		20
	2018-19	AlloLaafia		Fondation Bel		12
	2018-19	Alimentation du nourrisson et du jeune enfant (passage à l'échelle région Est)		Unicef		364
	2018-19	Mise en place d'une unité de production de farine infantile fortifiée à Orodara		ACF		24
	2019-20	Prestation d'AlloLaafia pour Santé Sud		Santé Sud		21
	2019-21	Appui pour la mise en place d'une unité de production de farine fortifiée à Gaoua		Croix-Rouge burkinabè	APFG	30
2019-22	Appui à la mise en place d'une unité de production de farine enrichie à Solenzo		TDH		43	
2018-22	Prévention de la malnutrition dans la boucle du Mouhoun (Premam)		AFD, UE	DMI	2 222	
2019-22	Projet d'appui à la gestion des déchets municipaux des villes secondaires		AFD		1 093	
2019-24	Mise à l'échelle de l'approche par le marché de l'assainissement en milieu rural (Ohangu)		AFD	Ministère de l'Eau et de l'Assainissement du Burkina Faso, communes bénéficiaires	6 000	
2019	Appui à la rédaction d'une note d'intention Ficol pour un projet Énergie à Kampiti		CARPF		18	
2018-20	Pépinière urbaine de Ouagadougou		AFD	Commune de Ouagadougou, HI	650	
CAMBODGE	2010-21	Appui à une agriculture intensive peu consommatrice d'intrants (Apici)		CFSI, CG92, fonds d'appui du Gret	Cird, Département d'Agriculture de Siem Reap	4 500
	2018-20	Connexions rurales		CFI	Media Seeds	38
	2014-19	Renforcer les acteurs locaux de l'eau agricole		AFD	Cirad, Egis, FWN, FWUC, ISC, MoWRAM, Sofreco	830
	2017-18	Études techniques et organisationnelles pour l'amélioration de l'assainissement de quatre villes du bassin du Tonle Sap		ADB	Isea	294
	2017-19	Renforcement des capacités des opérateurs privés du service d'eau par les services d'appui aux entreprises (phase 3)		Banque mondiale	Isea	89
	2018-19	Évaluations des plans d'investissement provinciaux pour l'approvisionnement en eau courante (Pipa)		Banque mondiale	MIH, MPD	229
	2018-19	Établir un modèle d'entreprise pour une chaîne d'approvisionnement durable pour les déchets recyclables à Battambang		Global Green Growth Institute (GGGI)	Municipalité de Battambang	52
	2018-20	Des prêts innovants pour un meilleur accès à l'eau (SFF)		Stone Family Foundation	Isea	210
	2019-20	Études techniques sur la gestion des boues de vidange à Phnom Penh		AIMF		51

PAYS	ANNÉES	NOM DU PROJET	THÈMES	FINANCEMENT	PARTENAIRES	BUDGET EN K€ sur la durée du projet
CAMBODGE (suite)	2019-20	Amélioration de l'approvisionnement en eau courante pour les populations vivant dans des zones sinistrées		CSO, Unicef		134
	2019-21	Concevoir et superviser la construction d'équipements sanitaires pour des écoles au Cambodge		Unicef	Isea	177
	2014-19	Accès aux financements pour les petites entreprises de l'eau potable et de l'électricité		AFD, UE	Artelia, See/Saw, Isea, FTB, CWA, REA, MIH, MME, EAC	1 453
	2018-21	Protection sociale : innovation pour le secteur informel (Spin)		AFD, Weave our future (Groupe Auchan)	BIT, SHPA	688
CAMEROUN	2018-21	Service aux agriculteurs et innovations (Servinmov)		Cirad		24
	2019-21	Projet d'amélioration de la gestion des déchets dans les communes de Dschang, Bafang et Foumbot		AFD	Syctom	501
CONGO	2018-19	Formation de 160 ménages sur les activités génératrices de revenus (AGR)		Fondation AVSI		29
	2014-19	Appui aux filières associatives et privées de collecte des déchets à Brazzaville (Filipa)		AFD (via la C2D)	Mairie de Brazzaville	1 354
	2018-19	Étude sur la pré-collecte des déchets à Pointe-Noire		AFD		15
	2019-20	Moto na Mavimpi na Dolisie		AFD, fonds d'appui du Gret	Mairie de Dolisie	120
	2015-19	Renforcement du Groupement interprofessionnel des artisans (Partag)		AFD, UE	Giac	1 525
CÔTE D'IVOIRE	2018-19	Évaluation du projet d'appui à la refondation du système de l'éducation et de la formation (Parsef) et étude de faisabilité d'un nouveau projet d'appui à la formation professionnelle		AFD (via la C2D)		130
	2015-19	Expertise en marketing et communication pour renforcer les capacités commerciales de coopératives de cacao		Enabel		48
FRANCE	2019-22	Renforcement de la société civile ivoirienne pour le suivi de l'Accord de partenariat économique		UE		67
	2019	Alimenter les réflexions sur la participation à travers les approches fondées sur les droits humains		AFD	Ciedel	22
	2017-19	Mobiliser les acteurs pour le 1 % déchets		AFD, Ademe, Daect, Fondation Suez	Ciedel, Cefrepade, Centraider, Gevalor, Resacoop	43
	2017-21	Programme 5 de la Coalition Eau		AFD		1 051
	2018-19	Traduction du Memento de l'assainissement		AFD		92
	2018-19	Stratégie territoriale concertée d'assainissement non collectif à Mayotte		ARS	Gescod	23
	2019-20	Interventions dans le cadre du Master Eau pour tous		AgroParisTech		9
	2019-21	Comité Forêt		AFD		244
	2018-19	Gestion et diffusion des savoirs avec le Portail de la microfinance		Banque mondiale	CGAP	77
	2019	Travaux du groupe d'échanges inter-ONG sur l'accès à l'emploi des jeunes (Groupe FIP)		IECD		2
	2018-19	Définition d'une méthode d'expérimentation opérationnelle d'autoconstruction encadrée à Kawéni (Mayotte)		Mairie de Mamoudzou		46
	2018-19	Définition d'un processus expérimental d'autoconstruction encadrée à Kawéni (Mayotte)		Mairie de Mamoudzou	Solihya Mayotte	4
2019-23	Étude pour l'aménagement du périmètre d'opération d'intérêt national « Carréfour Margot » à Saint-Laurent-du-Maroni (Guyane)		Établissement public foncier et d'aménagement de la Guyane	Seura	76	
GUINÉE	2019-22	Société civile en appui aux acteurs vulnérables et à l'environnement dans les communautés urbaines et rurales de la Guinée forestière (Saveur-GF)		UE		1 018
	2016-19	Sécurité alimentaire, résilience et agroécologie (Sara)		AFD, CCFD-Terre solidaire, CFSI-Fdf, UE	CCFD-Terre solidaire, FPDF, MGE	3 703
	2019-23	Accompagnement du programme Sanita - Villes propres dans le domaine de la gestion des déchets ménagers		Enabel		200

🌱 Projet de terrain
 📖 Expertise ou étude
 🎭 Animation et formation
 🌊 Eau potable, assainissement, déchets
 👤 Finance inclusive et insertion professionnelle
🌳 Agriculture : filières et politiques agricoles
 🗳️ Citoyennetés et démocratie
 🏘️ Villes pour tous et décentralisation
⚡ Gestion des ressources naturelles et énergie
 👥 Santé : nutrition et protection sociale

PAYS	ANNÉES	NOM DU PROJET	THÈMES	FINANCEMENT	PARTENAIRES	BUDGET EN K€ sur la durée du projet
HAÏTI	2018-19	Appui à la filière mais dans le Sud (Amamouk)		AFD		370
	2016-19	Amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle des ménages ruraux de la commune de Gros-Morne (Caparinut)		AFD, UE	AOG, Un enfant par la main	1 350
	2018-22	Amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle et d'accès à la protection sociale dans le bassin versant des 3 Rivières (Pasan-Apros)		UE	ACF, AOG, Protos, Odrino	7 851
	2017-19	Appui à la mise en place opérationnelle d'un projet pilote de gestion des déchets au Cap-Haïtien (Gidokap)		AFD	Cefrepaed, HydroConseil	1 123
	2019-22	Fatra kaba nan mache Potoprens ! (Vers la fin des déchets dans les marchés de Port-au-Prince)		UE		1 250
	2016-19	Soins materno-infantiles dans trois départements (Timama)		AFD	Acted, Emi, ID, MdM, Soe, Sofa	8 000
	2016-20	Résilience Sud (post-ouragan Matthew)		AFD, FdF, Fondation W. W. Kellogg	AVSF	2 254
	2014-19	Aménagement et reconstruction du quartier de Baillergeau à Port-au-Prince (Areba)		AFD, UE, FdF	UCLBP	6 626
	2017-20	Projet d'appui à la société civile et à l'autorité locale pour le développement de Turgeau Port-au-Prince (Pascal-DT)		UE	Casac Turgeau	1 102
	2018-19	Aménagement communautaire de la rivière des Orangers et de ses berges, assistance technique et expertise sociale (Acrobates)		AFD	Mairie de Jacmel	750
	2019-22	Assistance technique au ministère de l'Agriculture et des Forêts pour le développement d'une filière de thé équitable dans le Nord Laos		AFD	AVSF, Laos Consulting Group	1 500
	2018-22	Projet d'agriculture sensible à la nutrition dans les zones de montagne du Nord Laos (Nusap)		AFD	Niras Sweden AB	129
	2015-19	Gestion des boues de vidange à Mientiane		AESN, AIMEF, SIAAP		145
	2017-19	Pérenniser des services d'eau et d'assainissement dans la province de Luang Prabang (Persea)		Agence de l'eau Loire-Bretagne, Région Centre-Val de Loire		85
	2018-19	Appui à l'extension de l'accès à l'eau potable dans les petites villes (Sewit)		Sedif	DPWT, NPPLP de la province de Luang Prabang	150
	2019-22	Ban Manèau: pour un meilleur accès à l'assainissement et une meilleure gestion des zones humides urbaines inscrites au patrimoine mondial (Hulp)		Agence de l'eau Loire-Bretagne, Région Centre-Val de Loire	UDAA	80
	2019-22	Gestion durable de l'eau dans la province de Luang Prabang		AFD, Région Centre-Val de Loire	Province de Luang Prabang	143
	2017-20	Développement des filières bambou et rotin au Laos		AFD, DDC	BNDA	1 428
	2018-20	Développement des produits forestiers non ligneux pour réduire l'impact en milieu rural des munitions non explosées		UE	Handicap International	449
	2018-19	Accès aux soins de santé des réfugiés syriens		PUJ		29
2018-19	Test en agriculture urbaine à Tananarive		AgroParisTech		5	
2018-20	Pois d'Angole: une réponse agroécologique aux besoins nutritionnels des populations agricoles vulnérables		Fondation Avril	CTAS, IRD, LRI	170	
2019	Mise en place de deux unités de transformation de cactus en guise d'alimentation complémentaire de petits ruminants		Phud		52	
2016-19	Franchiseur Diotontolo: création d'une entreprise sociale de ventes de toilettes hygiéniques		Fondation Suez, Fonds d'appui du Gret, UE		102	
2016-21	Améliorer l'accès à l'eau et à l'assainissement dans la baie d'Antsiraka		AESN, Sedif	Jirama	510	
2018-19	Appui formalisation réseau Ran'Eau		Ambassade de France		8	
2018-20	Accès à l'eau à Bongatsara		Sedif		50	
2018-22	Assainissement solide et liquide à Antananarivo		AFD, mairie de Paris, Stone Family Foundation	MadaCompost	693	
2019	Diatontolo: une entreprise d'assainissement à Madagascar		Stone Family Foundation		210	

LIBAN

MADAGASCAR

PAYS	ANNÉES	NOM DU PROJET	THÈMES	FINANCEMENT	PARTENAIRES	BUDGET EN K€ sur la durée du projet
MADAGASCAR (suite)	2019	Appui du réseau Ran'Eau		p5-Eau		7
	2019-20	Organisation de l'atelier « Déchets: quelles solutions pour nos villes malgaches? »		AFD, Amb. de Corée, Scac, Ville de Paris		14
	2019-20	Recherche exploratoire pour l'augmentation de l'impact des programmes de promotion de l'hygiène en milieu scolaire		Hydroconseil		32
	2019-20	Mission d'identification d'appuis à la lutte contre la dégradation des terres pour le projet ProSol		Eco-Consulting, via financement GIZ		3
	2019-20	Assistance à la maîtrise d'ouvrage dans la mise en œuvre du service public de l'eau d'Ampefy		SAD		13
	2019-20	Amélioration de l'accès à l'eau à Fénérive Est		Sedif		150
	2019-20	ProSol: conduites d'essais d'utilisation du compost urbain sur six sites écoles		GIZ		50
	2019-20	Bilan-évaluation de 13 réseaux d'adduction d'eau potable dans la commune de Sadabe		Carrousel d'initiatives solidaires		3
	2014-20	Hydroélectricité et environnement (Rhyvière 2)		FFEM, UE	Ader, Enea Consulting, IRD	7 195
	2015-21	Contribution à la mise en place d'une gestion intégrée des zones côtières à Sainte-Marie et protection de la biodiversité floristique de Sainte-Marie		AFD, Fondation Maisons du Monde	Cetamada, CUSM, MBG, PCADDISM	243
	2017-19	Accès à l'énergie par hydrolienne à Madagascar		Ademe, Guinard Energies		83
	2018-21	Améliorer les conditions de vie et appuyer la gestion concertée des ressources naturelles des pêcheurs		MNP	WCS, Réseau Mihari	653
	2017-20	Programme innovant d'éducation nutritionnelle en milieu urbain (Penim)		Gouv. de la Principauté de Monaco		456
	2017-20	Programme de fortification alimentaire pour les populations vulnérables (PFOA)		UE	Labasan, ministères de la Santé et du Commerce malgache, ONN, Nutri'zaza, UMR Nutripass (IRD)	3 605
	2018-19	Aide alimentaire dans le Sud		Ambassade de France		200
	2019-20	Projet de filets de sécurité nutritionnelle des populations vulnérables et d'appui nutritionnel des enfants malnutris dans le Sud de Madagascar		Ambassade de France		200
	2019-22	Projet intégré de lutte contre la malnutrition dans la commune rurale de Fiefierana		Gouv. de la Principauté de Monaco	Office national de nutrition	508
	2016-21	Optimiser la compétitivité des entreprises grâce à la formation professionnelle (Acéfor)		AFD	Forum Consult; ministère malien de la Jeunesse, 2 943 de l'Emploi et de la Construction citoyenne	2 943
	2017-22	Améliorer l'employabilité des jeunes ruraux par l'apprentissage tutoré (Imyeta)		Norad	Aja Mali	3 565
	2018-19	Traverses n° 48: « Jeunes acteurs et actrices du changement »		Groupe initiatives		22
2017-20	Assistance technique à la société d'aménagement de Zenata - volet social forfaitaire		SAZ (sur fonds AFD et BEI)	Groupe Huit	163	
2016-20	Renforcement institutionnel pour la résilience agricole et pastorale (Rimrap)		UE	Ecodel, Tenmiya, WV Allemagne	548	
2018-19	Assistance technique au Programme de développement des filières inclusives (Prodefi)		Fida		86	
2018-21	Sécurité alimentaire et prévention des conflits face aux changements climatiques dans six bassins versants du Gorgol et du Guidimakha (SAP3C)		AFD	GRDR, Tenmiya	174	
2019-22	Appui à l'inclusion économique et sociale pour la stabilité et l'emploi des jeunes (Safire)		UE	Caritas Mauritanie	3 000	
2014-20	Assistance technique au ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement (5 Wilayas)		AFD, Bugeap, ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement, UE	Hydroconseil	523	
2015-20	Appui aux initiatives des communes pour l'hydraulique et l'assainissement (Aicha 3)		Apaus, communes, EGMA, Sedif, Ville de Paris		728	

LIBAN

MADAGASCAR

PAYS	ANNÉES	NOM DU PROJET	THÈMES	FINANCEMENT	PARTENAIRES	BUDGET EN K€ sur la durée du projet
MALI	2017-20	Optimiser la compétitivité des entreprises grâce à la formation professionnelle (Acéfor)		AFD	Forum Consult; ministère malien de la Jeunesse, 2 943 de l'Emploi et de la Construction citoyenne	2 943
	2017-22	Améliorer l'employabilité des jeunes ruraux par l'apprentissage tutoré (Imyeta)		Norad	Aja Mali	3 565
	2018-19	Traverses n° 48: « Jeunes acteurs et actrices du changement »		Groupe initiatives		22
	2017-20	Assistance technique à la société d'aménagement de Zenata - volet social forfaitaire		SAZ (sur fonds AFD et BEI)	Groupe Huit	163
	2016-20	Renforcement institutionnel pour la résilience agricole et pastorale (Rimrap)		UE	Ecodel, Tenmiya, WV Allemagne	548
	2018-19	Assistance technique au Programme de développement des filières inclusives (Prodefi)		Fida		86
	2018-21	Sécurité alimentaire et prévention des conflits face aux changements climatiques dans six bassins versants du Gorgol et du Guidimakha (SAP3C)		AFD	GRDR, Tenmiya	174
	2019-22	Appui à l'inclusion économique et sociale pour la stabilité et l'emploi des jeunes (Safire)		UE	Caritas Mauritanie	3 000
	2014-20	Assistance technique au ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement (5 Wilayas)		AFD, Bugeap, ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement, UE	Hydroconseil	523
	2015-20	Appui aux initiatives des communes pour l'hydraulique et l'assainissement (Aicha 3)		Apaus, communes, EGMA, Sedif, Ville de Paris		728

PAYS	ANNÉES	NOM DU PROJET	THÈMES	FINANCEMENT	PARTENAIRES	BUDGET EN K€ sur la durée du projet
MAURITANIE	2017-20	Optimiser la compétitivité des entreprises grâce à la formation professionnelle (Acéfor)		AFD	Forum Consult; ministère malien de la Jeunesse, 2 943 de l'Emploi et de la Construction citoyenne	2 943
	2017-22	Améliorer l'employabilité des jeunes ruraux par l'apprentissage tutoré (Imyeta)		Norad	Aja Mali	3 565
	2018-19	Traverses n° 48: « Jeunes acteurs et actrices du changement »		Groupe initiatives		22
	2017-20	Assistance technique à la société d'aménagement de Zenata - volet social forfaitaire		SAZ (sur fonds AFD et BEI)	Groupe Huit	163
	2016-20	Renforcement institutionnel pour la résilience agricole et pastorale (Rimrap)		UE	Ecodel, Tenmiya, WV Allemagne	548
	2018-19	Assistance technique au Programme de développement des filières inclusives (Prodefi)		Fida		86
	2018-21	Sécurité alimentaire et prévention des conflits face aux changements climatiques dans six bassins versants du Gorgol et du Guidimakha (SAP3C)		AFD	GRDR, Tenmiya	174
	2019-22	Appui à l'inclusion économique et sociale pour la stabilité et l'emploi des jeunes (Safire)		UE	Caritas Mauritanie	3 000
	2014-20	Assistance technique au ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement (5 Wilayas)		AFD, Bugeap, ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement, UE	Hydroconseil	523
	2015-20	Appui aux initiatives des communes pour l'hydraulique et l'assainissement (Aicha 3)		Apaus, communes, EGMA, Sedif, Ville de Paris		728

LIBAN

MADAGASCAR

PAYS	ANNÉES	NOM DU PROJET	THÈMES	FINANCEMENT	PARTENAIRES	BUDGET EN K€ sur la durée du projet
MALI	2017-20	Optimiser la compétitivité des entreprises grâce à la formation professionnelle (Acéfor)		AFD	Forum Consult; ministère malien de la Jeunesse, 2 943 de l'Emploi et de la Construction citoyenne	2 943
	2017-22	Améliorer l'employabilité des jeunes ruraux par l'apprentissage tutoré (Imyeta)		Norad	Aja Mali	3 565
	2018-19	Traverses n° 48: « Jeunes acteurs et actrices du changement »		Groupe initiatives		22
	2017-20	Assistance technique à la société d'aménagement de Zenata - volet social forfaitaire		SAZ (sur fonds AFD et BEI)	Groupe Huit	163
	2016-20	Renforcement institutionnel pour la résilience agricole et pastorale (Rimrap)		UE	Ecodel, Tenmiya, WV Allemagne	548
	2018-19	Assistance technique au Programme de développement des filières inclusives (Prodefi)		Fida		86
	2018-21	Sécurité alimentaire et prévention des conflits face aux changements climatiques dans six bassins versants du Gorgol et du Guidimakha (SAP3C)		AFD	GRDR, Tenmiya	174
	2019-22	Appui à l'inclusion économique et sociale pour la stabilité et l'emploi des jeunes (Safire)		UE	Caritas Mauritanie	3 000
	2014-20	Assistance technique au ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement (5 Wilayas)		AFD, Bugeap, ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement, UE	Hydroconseil	523
	2015-20	Appui aux initiatives des communes pour l'hydraulique et l'assainissement (Aicha 3)		Apaus, communes, EGMA, Sedif, Ville de Paris		728

PAYS	ANNÉES	NOM DU PROJET	THÈMES	FINANCEMENT	PARTENAIRES	BUDGET EN K€ sur la durée du projet
MAURITANIE	2017-20	Optimiser la compétitivité des entreprises grâce à la formation professionnelle (Acéfor)		AFD	Forum Consult; ministère malien de la Jeunesse, 2 943 de l'Emploi et de la Construction citoyenne	2 943
	2017-22	Améliorer l'employabilité des jeunes ruraux par l'apprentissage tutoré (Imyeta)		Norad	Aja Mali	3 565
	2018-19	Traverses n° 48: « Jeunes acteurs et actrices du changement »		Groupe initiatives		22
	2017-20	Assistance technique à la société d'aménagement de Zenata - volet social forfaitaire		SAZ (sur fonds AFD et BEI)	Groupe Huit	163
	2016-20	Renforcement institutionnel pour la résilience agricole et pastorale (Rimrap)		UE	Ecodel, Tenmiya, WV Allemagne	548
	2018-19	Assistance technique au Programme de développement des filières inclusives (Prodefi)		Fida		86
	2018-21	Sécurité alimentaire et prévention des conflits face aux changements climatiques dans six bassins versants du Gorgol et du Guidimakha (SAP3C)		AFD	GRDR, Tenmiya	174
	2019-22	Appui à l'inclusion économique et sociale pour la stabilité et l'emploi des jeunes (Safire)		UE	Caritas Mauritanie	3 000
	2014-20	Assistance technique au ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement (5 Wilayas)		AFD, Bugeap, ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement, UE	Hydroconseil	523
	2015-20	Appui aux initiatives des communes pour l'hydraulique et l'assainissement (Aicha 3)		Apaus, communes, EGMA, Sedif, Ville de Paris		728

PAYS	ANNÉES	NOM DU PROJET	THÈMES	FINANCEMENT	PARTENAIRES	BUDGET EN K€ sur la durée du projet
MALI	2017-20	Optimiser la compétitivité des entreprises grâce à la formation professionnelle (Acéfor)		AFD	Forum Consult; ministère malien de la Jeunesse, 2 943 de l'Emploi et de la Construction citoyenne	2 943
	2017-22	Améliorer l'employabilité des jeunes ruraux par l'apprentissage tutoré (Imyeta)		Norad	Aja Mali	3 565
	2018-19	Traverses n° 48: « Jeunes acteurs et actrices du changement »		Groupe initiatives		22
	2017-20	Assistance technique à la société d'aménagement de Zenata - volet social forfaitaire		SAZ (sur fonds AFD et BEI)	Groupe Huit	163
	2016-20	Renforcement institutionnel pour la résilience agricole et pastorale (Rimrap)		UE	Ecodel, Tenmiya, WV Allemagne	548
	2018-19	Assistance technique au Programme de développement des filières inclusives (Prodefi)		Fida		86
	2018-21	Sécurité alimentaire et prévention des conflits face aux changements climatiques dans six bassins versants du Gorgol et du Guidimakha (SAP3C)		AFD	GRDR, Tenmiya	174
	2019-22	Appui à l'inclusion économique et sociale pour la stabilité et l'emploi des jeunes (Safire)		UE	Caritas Mauritanie	3 000
	2014-20	Assistance technique au ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement (5 Wilayas)		AFD, Bugeap, ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement, UE	Hydroconseil	523
	2015-20	Appui aux initiatives des communes pour l'hydraulique et l'assainissement (Aicha 3)		Apaus, communes, EGMA, Sedif, Ville de Paris		728

PAYS	ANNÉES	NOM DU PROJET	THÈMES	FINANCEMENT	PARTENAIRES	BUDGET EN K€ sur la durée du projet
MAURITANIE	2017-20	Optimiser la compétitivité des entreprises grâce à la formation professionnelle (Acéfor)		AFD	Forum Consult; ministère malien de la Jeunesse, 2 943 de l'Emploi et de la Construction citoyenne	2 943
	2017-22	Améliorer l'employabilité des jeunes ruraux par l'apprentissage tutoré (Imyeta)		Norad	Aja Mali	3 565
	2018-19	Traverses n° 48: « Jeunes acteurs et actrices du changement »		Groupe initiatives		22
	2017-20	Assistance technique à la société d'aménagement de Zenata - volet social forfaitaire		SAZ (sur fonds AFD et BEI)	Groupe Huit	163
	2016-20	Renforcement institutionnel pour la résilience agricole et pastorale (Rimrap)		UE	Ecodel, Tenmiya, WV Allemagne	548
	2018-19	Assistance technique au Programme de développement des filières inclusives (Prodefi)		Fida		86
	2018-21	Sécurité alimentaire et prévention des conflits face aux changements climatiques dans six bassins versants du Gorgol et du Guidimakha (SAP3C)		AFD	GRDR, Tenmiya	174
	2019-22	Appui à l'inclusion économique et sociale pour la stabilité et l'emploi des jeunes (Safire)		UE	Caritas Mauritanie	3 000
	2014-20	Assistance technique au ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement (5 Wilayas)		AFD, Bugeap, ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement, UE	Hydroconseil	523
	2015-20	Appui aux initiatives des communes pour l'hydraulique et l'assainissement (Aicha 3)		Apaus, communes, EGMA, Sedif, Ville de Paris		728

PAYS	ANNÉES	NOM DU PROJET
------	--------	---------------

PAYS	ANNÉES	NOM DU PROJET	THÈMES	FINANCEMENT	PARTENAIRES	BUDGET EN K€ sur la durée du projet
MAURITANIE (suite)	2017-19	Mise en œuvre de l'approche ATPC dans la région de l'Assaba		AFD		589
	2018-20	Rosso - eau et assainissement durable (READ)		Fondation Suez, Fonds d'appui du Gret	Commune de Rosso	370
	2019	Réalisation d'un complément d'étude de faisabilité pour le projet d'accès à l'eau et à l'assainissement dans deux Hodhs		AFD		90
	2019	Étude sur la gestion et la valorisation des déchets à Nouadhibou		BIT		21
	2019	Réalisation de deux blocs de latrines publiques à Cheynal		Ambassade de France		6
	2015-20	Gestion durable du Parc national du Diawling (PND)		BACoMab, Fondation Ensemble, Fondation Mava	PND	550
	2016-19	Audit sur les branchements de la centrale hybride de Kiffa		AFD		48
	2017-19	Foyers améliorés en Mauritanie (Farim 2)		Engie, fonds d'appui du Gret		280
	2018-19	Étude des tarifs dans les délégations de services publics d'électricité		Prud	Burgeap	33
	2018-20	Démonstrateurs Typha Industriel		Ademe		500
	2019	Diagnostic énergétique et inventaire des émissions de gaz à effet de serre de Nouakchott		Gouvernement mauritanien, UE	I Care Environment	8
	2017-20	Promotion des pratiques optimales d'alimentation du nourrisson et du jeune enfant (Rim Anje)		Unicef	AGPI	546
	2019	Appui au montage d'un projet de gestion de déchets ménagers dans le Raion de Telenesti		Savoie déchets		10
	2013-19	Comprendre les problématiques foncières rurales pour engager une concertation politique globale au Myanmar		Lift		948
	2015-19	Promotion du développement durable de l'aquaculture pour améliorer la sécurité alimentaire et les revenus des communautés du Delta de l'Ayeyarwaddy et de la Dry Zone (MyCulture)		Lift	Ministère de la Pêche, NAG, Pact, WorldFish	609
	2016-19	Promouvoir la diversification de l'agriculture et l'intégration économique dans le nord du Chin		Lift	Corad	1 800
	2016-19	Renforcer la société civile dans le Delta par la création d'un fonds de petites subventions		Lift		1 925
	2016-19	Fonds de petites subventions pour la société civile en zone montagneuse		Lift	Swissaid, Metta	458
	2017-19	Support technique à l'analyse des systèmes agricoles		Lift		97
	2019	Recherche sur le caoutchouc		LCG		14
2015-19	Intensification rurale pour un développement économique durable (Delta Rise)		Lift	WHH	2 002	
2019-21	Transition agroécologique pour les petits paysans et les sans-terre du Delta (Atlas)		Fondation Ensemble		150	
2016-20	Améliorer les moyens de subsistance, la création de revenus et la résilience des populations vulnérables dans le sud du Chin et le nord du Rakhine		UE	TGH	5 000	
2016-19	Projet d'eau potable et d'assainissement dans un quartier de Mandalay (Amarapura)		AFD, Ville de Mandalay	Suez Consulting	2 500	
2017-20	Renforcement des opérateurs de services améliorés en milieu urbain (Rosamur)		AFD, Agence de l'eau Adour-Garonne, Ambassade de France, Bordeaux Métropole, Fondation Ensemble, Institut Français, MEEM, Syctom	TDC	621	
2019	Enquête sociale préliminaire pour l'extension du réseau d'eau		AFD	MCDC	39	
2019	Organisation d'un séminaire national sur l'énergie		Ambassade de France		54	
2013-20	Création d'une institution de microfinance dans la Dry Zone		Lift		2 945	
2015-19	Expansion des marchés financiers ruraux par l'institutionnalisation de la Chin MFI		Lift	Thitsar Ooyn	1 148	
2017-21	Fortification de produits alimentaires transformés de consommation courante (Fopat)		UE	Pam	2 977	
2017-22	Appui à la fortification alimentaire (Pañan)		Gouvernement de la Principauté de Monaco, UE	ACF, Concern Worldwide, IRD (UMR Nutripass), Misoia	4 755	
2018-20	Mission d'accompagnement social du projet de reconstruction économique en milieu urbain (Presu)		AFD	Agetip Caf	399	

PAYS	ANNÉES	NOM DU PROJET	THÈMES	FINANCEMENT	PARTENAIRES	BUDGET EN K€ sur la durée du projet
RDC	2016-20	Promotion de modalités innovantes pour l'accès à l'eau potable, à l'assainissement et à l'hygiène dans certains quartiers périphériques de Kinshasa (Pilaep 2)		AFD	Mott McDonald, Sher	217
	2019-21	Assistance technique au développement durable du Complexe de la Garamba		African Parks, via financement UE		362
	2019-21	Agroforêts dans le Haut-Katanga		UE	Capak	300
RWANDA	2018-21	Pour une meilleure application des droits humains envers les communautés LGBTI et les travailleurs du sexe		UE	HDI	63
SÉNÉGAL	2015-19	Accès aux services et structuration des exploitations familiales d'élevage (Asstel 2)		AFD, CFSI/rdF, Fondation Raja, Gouvernement de la Principauté de Monaco, région Occitanie/Pyrénées-Méditerranée	Apess, ARD Saint-Louis, Asodia	1 616
	2017-20	Citoyens et organisations locales mobilisés pour un meilleur usage des ressources naturelles (Commun)		UE	CNCR	732
	2017-20	Appui à la sécurisation de l'accès à la terre pour une intensification agroécologique des territoires ruraux (Terria)		AFD, CFSI	Fongs	629
	2018-20	Appui à l'intégration des enjeux nutritionnels dans des territoires en transition agroécologique (Terria-nut)		AFD	Fongs	41
	2019-20	Accès aux services et structuration des exploitations familiales d'élevage - Volet socio-économique (Asstel 3)		Fonds de dotation Compagnie fruitière		50
	2019-20	Études de faisabilité, d'avant-projet sommaire et d'impact environnemental et social du programme Delta		AFD, SAED	Géoft Conseil, SCP	649
	2016-19	Citoyenneté, environnement et solidarité dans 4 quartiers des banlieues de Dakar (Sumu Gox)		UE	Y en a marre	472
	2013-19	Assainissement concerté, total et intégré du quartier de Guet Ndar (Acting)		AESN, CG27, MEAE, Onas, Ville de Saint-Louis, UE	ADC, Onas, Ville de Saint-Louis	2 649
	2016-19	Programme d'eau potable et d'assainissement du Millénaire		Enabel	Eau vive	63
	2016-20	Appui aux initiatives des communes pour l'hydraulique et l'assainissement à Saint-Louis (Alcha 2)		Agence de l'eau Adour-Garonne, AESN, Région Occitanie/Pyrénées-Méditerranée, Sedif, Sicoval	ARD Saint-Louis	1 458
	2017-19	Appui à la certification citoyenne dans l'hydraulique et l'assainissement pour la transparence (Pact)		UE	Forum civil	101
	2017-19	Veille citoyenne en assainissement rural		UE	ARD, Université Gaston Berger	41
2017-19	Suivre ensemble les services d'eau potable du Nord (Sense)		UE	ARD de Tambacounda	199	
2017-20	Amélioration de la santé en milieu rural grâce aux sanimaarchés (Asap)		UE		1 290	
2018-19	Assainissement amélioré dans les localités intermédiaires du Sénégal (Alois)		Grand Lyon		67	
2018-20	Eau et assainissement à Nabadji Civol (phase 2)		AESN, villes de Creil et de Nabadji Civol		410	
2019	Inondations Grand-Yoff		GIZ	Sepia	8	
2019	Étude de marché et plans d'affaires des constructeurs de toilettes dans la banlieue de Dakar		Oxfam		19	
2019-20	Étude de faisabilité du projet d'assainissement autonome de la région de Dakar (PAAD)		Fondation Bill & Melinda Gates	Cabinet EDE, Hystra, EDE	352	
2019-21	Ping-Giri, un projet innovant de gestion intégrée des risques d'inondation dans la banlieue de Dakar		AFD	UrbaSEN, Urbamonde, Fédération sénégalaise des habitants	843	
2017-19	Recherche-action sur la gestion intégrée des ressources en eau territoriale		Enabel	Edeque	190	

Ⓞ Projet de terrain Ⓞ Expertise ou étude Ⓞ Animation et formation Ⓞ Eau potable, assainissement, déchets Ⓞ Finance inclusive et insertion professionnelle
● Agriculture - filières et politiques agricoles ● Citoyennetés et démocratie ● Villes pour tous et décentralisation
● Gestion des ressources naturelles et énergie ● Santé : nutrition et protection sociale ● Villes pour tous et décentralisation

PAYS	ANNÉES	NOM DU PROJET	THÈMES	FINANCEMENT	PARTENAIRES	BUDGET EN K€ sur la durée du projet
SÉNÉGAL (suite)	2018-21	Agri pour soutenir l'entrepreneuriat dans la Vallée du Diobass (Apsu 1) (P)		Enabel, UE	Coopam, Eclósio, Resopp, Coopes-Resopp	89
	2019-21	Agri pour soutenir l'entrepreneuriat dans la région de Diourbel (Apsu 2) (P)		Enabel	Caritas, Eclósio, URAPD	72
	2019-21	GIRE locale dans les Niayes (phase 2) (P)		AESN		445
	2017-20	Qualification pour l'emploi des jeunes (QualEmploi) (P)		Luxdev, UE	Enda Graf Sahel, Fodde	949
	2018-21	Accompagnement des jeunes vers l'emploi au sud du Sénégal (AjeSud) (P)		UE	3FPT, ACEP Sénégal, Eclósio	2 163
TCHAD	2018-21	Lutte contre les inondations à Moundou (Plim) (E)		AFD	ID, ministère de l'Environnement, l'Eau et la Pêche	154
2019-20	Appui technique relatif au développement de quatre unités de production de farines infantiles (E)		Pam			153
TOGO	2017-20	Africompost 2 – Lomé (P)		AFD, Fondation Suez, Systom de Paris	Enpro	637
TUNISIE	2019-20	Contribution aux éléments de la phase préparatoire du Plan national d'adaptation au changement climatique (E)		AFD	Acterra, Suez Consulting	101
VIETNAM	2017-20	Améliorer les conditions de vie des ouvrières migrantes (Phu Nu 2) (P)		AFD, Fondation Abbé Pierre, MEAE, Oxfam, Weave Our Future (Groupe Auchan)	Batik International, CDI	224
2016-20	Professionnaliser la gestion des déchets ménagers (Pro 3) (P)			AFD, Alliance des coopératives, Systom, Ville de Paris	Centre Song Hong, CPDID, Institut de l'eau et de l'environnement, SDPE	1 034
MULTIPAYS	2015-19	Alliance pour l'apprentissage de l'agroécologie (Alisea) [Cambodge, Laos, Myanmar, Vietnam] (E)		AFD	Cirad	1 248
2017-21	Appui à la mise en place d'indications géographiques en Afrique de l'Ouest et du Centre (Pampig 2) [Cameroun, Guinée] (E)			AFD	Adecia, Cirad, Ecocert	56
2018-19	Étude des effets de divers scénarii d'évolution de la politique commerciale et fiscale sur la filière lait local dans quatre pays d'Afrique de l'Ouest [Burkina Faso, Niger, Mali, Sénégal] (E)			AFD, Oxfam		28
2018-19	Phase d'amorçage du projet Trois frontières [Burkina Faso, Mali, Niger] (P)			AFD	AOPP, Apress, AVSF, Ciedel, Delta C, Iram, Moriben	488
2018-22	Appui à la gouvernance de la terre dans la région du Mékong (MRLG 2) [Cambodge, Laos, Myanmar, Vietnam] (E)			BMZ, GIZ, Luxdev, DDC	Land Equity International	1 721
2019-22	Appuyer le développement socio-économique et renforcer la cohésion sociale dans les territoires frontaliers du Burkina, du Mali et du Niger (Trois frontières) [Burkina Faso, Mali, Niger] (E)			AFD	Apress, AVSF, Ciedel, Crus, FNGN, Iram	5 169
2018-20	Appuyer la sécurité alimentaire et nutritionnelle en Afrique de l'Ouest – Convention programme Asanao [Burkina Faso, Guinée, Mauritanie, Niger, Sénégal] (P)			AFD	Apress, APMEZA, Fiab, MGE, Oxfam, TFK, TFL, Roppa (entre autres)	3 500
2018-19	Étude sur les moyens de contrôler et valoriser le Typha pour le compte de l'OMVS (Mauritanie, Sên.) (E)			OMVS		180
2018-19	Étude de capitalisation sur les projets hors réseau pour le compte de l'AFD, dans le cadre de la redéfinition de sa stratégie « Accès à l'énergie » [Burkina Faso, Cambodge, Kenya, Mauritanie, Madagascar, Maroc, Sénégal] (E)			AFD	Burgeap, Enea Consulting, Nodalis	42
2019	Préfiguration de comités de bassin [Côte d'Ivoire, Bangladesh] (P)			AFD		25
2019-20	Évaluations décentralisées dans plusieurs pays du Sahel (E)			AFD	Espélla, Genre&Ville	219
2019-22	Convention programme Communs (P)			AFD		1 500
2018-21	Mobiliser les entreprises pour une réponse innovante à large échelle au Sahel (Meriem) [Burkina Faso, Mali, Niger] (P)			AFD, Fondation Bill & Melinda Gates	Hystra, ICI, Iram, IRD, Ogilvy, ThinkPlace	14 200
2019-20	Farines infantiles locales en Afrique de l'Ouest (Filao) (E)			Unicef	Iram, IRD	33
INTERNATIONAL	2018-19	Élaboration d'un Mémento méthodologique pour l'évaluation de l'agroécologie à l'usage des acteurs du développement (E)		AFD	Agrisud, AVSF, Cari	47
2019	PAC : quelle cohérence avec le développement des agricultures paysannes du Sud ? (E)			Coordination Sud		27
2019-23	Animation des travaux et réflexions du Comité technique « Foncier & développement » (A)			AFD, MEAE	Esud	800

● Eau potable, assainissement, déchets
 ● Villes pour tous et décentralisation
 ● Finance inclusive et insertion professionnelle

● Projet de terrain
 ● Expertise ou étude
 ● Animation et formation
 ● Citoyennetés et démocratie
 ● Santé : nutrition et protection sociale
 ● Agriculture : filières et politiques agricoles
 ● Gestion des ressources naturelles et énergie

OUVRAGES PUBLIÉS

- ★ Allaverdian C., *Farming systems in Myanmar: Methodological background and synthesis of field-based studies across five states and regions of Myanmar*, LIFT, 2019, 83 p.
- ★ David F. (dir.), Diop K., Sanchez A., Nault F., Achouline S., *Potabilisation des eaux de surface en Afrique de l'Ouest : solutions techniques adaptées de l'expérience de la vallée du fleuve Sénégal*, Nogent-sur-Marne, Éditions du Gret, Versailles, Éditions Quæ, 2019, 218 p., Guide pratique.
- ★ Goudiaby M.-C., Broutin C., Petitdan M., Faye M. C., *Guide du métier de collecteur laitier : démarrer et développer une activité de collecte de lait*, Dakar, Gret, AVSF, ministère de l'Élevage et des Productions animales, 2019, 84 p.
- ★ Merlet M., Levesque R., Rangé C., Benkahla A. (dir.), *Structures agraires et accès des jeunes à la terre : gestion intrafamiliale du foncier et stratégies d'autonomisation des jeunes*, Paris, Comité technique « Foncier & développement », AFD, MEAE, 2019, 143 p., Regards sur le foncier n° 7.

CHAPITRES D'OUVRAGES COLLECTIFS PUBLIÉS

- ★ Landemaine M., « Diversité d'actions et culture, les ingrédients d'un projet de transformation vers davantage de soutenabilité : le cas d'un village utopique », in Defalvard H. (dir.), *Culture & économie sociale et solidaire*, Presses universitaires de Grenoble, 2019, p. 125-131.
- ★ Le Roy P., Van Langenhove T., « Cambodia: Health insurance for garment workers and further expansion to all workers », in Ortiz I., Schmitt V., De L. (eds), *100 years of social protection: The road to universal social protection systems and floors, Volume I, 50 country cases*, Geneva, ILO, 2019, p. 213-219.
- ★ Rangé C., « Revue de littérature », in Merlet M. et al. (dir.), *Structures agraires et accès des jeunes à la terre : gestion intrafamiliale du foncier et stratégies d'autonomisation des jeunes*, Paris, Comité technique « Foncier & développement », AFD, MEAE, 2019, p. 7-35, Regards sur le foncier, n° 7.

» Les noms en couleur correspondent aux intervenant-e-s du Gret.

- ★ Pallière A., Rangé C., « Marchés et solidarités familiales : les trajectoires des jeunes dans une agriculture familiale en cours d'intensification (Guinée forestière) », in Merlet M. et al. (dir.), *Structures agraires et accès des jeunes à la terre : gestion intrafamiliale du foncier et stratégies d'autonomisation des jeunes*, Paris, Comité technique « Foncier & développement », AFD, MEAE, 2019, p. 85-96, Regards sur le foncier, n° 7.

RAPPORTS D'EXPERTISE

- ★ Levard L., Broutin C., Goudiaby M.-C., Hainikoye M., Kaboré K., Traoré M., *Politique commerciale, politiques fiscales et filières lait en Afrique de l'Ouest*, Nogent-sur-Marne, Gret, 2019, 78 p.
- ★ Levard L., Mathieu B., Masse P. (dir.), *Mémento pour l'évaluation de l'agroécologie : méthodes pour évaluer ses effets et les conditions de son développement*, GTAE, AgroParisTech, Cirad, IRD, 2019, 131 p.
- ★ Levard L., Martin Garcia I., *PAC : quelle cohérence avec le développement des agricultures paysannes du Sud ?* Paris, Coordination Sud, 2019, 64 p.
- ★ Méthélus J., Broutin C., *Guide de bonnes pratiques d'hygiène et de fabrication du maïs moulu : de la production à la commercialisation*, Gret, Haïti, ministère de l'Agriculture, des Ressources naturelles et du Développement rural, 2019, 76 p.
- ★ Sasia J., Cerisot A., Patat C., *Jeunes acteurs et actrices du changement : enjeux et pratiques*, Nogent-sur-Marne, Éditions du Groupe initiatives, 2019, 35 p., Traverses, n° 48.

DOCUMENTS TECHNIQUES

- ★ Chiron P., David F., *Représentation des usagers et dialogue multi-acteurs pour le suivi des services d'eau potable au Sénégal*, Nogent-sur-Marne, Éditions du Gret, 2019, 50 p., Cahier projet.
- ★ Lemet J., Grondin T., *Le projet Rhyviere I à Madagascar : retour d'expérience sur un projet d'hydroélectricité en milieu rural*, Nogent-sur-Marne, Éditions du Gret, 2019, 72 p., Cahier projet.

- ★ Trombert C. (éd.), Marchadour F. et Bikouya G. (dir.), *Accompagner la mise en place d'un service de gestion des déchets en milieu urbain*, Nogent-sur-Marne, Éditions du Gret, 2019, 58 p., Cahier projet.
- ★ Santi M., Ouedraogo M., *Les Yilemd-raaga, des sanimarchés au Burkina Faso : retours d'expérience du projet Sanya Kagni, 2014-2017*, Nogent-sur-Marne, Éditions du Gret, 2019, 51 p., Cahier projet.

TRAVAUX UNIVERSITAIRES

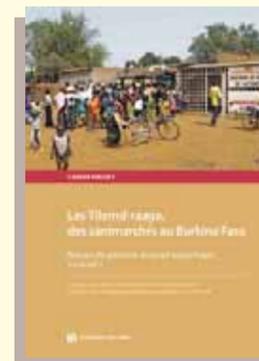
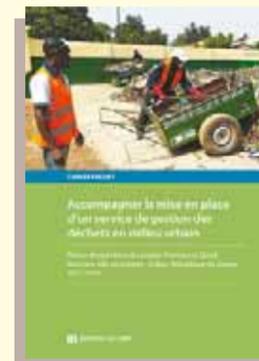
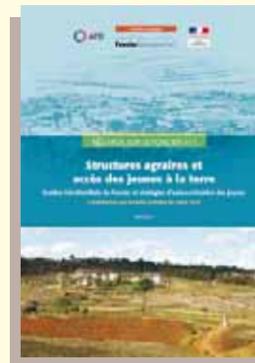
- ★ Gaye M., *Étude du système de suivi des services d'assainissement des eaux usées et des boues de vidange des localités intermédiaires : le cas de la commune de Rosso-Sénégal*, Mémoire de fin de cycle, Master professionnel Ingénierie en développement local, Saint-Louis-du-Sénégal, université Gaston Berger [soutenu en 2019], 116 p.

NOTES DE SYNTHÈSE

- ★ Allaverdian C., *Myanmar: Millions of farmers are at risk of being considered trespassers on their own lands*, Gret, 2019, 4 p., Myanmar Land and Livelihoods Policy Brief #1.
- ★ Allaverdian C., *Landlessness*, Gret, 2019, 4 p., Myanmar Land and Livelihoods Policy Brief #2.
- ★ Butin V., Cladière T., Scotney R., Levet J., *Les enjeux de l'universalisation de l'électrification : état des lieux & recommandations*, Paris, AFD, 2019, 14 p.
- ★ Comité technique « Foncier & développement », Ravaux C. et Benkahla A. (éd.), *Politiques foncières et mise en valeur des terres en Algérie*, Paris, AFD, MEAE, 2019, 8 p., Les notes de synthèse, n° 29.
- ★ Enten F., Le Corre M., Leménager M., *La participation citoyenne, levier pour de meilleurs services publics ?*, Paris, AFD, 2019, 4 p., Question de développement, n° 44.
- ★ Levard L., *Pour une PAC cohérente avec le développement des agricultures paysannes des pays du Sud*, Paris, Coordination Sud, 2019, 4 p., Les notes de Sud, n° 20.

ARTICLES PUBLIÉS DANS DES REVUES PROFESSIONNELLES

- ★ Barrau E., « Dakar : les cultures urbaines comme processus d'implication des jeunes », *Villes en développement*, n° 112, octobre 2019, p. 7.
- ★ Broutin C., Faye M.-C., Petitdan M., « Des services de conseil agricole inclusifs vecteurs de changement », *Grain de sel*, n° 77, janvier-juin 2019, p. 35.



- ★ Colombier R., « Une ONG de développement face à une urgence majeure en milieu urbain », *Alternatives humanitaires*, n° 10, mars 2019, p. 48-58.
- ★ Le Jeune T., Le Loc'h T., « Birmanie, dans les villes secondaires : renforcer les opérateurs pour des services améliorés », *La Lettre du Ps-Eau*, n° 90, octobre 2019, p. 11-14.
- ★ Levard L., interviewé par Alexandre Mortelette et Antoniya Argirova, *Politique agricole commune européenne : quelle cohérence avec le développement des agricultures paysannes du Sud*, Brennpunkt, n° 306, juin 2019, p. 38.
- ★ Levard L., Lagandré D., « La cohérence des politiques commerciales et de développement : le cas de l'APE Afrique de l'Ouest », *Notes et études socio-économiques*, n° 46, 2019, p. 7-34.

SÉMINAIRES, TABLES RONDES ET ATELIERS

1. Actes et comptes rendus d'atelier

- ★ Gouillat E. (dir.), *Microfinance : quel rôle pour les organisations de solidarité internationale ? Journée de réflexion et d'échanges sur l'évolution du secteur de la finance inclusive*, 4 février 2019, Nogent-sur-Marne, Éditions du Gret, 2019, 108 p., Débats & Controverses.
- ★ Gret, *Capacity building of urban services' managers in Myanmar: Sanitation seminar – Proceedings of the seminar held in Mandalay from 5th to 7th of December 2018*, Yangon, French Embassy in Myanmar, GRET, Mandalay City Development Committee, 42 p., Report on 2018 Urban Management Program.
- ★ Le Corre M., Le Jeune T. (dir.), *La participation citoyenne, un levier pour des services plus étendus, plus fonctionnels et plus justes ? Journée d'échanges ContrEauverses, 23 février 2018*, Nogent-sur-Marne, Éditions du Gret, 2019, 127 p., Débats & Controverses.

2. Communications

Communications publiées

- ★ Amadou H., Benkahla A., Broutin C., Coulibaly I., Faye M. C., Oumarou M., « Les plateformes d'innovation lait : atouts et faiblesses des espaces de concertation territoriale entre les acteurs pour améliorer la structuration et la commercialisation des produits laitiers (Sénégal, Burkina Faso) », in 3^e édition des *Rencontres internationales sur le lait, vecteur de développement*, Dakar, Sénégal, 12-13 juin 2019 – Actes, Isra, Cirad, Inra, 2019, p. 36.
- ★ Broutin C., « Création d'un espace de concertation des femmes au sein d'une organisation régionale d'éleveurs », in *Atelier 6, La concertation inclusive au cœur de la transition écologique*, [p. 7-9.], 3^e Conférence internationale de la chaire Unesco francophone pour l'éducation, la formation et la recherche en développement durable (EDD) sur le thème « L'éducation au développement durable : levier de transition pour nos sociétés », atelier co-organisé par

la chaire Unesco Formation de professionnel-le-s du développement durable, Bordeaux, 27-29 mai 2019.

- ★ Goudiaby M.-C., Jallo B., « La consommation et la distribution des produits laitiers dans des villes d'Afrique de l'Ouest : synthèse d'une étude réalisée dans cinq villes au Mali, Niger et Sénégal », in 3^e édition des *Rencontres internationales sur le lait, vecteur de développement*, Dakar, Sénégal, 12-13 juin 2019 – Actes, Isra, Cirad, Inra, 2019, p. 48.
- ★ Ily J.-M., Kebe N., « Programme d'appui à la certification citoyenne dans l'hydraulique et l'assainissement pour la transparence (Pact) » [Communication retranscrite], in Le Corre M., Le Jeune T. (dir.), *La participation citoyenne, un levier pour des services plus étendus, plus fonctionnels et plus justes ? Journée d'échanges ContrEauverses 23 février 2018*, Nogent-sur-Marne, Éditions du Gret, 2019, p. 76-82, Débats & Controverses.
- ★ Levard L., « Politiques commerciales et fiscales et filières lait en Afrique de l'Ouest – Analyse de cinq scénarios possibles d'évolution des politiques dans quatre pays de la région (Burkina Faso, Mali, Niger, Sénégal) », in 3^e édition des *Rencontres internationales sur le lait, vecteur de développement*, Dakar, Sénégal, 12-13 juin 2019 – Actes, Isra, Cirad, Inra, 2019, p. 70.

Communications non publiées

- ★ Allaverdian C., *Agriculture, private sector and smallholders in Myanmar: the ground realities*, Conference on Agriculture Investment and its Impact on Food Sovereignty: lessons from cases across Myanmar, Oxfam. Nay Pyi Taw, Myanmar, 1^{er} juin 2019.
- ★ Allaverdian C., *The making of a new frontier: Land restitution and distribution in the Ayeyarwady delta*, Myanmar, 8^e édition des Journées doctorales du Pôle foncier, MSH Sud, Montpellier, 11-14 mars 2019.
- ★ Ferrand P., Francois M., Reynaud L., *PGS certification for agroecological products in Cambodia: lessons from field experience*, 170th EAAE Seminar, Montpellier SupAgro, 15-17 mai 2019.
- ★ François M., *Agroécologie, systèmes alimentaires locaux et échanges internationaux au Cambodge – Gret, 1^{res} Assises territoriales de la transition agroécologique et de l'alimentation durable*, Montpellier, 6 février 2019.
- ★ Landemaine M., *Diversité d'actions et culture, les ingrédients d'un projet de transformation vers davantage de soutenabilité : le cas d'un village utopique*, XIX^{es} Rencontres du RIUESS organisées par la chaire ESS-UPEM « ESS de la culture et culture de l'ESS », université Paris-Est Marne-la-Vallée, 15-17 mai 2019.

3. Participation à des tables rondes, animation d'ateliers

- ★ Benkahla A., participation à la table ronde « Dépossessions foncières : entre pression et oppressions ? », animée par Charlotte Guénard et l'équipe de la *Revue internationale des études du développement*, festival Les Tropikantes, Jardin d'agronomie tropicale de Paris, Nogent-sur-Marne, 20 septembre 2019.

- ★ **Bromblet H.**, animation de la table ronde « Déchets et climats », dans le cadre de l'atelier « Déchets : quelles solutions pour nos villes malgaches ? » organisé par le Réseau Ran'Eau et le Gret, Antananarivo, 18-19 novembre 2019.
- ★ **Bromblet H.**, animation de la table ronde « Collecte et pré-collecte », dans le cadre de l'atelier « Déchets : quelles solutions pour nos villes malgaches ? » organisé par le Réseau Ran'Eau et le Gret Antananarivo, 18-19 novembre 2019.
- ★ **Bromblet H.**, participation à la table ronde « Mobilisation du 1 % déchets à Madagascar », dans le cadre de l'atelier « Déchets : quelles solutions pour nos villes malgaches ? » organisé par le Réseau Ran'Eau et le Gret, Antananarivo, 18-19 novembre 2019.
- ★ **Bromblet H.**, participation à la table ronde « Économie verte », 4^e Salon de la RSE et des initiatives pour le développement durable (IDD), Antananarivo, 3-4 juillet 2019.
- ★ **Bromblet H.**, participation à la table ronde « Valorisation des déchets », 3^e Forum national urbain, organisé par le ministère de l'Aménagement, de l'Habitat et des Travaux publics de Madagascar, 7-9 octobre 2019.
- ★ **Broutin C.**, participation à la table ronde « Quelle agriculture et quelle alimentation vont pouvoir nourrir 10 milliards de personnes en 2050 ? », World Impact Summit, Bordeaux, 24 mai 2019.
- ★ **Broutin C.**, animation d'un atelier sur agriculture et changements climatiques et co-animation avec E. Hofmann de la conférence de clôture des Journées inter-filières « Coopération et solidarité internationales » sur le thème : « Adaptation au changement climatique : vers un changement de paradigme aux Suds ? Comment passer du risque à l'incertitude... », Bordeaux, 21 février 2019.
- ★ **Darlu J.**, participation au 1^{er} Forum ONG Photovoltaïque « Retours d'expériences d'ONG et associations sur des projets d'accès à l'électricité ou à l'eau par systèmes photovoltaïques », à Valpré-Lyon, Écully, 23 octobre 2019.

- ★ **Enten F.**, animation de la table ronde « Évolution des pratiques de communication », journée d'étude « Dynamiques communicationnelles des acteurs de l'aide internationale : évolutions et perspectives » organisée par le laboratoire GERiiCO, université de Lille, à la MESHS, Lille, 21 mars 2019.
- ★ **Enten F.**, participation à la table ronde « De l'idéologie humanitaire », journée d'étude « Dynamiques communicationnelles des acteurs de l'aide internationale : évolutions et perspectives » organisée par le laboratoire GERiiCO, université de Lille, à la MESHS, Lille, 21 mars 2019.
- ★ **Ferrer M. et Darlu J.**, participation à la journée de capitalisation « Spécificités de l'accès à l'énergie dans les pays en voie de développement » organisée par la commission Climat et développement de Coordination Sud, 17 octobre 2019.
- ★ **Gouillat E.**, animation de la journée « Microfinance : quels rôles pour les organisations de solidarité internationale ? », Jardin d'agronomie tropicale de Paris, Nogent-sur-Marne, 4 février 2019.
- ★ **Labat C.**, participation à la table ronde « Évolution des pratiques de communication », journée d'étude « Dynamiques communicationnelles des acteurs de l'aide internationale : évolutions et perspectives » organisée par le laboratoire GERiiCO, université de Lille, à la MESHS, Lille, 21 mars 2019.
- ★ **Levard L.**, participation au séminaire « Politiques commerciales ouest-africaines et européennes : freins ou leviers pour le développement de la filière lait local en Afrique de l'Ouest ? » organisé par le CFSI et la Fondation de France en partenariat avec le Roppa et AgroParisTech, Paris, 26 février 2019.
- ★ **Rakotomalala C.**, participation à la table ronde « Des citoyens aux politiques : comment agir sur notre territoire ? » organisée à l'occasion de la Semaine européenne du développement durable par le Gret, l'université Paris I Panthéon-Sorbonne – Iedes et l'université Bordeaux Montaigne – LAM, à la Cité du développement durable, Jardin d'agronomie tropicale de Paris, Nogent-sur-Marne, 4 juin 2019.

- ★ **Ravaz J.**, animation de la table ronde « Déchets industriels et déchets dangereux », dans le cadre de l'atelier « Déchets : quelles solutions pour nos villes malgaches ? » organisé par le Réseau Ran'Eau et le Gret, Antananarivo, 18-19 novembre 2019.
- ★ **Randriatsimihory A.**, animation de la table ronde « Déchets et agriculture », dans le cadre de l'atelier « Déchets : quelles solutions pour nos villes malgaches ? » organisé par le Réseau Ran'Eau et le Gret, Antananarivo, 18-19 novembre 2019.
- ★ **Ralalamoria L., Rakotonirina A., Randrianarivony R.**, animation de la table ronde « Déchets et énergie », dans le cadre de l'atelier « Déchets : quelles solutions pour nos villes malgaches ? » organisé par le Réseau Ran'Eau et le Gret, Antananarivo, 18-19 novembre 2019.
- ★ **Sasia J.**, co-animation de l'atelier « Coopérer pour améliorer l'insertion des jeunes dans les pays du Sud », 12^e Forum mondial Convergences, sur le thème « Inégalités – Transitions – Solutions », Paris, 6 septembre 2019.
- ★ **Sasia J.**, animation d'ateliers lors des journées d'étude « Jeunes, acteurs et actrices du changement » organisées par le Groupe initiatives, Bamako, 12-14 mars 2019.
- ★ **Thlang P.**, participation au 2019 Energy Seminar, Mandalay, Myanmar, 4-6 décembre 2019.

4. Organisation de séminaires

- ★ 2019 Energy Seminar, as part of Urban Management Program: capacity building and experience sharing for urban services providers in Myanmar, organized by GRET, with the Ministry of Electricity and Energy, the French embassy in Myanmar and the Regional government of Mandalay, Mandalay, 4-6 December 2019.
- ★ Atelier de présentation des résultats de la capitalisation de la recherche-action sur le projet Sense (Suivre ensemble les services d'eau au Nord du Sénégal) organisé par le Gret, avec l'université Gaston Berger et l'Agence régionale de développement (ARD) de Saint-Louis, 13 juin 2019.
- ★ Atelier professionnel et public « Déchets : quelles solutions pour nos villes malgaches ? » organisé par le Réseau Ran'Eau et le Gret, à l'Institut français de Madagascar, Antananarivo, 18-19 novembre 2019.
- ★ International Workshop « Solid waste management in secondary cities and semi-urban areas in South East Asia », organized by Gret, Hanoi and Vinh Phuc, 15-16 May 2019.
- ★ Journées d'études « Jeunes acteurs et actrices du changement » organisées par le Groupe initiatives avec la coordination du Gret, Bamako, 12-14 mars 2019.
- ★ Séminaire « PAC : quelle cohérence avec le développement des agricultures paysannes du Sud ? » organisé par le Gret pour la commission Agriculture et alimentation de Coordination Sud, Jardin d'agronomie tropicale de Paris, Nogent-sur-Marne, 11 avril 2019.
- ★ Table ronde sur les acteurs territoriaux dans les pays du Sud, organisée par le Gret, avec l'université Paris I Panthéon Sorbonne – Iedes et l'université Bordeaux Montaigne – LAM, à l'occasion de la Semaine européenne du développement



↑ ATELIER « COOPÉRER POUR AMÉLIORER L'INSERTION DES JEUNES DANS LES PAYS DU SUD », 12^e FORUM MONDIAL CONVERGENCES, 6 SEPTEMBRE 2019
© Raphaël de Bengy pour Convergences

durable, Cité du développement durable, Jardin d'agronomie tropicale de Paris, Nogent-sur-Marne, 4 juin 2019.

- ★ Séminaire sur les enjeux du foncier agricole au Mali organisé par le Gret, au titre du secrétariat scientifique du Comité technique « Foncier & développement », à l'AFD, Paris, 4-5 avril 2019.

PRODUCTIONS MULTIMÉDIAS

- ★ Boity prod. (réal.), *Déchets : quelles solutions pour nos villes malgaches ? Atelier professionnel et public, 18 et 19 novembre 2019*, Institut français de Madagascar, Gret, Ran'Eau, 2019, 4'56.
- ★ Fabara Koné (réal.), *Sara – Sécurité alimentaire, résilience et agroécologie, Vers une autonomisation de l'agriculture familiale en Guinée forestière (Filière riz)*, Gret, MGE, 2019, 13'02.
- ★ Fabara Koné (réal.), *Sara – Sécurité alimentaire, résilience et agroécologie, Vers une autonomisation de l'agriculture familiale en Guinée forestière (Filière huile de palme)*, Gret, MGE, 2019, 13'38.
- ★ Khaleebi prod (réal.), *Projet Asstel au Sénégal : des changements qui s'inscrivent dans la durée*, Gret, 2019, 13'58.
- ★ LiM Production (dir.), *Amarapura Water Supply – The Initial Situation*, Gret, 2019, 4'24.
- ★ LiM Production (dir.), *Amarapura Water Supply – The works implementation*, Gret, 2019, 4'34.
- ★ Orec Media (réal.), *Tout savoir sur la réforme de l'hydraulique rurale au Sénégal*, Gret, 2019, 3'51, vidéo réalisée dans le cadre du projet Suivre ensemble les services d'eau au Nord du Sénégal (Sense).



SÉMINAIRE ÉNERGIE AU MYANMAR (MANDALAY), 4-6 DÉCEMBRE 2019



FORMATIONS ET INTERVENTIONS ACADEMIQUES

- ★ **Broutin C.**, *Les acteurs et enjeux de développement, méthodologie de projet, enquêtes, ONG et secteur privé*, licence professionnelle Chargé-e de projet de solidarité internationale et de développement durable, IATU et chaire Unesco Formation de professionnel-le-s du développement durable, université Bordeaux Montaigne, 96 h.
- ★ **Broutin C.**, *Diagnostic, identification et la programmation de projet et Prévisions opérationnelles et financement de projet*, master 2 Conception et ingénierie des projets de développement, Gretha, université de Bordeaux, 14 h.
- ★ **Broutin C.**, *Circuits courts, commerce alternatif/commerce équitable*, master 1 Gestion des territoires et développement local, université Bordeaux Montaigne, 6 h.
- ★ **Carlier R.**, *Management de projets de développement*, master 1 Sciences sociales Expertise en population & développement, Paris Descartes, 28 h.
- ★ **Carlier R.**, *Intervention sur le financement du développement*, UE Savoir-faire professionnels, master 1 Sciences sociales Expertise en population et développement, Paris Descartes, 4 h.
- ★ **Carlier R.**, *Méthodes, outils et pratiques du montage de projet*, master 2 Urbanisme et expertise internationale, option Urbanisme et villes des Suds, École d'urbanisme de Paris, 30 h.
- ★ **David F.**, *Dans quelle mesure l'aide internationale favorise-t-elle l'accès durable à l'eau potable et à l'assainissement pour tous ?* Contribution au débat, journée d'études master 1 et 2 Langues étrangères appliquées, Analyse de crises et action humanitaire, université Savoie Mont Blanc, 13 novembre 2019.
- ★ **Enten F.**, *Crises et vulnérabilités alimentaires*, master 1 Études du développement, parcours Crises : interventions d'urgences et développement, université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, ledes, 15 h.
- ★ **Landemaine M.**, *Les technologies de l'information et de la communication dans une perspective de développement durable*, master 2 Management des associations, IAE Paris-Sorbonne Business School, 4 h.
- ★ **Landemaine M.**, *L'évaluation de l'impact social et environnemental des projets de développement*, master 2 Développement social, université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, ledes, 12 h.
- ★ **Le Corre M., Le Jeune T., Le Loc'h T.**, *Accès aux services essentiels et Responsabilité sociétale de l'entreprise*, master Eau pour Tous (OpT), AgroParisTech, 40 h.
- ★ **Le Corre M.**, *Quelques notions sur l'hydraulique villageoise*, intervention dans le cadre de l'UE Eau et assainissement dans les pays en développement, master Sciences et génie de l'environnement, spécialité Systèmes aquatiques et gestion de l'eau, École des Ponts ParisTech, 9 avril 2019.
- ★ **Le Jeune T.**, *L'assistance comme outil de renforcement de la maîtrise d'ouvrage publique*, intervention dans le module Méthodes, outils et pratiques de l'expertise, master Urbanisme et aménagement, spécialité Urbanisme et expertise internationale, École d'urbanisme de Paris, 26 novembre 2019.
- ★ **Levard L.**, *Politiques publiques et régulations internationales*, master 2, option Développement agricole et rural pour le Sud (DARS), parcours Marchés, organisation, qualité, services dans les agricultures du Sud (Moquas), Institut des régions chaudes, Montpellier SupAgro, 12 h.
- ★ **Levard L.**, *Économie des ménages agricoles*, master 1 Développement agricole et politiques économiques, université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, ledes, 9 h.
- ★ **Levard L.** (coordination), **Francois M., Pautrizel L.**, *Agriculture et relations internationales*, master 1 Développement agricole et politiques économiques, ledes, 24 h.
- ★ **Levard L., Pautrizel L.**, *Stratégies et politiques de développement agricole dans les pays en développement – Politiques et accords commerciaux concernant l'agriculture*, master 2 Développement agricole durable : la sécurité alimentaire pour le développement, université Paris-Saclay, 30 h.
- ★ **Mansion A.**, *Enjeux fonciers et développement local et justice spatiale, Introduction à la question foncière dans les pays du Sud*, Master 2 Gestion territoriale et développement durable, Université Bordeaux-Montaigne, 8 h.
- ★ **Masse P.**, *Initiation à la démarche du diagnostic agricole*, 5^e année ingénieur en agro-développement international, domaine d'approfondissement « Développement agricole et financement : modalités d'évaluation », Angers, Istom, 6 h.
- ★ **Morlat L.**, *Outils d'analyse et de gestion de projets*, master 1 Anthropologie et métiers du développement durable, Aix-Marseille université, 18 h.
- ★ **Rachmuhl V.**, *Planification et projets urbains (cours)*, master 2 Urbanisme et expertise internationale, parcours villes des Suds, École d'urbanisme de Paris, 18 h.
- ★ **Rachmuhl V.**, *Habitat, informel (cours)*, fonciers, master 2 Urbanisme et expertise internationale, parcours villes des Suds, École d'urbanisme de Paris, 9 h.
- ★ **Rachmuhl V.**, *Enjeux fonciers et développement local et justice spatiale, Enjeux fonciers dans les villes des Suds*, UE de langue disciplinaire (anglais), Master 2 Gestion territoriale et développement durable, Université Bordeaux-Montaigne, 8h
- ★ **Rachmuhl V.**, *responsable de l'Atelier de planification au Sud (encadrement des étudiants pour la réalisation d'une commande professionnelle)*, master 2 Urbanisme et expertise internationale, parcours villes des Suds, École d'urbanisme de Paris, 60 h.
- ★ **Rakotomalala C., Gennetais A.**, *La nutrition dans les programmes de développement : l'exemple du programme Nutridev*, intervention dans le cadre du cursus Ingénieur en alimentation et santé, à l'Institut polytechnique UniLaSalle Beauvais, 24 octobre 2019.
- ★ **Santi M.**, *Systèmes d'assainissement dans les pays sud – Enjeux et méthodes d'intervention du Gret*, master spécialisé Gestion de l'eau, AgroParisTech Montpellier, 15 février 2019.
- ★ **Santi M.**, *Financement des services d'assainissement*, Communication sociale en assainissement – marketing de l'assainissement, Planification et zonage d'assainissement, master Eau pour Tous (OpT), module assainissement, AgroParisTech, 15 h.
- ★ **Thibault D.**, *Être responsable d'un projet et La gestion d'une équipe*, master 2 Analyse de projet et développement durable, université de Rennes, 12 h.
- ★ **Thibault D.**, *Être responsable d'un projet*, 5^e année ingénieur en agro-développement international, Istom, 9 h. ■■

ACF	Action contre la faim	MCDC	<i>Mandalay City Development Committee</i>
AESN	Agence de l'eau Seine-Normandie	MDM	Médecins du monde
AFD	Agence française de développement	MEAE	Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (France)
AIMF	Association internationale des maires francophones	MGE	Maison guinéenne de l'entrepreneur
AJA Mali	Association jeunesse action Mali	MNP	<i>Madagascar National Parks</i>
AOG	Association des originaires de Grand Plaine (Haïti)	MRLG	<i>Mekong Region Land Governance</i> [Gouvernance de la terre dans la région du Mékong]
APESS	Association pour la promotion de l'élevage au Sahel et en savane	NSSF	<i>National Social Security Fund</i> [Caisse nationale de sécurité sociale]
APME2A	Agence pour la promotion de la petite et moyenne entreprise / Agriculture et artisanat (Burkina Faso)	OAPI	Organisation africaine de la propriété intellectuelle
ARD	Agence régionale de développement	ODD	Objectifs de développement durable
AVSF	Agronomes et vétérinaires sans frontières	ODRINO	Organisation de développement rural intégré du Nord-Ouest (Haïti)
BIT	Bureau international du travail	ONSER	Office national des services d'eau en milieu rural (Mauritanie)
BNDA	<i>Bamboo and Non-Timber Forest Products Development Association</i> (Laos)	PAC	Politique agricole commune
CARPF	Communauté d'agglomération Roissy Pays de France	PAM	Programme alimentaire mondial
CDI	<i>Center for Development and Integration</i> (Vietnam)	PCCADISM	Plateforme de concertation et d'appui au développement durable de Sainte-Marie (Madagascar)
CFI	Agence française de coopération médias	RECOPA	Réseau de communication sur le pastoralisme (Burkina Faso)
CFSI	Comité français pour la solidarité internationale	SCE	<i>Standard Construction & Engineering</i> (Cambodge)
CIEDEL	Centre international d'études pour le développement international	SDC	<i>Swiss Development Corporation</i>
CIRAD	Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement	SDPE	Sous-département de protection de l'environnement (Vietnam)
CIRED	Centre international de recherche sur l'environnement et le développement	SEDIF	Syndicat des eaux d'Île-de-France
CPDTD	Comité populaire du district de Tam Duong (Vietnam)	SIAAP	Syndicat interdépartemental pour l'assainissement de l'agglomération parisienne
CPLD	Coopérative des producteurs laitiers de Dagana (Sénégal)	SOE	Service œcuménique d'entraide (Haïti)
CRUS	Conseil régional des unions du Sahel	SOFA	Solidarite Fanm Ayisyèn (Haïti)
CSO	<i>Cooperation Committee for Cambodia</i>	SONADER	Société nationale pour le développement rural (Mauritanie)
CUSM	Commune urbaine de Sainte-Marie	TFK/TFL	Table filière karité / Table filière lait (Burkina Faso)
EGMA	Évry-Grégy Mauritanie Association	UDAA	<i>Urban development administration authority of Luang Prabang</i> (Laos)
EMI	Entraide médicale internationale	UE	Union européenne
FASH	Faculté des sciences humaines de l'Université d'État d'Haïti	UFR/UMR/UR	Unité de formation et de recherche / Unité mixte de recherche / Unité de recherche
FdF	Fondation de France	UNICEF	Fonds des Nations unies pour l'enfance
FIAB	Fédération des industries agroalimentaires du Burkina	URAPD	Union régionale des associations paysannes de Diourbel (Mauritanie)
FNGN	Fédération nationale des groupements Naam (Burkina Faso)	WCS	<i>Wildlife Conservation Society</i> ■■
GCDA	<i>Green Community Development Association</i> (Laos)		
GGGI	<i>Global Green Growth Institute</i>		
GIAC	Groupement interprofessionnel des artisans du Congo		
HI	Humanité et inclusion		
ICI	Initiatives conseil international (Burkina Faso)		
ID	Initiative Développement		
INRA	Institut national de la recherche agronomique		
INSERM	Institut national de la santé et de la recherche médicale		
IRAM	Institut de recherches et d'applications des méthodes de développement		
IRD	Institut de recherche pour le développement		
ISET	Institut supérieur d'enseignement technologique de Rosso (Mauritanie)		
ISRA	Institut sénégalais de recherche agricole		
LCG	<i>Laos Consulting Group</i>		
LEI	<i>Land Equity International</i>		

BUREAUX DE REPRÉSENTATION

GRET BRÉSIL

Bureau de représentation à Conde
Tél. +55 83 99 10 47 764
brasil@gret.org

GRET BURKINA FASO

Bureau de représentation à Ouagadougou
Tél. +226 25 36 10 65
burkina@gret.org

GRET CAMBODGE

Bureau de représentation à Phnom Penh
Tél. +855 23 220 259
cambodia@gret.org

GRET CONGO/RDC

Bureau de représentation à Brazzaville
Tél. +242 226 127 858 / +242 057 189 976
congo@gret.org

GRET HAÏTI

Bureau de représentation à Port-au-Prince
Tél. +509 29 40 25 44
haiti@gret.org

GRET LAOS

Bureau de représentation à Vientiane
Tél. +856 21 45 41 98
laos@gret.org

GRET MADAGASCAR

Bureau de représentation à Antananarivo
Tél. +261 32 07 008 08
madagascar@gret.org

GRET MALI

Bureau de représentation à Bamako
Tél. +223 20 29 17 43
mali@gret.org

GRET MAURITANIE

Bureau de représentation à Nouakchott
Tél. +222 45 25 84 96
mauritanie@gret.org

GRET MYANMAR

Bureau de représentation à Yangon
Tél. +95 230 50 78 / +95 230 50 79
myanmar@gret.org

GRET NIGER

Bureau de représentation à Niamey
Tél. +227 96 14 18 38
niger@gret.org

GRET SÉNÉGAL

Bureau de représentation à Dakar
Tél. +221 33 849 35 97
senegal@gret.org

GRET TOGO

Bureau de représentation à Lomé
Tél. +228 90 70 61 89
togo@gret.org

GRET VIETNAM

Bureau de représentation à Hanoï
Tél. +84 38 46 44 91
vietnam@gret.org

LES ACTIONS DU GRET
S'INSCRIVENT DANS LE CADRE DES

OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE



Le Gret est membre du Groupe initiatives (GI)
et de Coordination SUD.



Campus du Jardin d'agronomie tropicale de Paris
45 bis avenue de la Belle Gabrielle
94736 Nogent-sur-Marne Cedex, France
Tél. : +33 (0)1 70 91 92 00

POUR TOUT COMPLÉMENT D'INFORMATION
www.gret.org – gret@gret.org

